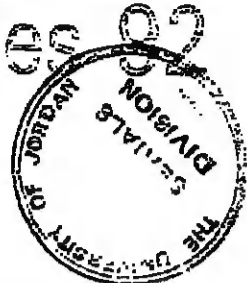


سكرا من المرحل

« Arts et Spectacles » : Arles 82

# Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14751 - 7 F

JEUDI 2 JUILLET 1992

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LÉSOIRNE

## L'avion de la discorde européenne

SUivant M. Volker Rühe, le ministre de la défense qui a décidé de porter le fer dans les dépenses militaires, la coalition parlementaire au pouvoir en Allemagne a demandé, mardi 30 juin, au gouvernement de renoncer à participer à l'actuel projet d'un avion de combat conçu avec le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie et baptisé EFA (European Fighter Aircraft). Elle n'a pas pour autant totalement fermé la porte à un compromis avec les partenaires de Bonn, puisqu'elle a proposé le projet Eurofighter 2000, qui concerne le développement ultérieur d'un avion plus léger et moins cher, au besoin avec le concours d'autres pays, comme la France.

L'attitude de l'Allemagne ne surprendra personne. Elle avait été précédée par les déclarations de M. Rühe en personne, en dépit des mises en garde de ses collègues européens et des critiques que lui adressait l'industrie d'armement de son propre pays au nom du maintien de l'emploi.

À Londres, après le retrait allemand, l'EFA est toujours considéré comme un programme d'avenir par un gouvernement qui parle seulement de mieux rationaliser à trois la production et par une industrie en difficulté dont c'est désormais l'unique cheval de bataille. À Madrid, on se contente d'indiquer que l'Espagne, qui s'était ralliée du bout des lèvres à l'EFA après avoir longtemps considéré l'avion français Rafale, aura du mal à augmenter sa contribution pour compenser le départ de Bonn. À Rome, enfin, l'Italie ne peut guère s'accommoder d'un nouveau retard du programme actuel, dans la mesure où l'EFA devait, en principe, succéder à des F-104 arrivés à bout de potentiel.

Les trois associés de l'Allemagne espèrent - mais on ne prête qu'aux riches - en un miracle venu du Golfe, qui amènerait l'Arabie saoudite, l'un des plus importants clients de l'armement britannique, à accepter de remplacer au pied levé le gouvernement de Bonn en reprenant sa commande.

On se demande, dans ce contexte de discorde, comment la proposition de l'Allemagne de redessiner l'EFA, pour en faire un avion moins ambitieux et bien moins onéreux, peut être prise en considération par ses trois alliés. Ce serait, en effet, accepter de repartir sur de nouvelles bases pour des pays qui allaient déjà, à l'époque, que le Rafale, plus léger et moins cher, ne convenait pas à leurs besoins.

En 1985, lorsque les Britanniques, les Allemands, les Espagnols, les Italiens et les Français n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un projet commun, c'est toute l'Europe de l'aéronautique qui est sortie divisée et ébranlée par cet échec qu'on aurait tort d'attribuer à la seule intransigeance de la France. En repoussant de quelques années l'EFA, ou son arrêt qui reste à définir, ou en choisissant de s'en tenir à une simple modernisation de ses Tornados, l'Allemagne pourrait être accusée de prolonger l'agonie de cette Europe-là.

Les optimistes pourront, au contraire, prétendre que, par son attitude, Bonn permet de redessiner les cartes à long terme et, de leur côté, les Français savent ne pas faire de nationalisme à outrance avec leur Rafale et s'ils font preuve d'imagination en offrant une plate-forme de coopération.

Lire nos informations et l'article d'HENRI DE BRESSON page 4

M0147 - 07010 - 7.00 F



## La ratification du traité d'Union européenne

### Le référendum sur Maastricht aura lieu le 20 septembre

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 1<sup>er</sup> juillet, le projet de loi autorisant la ratification du traité de Maastricht, qui sera soumis à référendum le 20 septembre. Les sondages montrent que les partisans du « oui » sont, pour le moment, majoritaires dans les intentions de vote, mais que leur adhésion à l'Union européenne ne vaut pas approbation

de la politique de M. Mitterrand. M. Jacques Chirac, invité dimanche du « Grand Jury RTL-le Monde », devait annoncer en fin de semaine la position du RPR, le seul des grands partis à n'avoir pas fait connaître ses choix, même si ses principaux dirigeants semblent désormais pencher pour le « oui ».

## En bonne voie

par Jean-Marie Colombani

Y a-t-il des élections en vue? L'impénitence de cette question découle du simple récapitulatif des décisions, ou des non-décisions, les plus récentes du gouvernement : suspension du supergénérateur Supersol, ajournement de la refonte de la taxe d'habitation, retrait de la réforme permettant la maîtrise des dépenses de santé. Seul Georges Sarre, avec son permis à points,

tient bon! Mais pour combien de temps? Car tout se passe comme s'il fallait à tout prix dégarer la route du référendum, éviter tous les conflits, ne donner prise à aucune crispation susceptible de peser sur le moral des Français, à quelques semaines d'un choix décisif pour leur avenir.

La méthode peut évidemment paraître discutable, et être discutée : que le gouvernement veuille

débayer le terrain, compte tenu de l'épisode Cresson, qu'il ait intégré dans ses réflexions l'inévitable défaite législative de mars 1993 et qu'il veuille, dans ces conditions, laisser à l'équipe de droite qui lui succédera quelques dossiers encombrants ou lourds d'impopularité, c'est finalement une pratique courante, même si elle est décevante.

Lire la suite et l'article de THIERRY BRÉHIER page 8

## Les faux-semblants de l'armée algérienne

L'assassinat de Mohamed Boudiaf pourrait conduire les militaires à assumer désormais le pouvoir ouvertement

ALGER

de notre envoyé spécial

Les quatre membres du Haut Comité d'Etat (HCE), qui tiennent lieu de présidence collégiale, siègent sans désenchaner depuis l'assassinat, lundi 29 juin, de Mohamed Boudiaf. Quatre hommes qui doivent en principe désigner par cooptation le futur chef de l'Etat, à moins qu'ils ne fassent appel à un « outsider ». Du coup sortent de l'ombre des personnages mal préparés à braver les tempêtes, si tant est que le représentant de l'armée au sein de cette instance, le général-major Khaled Nezzar, ministre de la défense, refuse d'assumer l'héritage.

Cette mission reviendra-t-elle donc à l'un des trois civils qu'il

écotoie dans ce cénacle : MM. Ali Haroun, ancien ministre des droits de l'Homme, Ali Kafi, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidines, et Tidjani Haddam, ex-recteur de la mosquée de Paris? Des hommes du passé, sans importance autre que symbolique, sur les épaules desquels personne n'avait imaginé qu'un jour pourrait peser la charge de conduire le destin du pays, tant cet édifice juridique bâtie ment conçu reposait sur la personnalité de M. Boudiaf. A lui seul, il incarnait, en effet, la légitimité du HCE, et donc du nouveau pouvoir, né, à la mi-janvier, de la démission-déposition de M. Chadli. Ce « chef historique », cet homme providentiel, aujourd'hui

disparu, il ne reste plus, formellement, aux commandes de l'Etat, que trois civils dont on voit mal qu'ils puissent, l'un ou l'autre, disposer de l'autorité nécessaire pour engager l'Algérie sur la voie du « changement radical » dont Mohamed Boudiaf parlait à satiété.

L'armée préférerait probablement se dissimuler encore derrière la forte carrure d'un personnage d'honorabilité - mais, après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, y a-t-il encore des candidats prêts à jouer les utilités? - plutôt que de se cacher derrière la frêle silhouette de quelque homme de paille.

JACQUES DE BARRIN  
Lire la suite et nos informations page 3

## Manifestations et barrages routiers



Lire nos informations et l'article de BRUNO FRAPPAT : « Otagos » page 10

## JEAN VAUTRIN

COURAGE, CHACUN

JULLIARD

« Tout l'art de Vautrin est là, pessimiste, rigolard et prodigue de mots, de formules, de trouvailles »

FRANÇOIS MOURESSIER - LE POINT de l'Académie Goncourt



## Palmarès des universités

Les étudiants jugent leurs établissements dans un sondage du « Monde de l'éducation »

L'Université est un service public, qui s'adresse à des « clients ». Cette approche qui sonne mal à certaines oreilles, correspond pourtant à la réalité et au désir des citoyens. Comment mesurer la satisfaction des « usagers »? En les interrogeant. C'est ce qu'a fait le Monde de l'éducation dans son numéro de juillet-août, grâce à un sondage d'une ampleur exceptionnelle, puisque 14 437 personnes ont été interrogées, de façon qu'un échantillon représentatif puisse être constitué dans chacune des soixante et onze universités françaises (1).

Le premier constat qui en ressort peut surprendre. Comparées à celles d'une enquête analogue effectuée en 1989, les réponses font apparaître une sensible amélioration de la satisfaction des

étudiants en ce qui concerne les aspects matériels : + 10 % de satisfactions pour l'état des universités en général, des amphithéâtres et des salles de travaux dirigés, + 5 % pour l'état des campus et de l'équipement technique, + 4 % pour les restaurants universitaires. Invités à noter leur propre université, les étudiants manifestent une tendance générale à la hausse : 50 universités voient leur moyenne augmenter, 17 seulement sont en baisse.

FRÉDÉRIC GAUSSEN  
Lire la suite page 13

(1) Sondage réalisé du 23 mars au 18 avril 1992 par SCP Communication pour le Monde de l'éducation, le ministère de l'Éducation nationale et la Mutuelle nationale des étudiants de France.

Lire aussi

■ L'éternel retour des premiers cycles  
■ Le patchwork de l'Europe scolaire

pages 13 et 14

## Situation précaire à Sarajevo

La « forcing » français a déclenché l'aide internationale.

page 5

## Le sida en Afrique

Les chefs d'Etat africains vont s'engager dans la lutte contre la pandémie.

page 26

## L'organisation de l'islam en France

Un entretien avec le recteur de la Mosquée de Paris.

page 11

## L'ÉTÉ FESTIVAL

A Metz, l'avant-garde de l'armée - de terre celtique - du premier empereur de chinois a pris ses quartiers d'été. A Montpellier, Brigitte Farges et la Batshava company évoquent Israël. A Amsterdam on donne Mardi, un épisode de l'opéra en sept journées de Stockhausen et à Perpignan on a pu voir Medtterraïa montée par la troupe catalane, Els Comediants.

page 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 M; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 130 PTA; G.-B., 85 p; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.







سكنا مع الالعين

# ÉTRANGER

## ALGÉRIE : après l'assassinat du président Mohamed Boudiaf

La dépouille mortelle de Mohamed Boudiaf devait être exposée, dans la matinée du mercredi 1<sup>er</sup> juillet, à la présidence de la République à Alger. Seuls ont été autorisés à rendre un dernier hommage au président assassiné les membres des corps constitués, du corps diplomatique, des organisations politiques, des associations ainsi que des unions professionnelles. Sur consigne du ministère du travail, la population était autorisée à s'absenter des lieux de travail entre 12 heures et 15 heures afin de pouvoir suivre le cortège funéraire, qui devait traverser les principales artères de la capitale avant de rejoindre la Grande Mosquée, place des Martyrs, pour une prière des morts suivie d'une inhumation au cimetière d'Al-Alia. Dans l'ensemble du pays, les Algériens devaient observer une minute de silence à 14 h 30.

Malgré des tirs d'armes automatiques observés dans la soirée du mardi 30 juin contre un commissariat du centre d'Alger ainsi qu'au quartier des Annassers, le calme s'est maintenu partout en Algérie au lendemain de l'assassinat du président. A Annaba, la ville où a été commis l'attentat, aucun dispositif policier n'était visible, mardi, dans les rues, où la vie a repris un cours normal.

A Alger, aucune agitation particulière n'a été relevée. Seules quelques inscriptions fraîchement peintes sur les murs de quartiers islamistes se réjouissaient de la mort du président du Haut Comité d'Etat en ces termes : « La justice divine s'est exercée », « Dieu est le plus grand, la victoire est proche ».

Aucune information nouvelle n'a filtré des premiers éléments de l'enquête. Mardi, sur les ondes

de Radio-Alger, M. Nasser Boudiaf, fils du président assassiné, a exhorté les autorités à faire toute la lumière sur la mort de son père : « Qu'on dise aux gens qui a tué le président, qui sont les commanditaires [...] ». Que tout le monde sache qui l'a tué et pourquoi on l'a tué. Il a souhaité que la mort de Mohamed Boudiaf provoque « un déclic chez les Algériens » pour qu'ils renoncent à leurs divisions.

Le ministre de la culture et de la communication, M. Aboubakar Belkaid, qui a également été ministre de l'intérieur dans le passé, a pour sa part estimé, dans les colonnes du quotidien *El Watan*, que « seule une personne fanatisée [pouvait] commettre un attentat suicidaire », déduisant que, « pour perpétrer un acte d'une telle nature, il faut avoir des mobiles immatériels ».

Alors que, dans son communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi, le Haut Comité d'Etat évoquait l'existence d'un seul meurtrier, arrêté après la fusillade qui suivit l'attentat à la maison de la culture d'Annaba, plusieurs journalistes présents dans la salle affirmèrent mardi qu'un second tueur aurait participé à la fusillade et qu'il aurait été abattu par les gardes du corps du président.

Selon cette version, confirmée par d'autres témoins, l'attentat semblait bien organisé et ne pouvait être l'œuvre d'un fanatique agissant seul, le second homme ayant tiré en direction du public afin de faire diversion et de permettre au meurtrier du président Boudiaf de prendre la fuite. Ces témoignages n'ont pas été confirmés par les autorités chargées de l'enquête. - (AFP, Reuters, AP.)

## Les faux-semblants de l'armée algérienne

Suite de la première page

Jusqu'à maintenant, l'armée a toujours eu pour politique de commander sans gouverner. Elle a veillé à sauver les apparences d'une certaine neutralité et d'une certaine distance vis-à-vis du pouvoir en tant que tel, laissant accroire qu'elle ne sort de sa réserve qu'à l'occasion de situations exceptionnelles ou de dépassements. Au point où se trouve le pays, d'aucuns se demandent s'il ne serait pas grand temps pour la gent militaire de lever ces ambiguïtés, de dissiper ces faux-semblants, en clair de cesser de blâmer, et d'afficher la couleur. « Il faut que l'armée cesse de se choisir des marionnettes », juge M. Nourredine Boukrouh, président du Parti du nouveau algérien (PRA).

**Trop de privilèges à défendre**

« Faire basculer l'armée dans la prise directe du pouvoir » trahit-il, comme l'écrivait mardi, l'éditeur du quotidien *El Watan*, les « visées colonialistes » de certains pays, « la France en tête », qui cherchent à « établir et à discréditer cette armée à seule fin d'en arriver, à occulter toute l'histoire coloniale ? C'est peut-être aller un peu vite en besogne que d'accuser l'ancienne métropole d'aussi noirs desseins. Vieilles accusations, vieille mentalité... »

Rien ne dit, en tout cas, que les chefs militaires qui paraissent faire un peu la pluie et le beau temps autour des ministères de la défense et de l'intérieur, - les généraux Abdelmalek Guizane, chef d'état-major des armées, Abbas Ghezafel, commandant de la gendarmerie, et Mohamed Mediene, chef de la sécurité militaire - soient disposés à mettre cartes sur table. Peut-être estiment-ils que leur liberté de manoeuvre est plus large en agissant ainsi dans l'ombre plutôt qu'en pleine lumière.

Cette armée, qui demeure la source du pouvoir, malgré les vicissitudes que traverse le pays, voudrait-elle, de quelque manière qu'elle organise la succession de Mohamed Boudiaf, engager le changement et le garantir ? « Les hommes qui sont aux affaires ont une mentalité d'assise », constate

un observateur local. Ils s'attachent sur leurs intérêts et leur propre conception des choses. »

Or la conception des choses que partagent beaucoup de chefs militaires s'est longtemps confondue avec celle du FLN - simple habillage légal - dont certains furent membres du comité central, jusqu'au mois de mars 1989, avant de s'en retirer définitivement. Etat, parti, armée, formaient alors un tout indissociable. C'est dire que les critiques en règle adressées à l'ancien parti unique, accusé d'avoir conduit l'Algérie au chaos, devraient l'être également, en toute bonne logique, à la nomenklatura militaire.

Il est donc clair qu'une bonne partie de l'établissement militaire a trop de privilèges à défendre pour être tentée par la remise en cause du statu quo, et le nettoyage des écuries d'Augias. Pour l'heure, l'armée mobilise son énergie à mener, comme vient de le confirmer le général Nezzar, « une guerre implacable » contre les islamistes « jusqu'à leur éradication totale ».

**« Une politique d'enfermement »**

D'aucuns voudraient qu'à la faveur du drame d'aujourd'hui l'armée renonce à cette « politique d'enfermement », et favorise l'émergence d'un large dialogue entre le pouvoir et toutes les forces qui se placent, peu ou prou, par conviction ou par calcul, dans la mouvance démocratique. « Il faut que la HCE revise sa stratégie, insiste M. Boukrouh. Il ne doit plus tenter de mobiliser la population, comme s'y était employé M. Boudiaf, autour de thèmes éculés comme le patriotisme, alors que c'est de mauvaise gestion dont souffre cruellement le pays. »

Cet appel sera-t-il entendu ? La lutte sans merci que les forces de l'ordre ont engagée, depuis plusieurs mois, contre les islamistes, n'est pas sans conséquence sur le moral des troupes, dont les nerfs sont mis à rude épreuve. « Si cette grande trame qui colle cher en vie humaine s'effrite, il y a, à terme, un risque d'écroulement de l'armée, comme on a pu le voir, en pareilles circonstances de forte instabilité politique, aussi bien aux Philippines qu'au Portugal et en Iran », confie un spécialiste.

Les chefs militaires ne peuvent plus ignorer ces risques de censure au sein d'une institution dont les appels forment le gros des effectifs. Cette armée « populaire », au sens sociologique du terme, est, aujourd'hui, traversée par toutes sortes de courants contestataires, islamiques entre autres. Cette nouvelle donne et l'arrivée aux postes de responsabilité d'une génération d'officiers et de sous-officiers qui ne partagent pas tous les idées arrêtées de leurs aînés pourrait donner à réfléchir à la nomenklatura gauchiste.

Habiles manœuvriers, les islamistes se gardent bien de confondre dans une même opprobre tous les porteurs d'uniforme. Lors de l'ouverture du procès de sept dirigeants intégristes devant le tribunal militaire de Blida, samedi dernier, M. Ali Benhadj, le vice-président de l'ex-FIS, a évoqué la nécessité de « purifier l'armée ». Les « fils de Dieu » n'ignorent pas, en effet, que l'armée est leur seul véritable ennemi et que le jour où ils réussissent à semer le doute et la zizanie dans ses rangs ils auront sérieusement fait avancer leur cause.

Force est de constater que, dans un pays complètement déstructuré comme l'est, aujourd'hui, l'Algérie, l'armée, reste, quel que soit le conservatisme de certains de ses chefs, le dernier garde-fou face à toutes les aventures. « Le pays ne tient plus que sur une seule ligne de défense : son armée, avoue un démocrate. Si elle cède, ce sera alors la porte ouverte à la guerre civile. »

JACQUES DE BARRIN

## Au Maroc Consternation devant la disparition de l'« enfant du pays »

RABAT  
Correspondance

Pour beaucoup de Marocains, Mohamed Boudiaf était un peu l'« enfant du pays ». Avant d'être promu à la tête du Haut Comité d'Etat (HCE), le 16 janvier dernier, il avait vécu, de juin 1965 à janvier 1992, dans un exil paisible à Kenitra, à une quarantaine de kilomètres au nord de Rabat, où il dirigeait une modeste briqueterie. Sa famille n'a d'ailleurs jamais quitté la petite ville.

Récoment, Mohamed Boudiaf était venu passer une semaine au Maroc pour les fiançailles de l'un de ses fils. Une visite privée, au cours de laquelle il avait rencontré le roi Hassan II. Dans un message de condoléances adressé au HCE, le

souverain a fait part d'« une grande émotion, une très profonde douleur » à l'annonce de la mort d'un « cher ami, de ce martyr et combattant dévoué qui (...) a rendu la main de l'amitié et de la coopération à ses voisins ».

Pour les Marocains, Mohamed Boudiaf représentait avant tout l'espoir d'un règlement à l'amiable du conflit saharien. « On ne peut pas oublier sa position sur le Sahara occidental », écrit mardi l'éditorialiste du quotidien *Al Oudj* (extrême gauche), soulignant ainsi que, sur cette question épineuse, le président assassiné avait considérablement rapproché les points de vue algérien et marocain, autrefois fort opposés. Pour cet éditorialiste « Boudiaf et le peuple algérien sont les victimes de l'absence de démocratie pendant plus de trente ans ; c'est une leçon que nous avons tous besoin de méditer. »

Si la presse officielle se contente de relever les circonstances de l'attentat, *Al Ithidat Al Ichilraqi*, organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), exprime des craintes pour l'avenir et le devenir de l'Union du Maghreb arabe. « La mort de M. Boudiaf n'est pas seulement une perte pour l'Algérie, estime-t-il, mais également pour le peuple marocain. »

Dans l'attente des prochaines décisions du pouvoir algérien, les responsables marocains se refusent à commenter l'événement, même si certains considèrent, à titre officieux, que « cette nouvelle catastrophe » souligne, *a contrario*, la stabilité des institutions marocaines.

PATRICK ADA

## En Tunisie Une certaine appréhension

TUNIS  
de notre correspondant

Passées l'émotion et l'indignation, les Tunisiens s'interrogent avec appréhension sur les développements possibles de la situation en Algérie après la mort de Mohamed Boudiaf, et d'éventuelles répercussions chez eux.

Depuis la grande peur ressentie en Tunisie lors de la victoire du FIS au premier tour des élections législatives de décembre dernier et le soulèvement consécutif à l'annulation de la consultation deux semaines plus tard, les milieux politiques observent avec beaucoup d'intérêt, voire de sympathie, la ligne que le nouveau pouvoir algérien s'est tracée. Elle rejoignait « enfin », selon eux, leur propre démarche, ferme et sans concession, à l'égard du problème islamiste.

Partant du principe que tout bouleversement dans le pays « frère » voisin - longtemps considéré comme « la base principale du mouvement islamiste » *Ennahdha* pour exécuter ses sombres desseins - les concerne au premier chef, les Tunisiens ne cachent pas leur préoccupation quant à l'avenir. Toutefois, selon des milieux informés, aucune mesure de sécurité particulière n'a été prise pour le moment.

Ces mêmes milieux démentent le rumeur, qui a circulé mardi 30 juin, selon laquelle la frontière avec l'Algérie - où la vigilance est de rigueur depuis plusieurs mois - aurait été fermée. Annaba, où a été assassiné Mohamed Boudiaf, est à moins de 200 kilomètres du poste frontalier tunisien le plus proche.

MICHEL DEURÉ

## YÉMEN : fuyant la guerre civile en Somalie Plusieurs milliers de « boat people » ont été recueillis à Aden

La Grande-Bretagne, la France et l'UNICEF ont fait savoir, lundi 29 juin, qu'ils allaient fournir une aide humanitaire d'urgence de plus de 150 000 dollars en faveur des quelque 4 000 « boat people » somaliens arrivés, ces dernières semaines, dans des conditions dramatiques, au Yémen.

ADEN  
correspondance

Ils sont environ six cents sur ce bout de débris de *Monseigneur* long d'à peine trente mètres. Six cents à vivre entassés les uns sur les autres, depuis onze jours. Ce vendredi 26 juin, femmes et enfants, très affaiblis, sont couchés sur le pont, en contrebas, à l'abri de tisons, tendus d'un bord à l'autre, pour les protéger du soleil qui mord cruellement leur peau, déjà meurtrie par la gale et autres blessures.

L'air hagard et résigné, ils n'ont même plus la force de se précipiter sur les boîtes de biscuits et les médicaments que leur apportent les membres de Médecins sans frontières (MSF), seule organisation aux réfugiés auprès des Nations unies (HCR), à s'occuper de ces « boat people » oubliés (1).

Il aura fallu plusieurs jours de galères, avant que le gouverneur d'Aden finisse par autoriser le débarquement des passagers. A l'annonce de cette nouvelle, une joie toute relative se lit sur le visage des rescapés. Le drame qu'ils viennent de vivre les a rendus méfiants. N'ont-ils pas attendu près d'une semaine, bloqués à bord, à 300 mètres du port yéménite ? Ils ne disposent de pas plus d'un mètre carré par personne, contraints d'enjambrer leurs compa-

gnons d'infortune pour le moindre déplacement. Malgré les efforts pour évacuer les déjections et préserver cette fragile embarcation des risques d'épidémie, l'odeur devient vite insupportable à mesure que l'on s'approche du bateau.

Ces réfugiés-là sont pourtant relativement chanceux : à l'issue d'un périple de trois jours en mer, on n'a dénombré « que » sept morts parmi eux - dont trois enfants. Les quelque 3 200 passagers du *Gobwein*, un cargo échoué près d'Aden, lundi 22 juin, ont traversé des épreuves plus terribles encore.

**Des corps jetés à la mer**

Sur le *Gobwein*, habituellement utilisé pour le transport des chameaux, s'étaient entassés quelque 3 200 civils somaliens, fuyant la guerre clanique qui ravage leur pays. Selon les survivants (aujourd'hui « installés » dans un camp de fortune, sur une plage), au moins 200 passagers seraient morts, au cours du voyage de vingt jours qui les a amenés tout d'abord à Aden, où on leur a refusé de débarquer, puis à Mukalla, à quelque 800 kilomètres à l'est du Yémen, où ils ont été également refoulés, avant de revenir à nouveau sur Aden. Désespérés, ils ont alors forcé le capitaine à échouer son navire sur la plage. En sautant à la mer pour atteindre la rive, plusieurs dizaines d'entre eux ont péri, blessés mortellement ou noyés.

Les médecins et les infirmières de MSF ont dénombré une cinquantaine de cadavres sur la plage - dont ceux de quarante et un enfants. Mais le bilan pourrait être plus lourd : soixante-dix corps auraient été enlevés du bateau par le Croissant-Rouge yéménite ; d'autres encore auraient été jetés à la mer durant le voyage, selon le capitaine philippin. Ce dernier, terré dans sa cabine, refuse de quitter le cargo, qui appartient à un riche commerçant yéménite. Les quelque 3 000 rescapés du *Gobwein* sont désormais placés sous surveillance militaire, dans un camp dressé sur la plage où le manque d'eau et de nourriture fait, chaque jour, de nouveaux morts.

Pendant un temps, il fut question de rejeter ces « boat people » à la mer. Le gouverneur d'Aden a déjà près de 50 000 réfugiés somaliens, la plupart d'entre eux ayant été repartis sur trois camps, les autres étant disséminés dans la ville, fortement touchée par le chômage. Les interventions du HCR, de MSF, des ambassades de France et des Etats-Unis, ainsi que des autorités de Sanaa (la capitale du Yémen réunifié) n'ont pas été de trop pour convaincre le gouverneur d'Aden d'accorder l'hospitalité à ces nouveaux arrivants.

Le Yémen est le seul pays de la péninsule Arabique à accepter les réfugiés éthiopiens et somaliens. L'année dernière, l'Arabie saoudite n'avait pas hésité à repousser au large un navire transportant des civils somaliens. Le bateau s'était alors rabattu sur le Yémen. Depuis janvier, des dizaines d'embarcations ont fait de même, leurs malheureux passagers venant, au fil des mois, grossir les camps d'Aden. Au rythme où vont les conflits qui déchirent la corne de l'Afrique, le flot des « boat people » risque bien de ne pas se tarir de sitôt. En fin de semaine dernière, le HCR a signalé qu'un nouveau navire venait de quitter la côte somalienne, en direction d'Aden...

(1) Le Croissant-Rouge yéménite participe également, mais avec des moyens très réduits.

Week-end

A

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent

Le jour des...  
mote fonctionnent



هكذا من الاصل



سلاسل الجبل

# EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

## Le « forcing » français a déclenché l'aide internationale pour Sarajevo

Après l'ouverture par la France d'une brèche dans le blocus, la communauté internationale commence à se mobiliser pour fournir une aide humanitaire à la population de Sarajevo.

Dans le sillage de la visite surprise de M. François Mitterrand à Sarajevo et sous l'impulsion des milieux «cosques bleus» de l'ONU chargés d'assurer la sécurité de l'aéroport, dont les premiers éléments canadiens devaient arriver mercredi 1<sup>er</sup> juillet, cinq appareils français chargés de vivres et de médicaments s'étaient posés mardi soir sur la piste, en dépit des mises en garde du chef de la FORPRONU, le général Lewis Mackenzie. La distribution de cette première livraison de 33 tonnes d'aide n'a toutefois pu commencer mardi. Le déchargement des appareils a dû en effet être interrompu dans l'après-midi, les bombardements ayant repris aux abords de l'aéroport. Une trentaine de tonnes d'aide de l'Action humanitaire française est également arrivée par

la route mardi après-midi, dans le sixième convoi de ce type.

La Communauté européenne a décidé mardi à Bruxelles d'ouvrir à partir de jeudi un pont aérien au moyen de six avions (cinq français et un britannique) pour acheminer vers Sarajevo l'aide de la CEE entreposée à Zagreb (1 650 tonnes de produits de première nécessité ont été entreposés par la CEE dans la capitale croate depuis le début du mois de mai). En outre, divers pays de la Communauté (Luxembourg, Danemark, Allemagne) ont annoncé qu'ils fourniraient des vivres et des médicaments. La Grande-Bretagne, la Belgique et l'Espagne enverront des avions de transport. M. James Baker a pour sa part fait savoir que les États-Unis attendraient le feu vert de l'ONU pour lancer leur propre pont aérien.

Si la situation se stabilise autour de l'aéroport, la FORPRONU prévoit de pouvoir faire face à huit vols quotidiens d'aide humanitaire d'une quarantaine de tonnes chacune, soit environ 300 tonnes par jour au total. Une fois déchargé, l'aide devra être acheminée par

camions jusqu'à Sarajevo à travers une zone de front actuellement très dangereuse aux abords de l'aéroport. Les véhicules blindés du bataillon canadien escorteront les camions à travers ce secteur, avant qu'ils ne soient pris en charge par la police bosniaque et remis aux divers organismes chargés de sa distribution à la population.

**Les « félicitations » de M. Bush**

M. Mitterrand a eu droit mardi aux « félicitations » téléphoniques du président Bush. Lors d'un entretien avec le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, le président américain a en outre déclaré, à propos du chef de l'Etat français : « Il a fait du bon travail. Les journaux arrivent à Sarajevo aujourd'hui et c'est très bien ».

D'autre part, le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a précisé mardi que les États-Unis, s'ils en recevaient la demande de l'ONU, seraient prêts à offrir un soutien aérien et naval aux opérations humanitaires sur

Sarajevo, mais qu'ils excluent l'envoi de troupes terrestres en Yougoslavie.

« S'il n'y a pas de cessez-le-feu (sur l'aéroport de Sarajevo), cela reviendra à fournir une assistance humanitaire dans un environnement où il pourrait y avoir une résistance militaire ou des combats en cours. Je pense que l'engagement américain serait alors limité à un soutien naval et aérien. Nous apporterions notre soutien aux autres forces qui seraient sur le terrain », a-t-il déclaré.

Six navires de la sixième flotte américaine, ordinairement stationnée en Méditerranée, ont été envoyés en Adriatique. A déclaré le porte-parole du Pentagone, Pete Williams, ces bateaux – quatre navires amphibies, un destroyer et un croiseur – constituent le Groupe d'intervention amphibie en Méditerranée (Mediterranean Amphibious Ready Group, MARG). Le porte-avions de cette flotte, le *Saratoga*, effectue actuellement une « visite de ports », et se trouve à Cannes, a ajouté M. Williams. (AFP, Reuters)

### Conséquence des sanctions de l'ONU

## Le gouvernement serbe a annoncé un nouveau plan d'austérité

Un mois après l'application des sanctions imposées par l'ONU à la Serbie et au Monténégro pour leur rôle dans la guerre en Bosnie-Herzégovine, le premier ministre serbe, M. Radomir Bozovic, a mis en œuvre, mardi 30 juin, un plan d'austérité destiné à pallier les effets déjà visibles de l'embargo commercial, pétrolier et aérien.

**BELGRADE**  
*de notre correspondant*

Elaboré sur la base d'une prévision de 40 % de baisse du produit national brut dans le trimestre à venir en raison des sanctions, le nouveau programme du gouvernement serbe prévoit une réduction des dépenses publiques et des salaires de 40 %. Le gouvernement s'engage par ailleurs à subventionner les entreprises menacées de faillite en raison de l'arrêt de la

production afin que les employés mis au chômage technique puissent être rémunérés. Enfin, les retraites les plus basses seront relevées et varieront en fonction de l'évolution des salaires et des prix.

Le plan d'austérité du gouvernement Bozovic prévoit également un blocage partiel des prix. Les prix des produits de première nécessité, comme le pain, le sucre, la farine, le lait et les médicaments, seront gelés. Le gel du prix de l'essence et de l'électricité sera précédé par une

augmentation respective de 116 % et de 76 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Le gouvernement se garde aussi le droit d'intervenir sur les prix libres afin d'éviter la spéculation et une nouvelle flambée d'inflation. L'un des principaux objectifs de ces mesures consistera, selon le premier ministre, à ramener à 30 % le taux d'inflation mensuel qui est actuellement de 120 %. En un an, l'indice des prix a augmenté de 3679 %.

### Un nouveau dinar

La politique monétaire, qui sera soumise à un contrôle rigoureux, prévoit notamment la restriction de l'émission primaire et la mise en circulation, mercredi 1<sup>er</sup> juillet, d'un nouveau dinar dont le cours sera lié au dollar américain et non pas au mark (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> juillet). Fortement dévalué, le nouveau dinar yougoslave, qui ne sera désormais utilisé qu'en Serbie et au Monténégro, adopte le cours pratiqué actuellement sur le marché noir.

Les mesures présentées par le chef du gouvernement de Serbie rappellent en certains points – notamment en matière de politique monétaire et anti-inflationniste – le programme appliqué pendant l'année 1990 par l'ancien premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, et qui avait été fortement critiqué à l'époque par les autorités serbes. D'autre part, la politique salariale, avec une tendance au nivellement de tous les revenus, vise à « répartir équitablement le poids des sanctions » sur l'ensemble de la société, mais surtout à contenir le mécontentement qui menace de se transformer en révolte sociale. Trente mille salariés ont déjà été mis au chômage technique depuis l'application de l'embargo. D'ici la fin de l'été, ce chiffre pourrait s'élever à près d'un million, soit le tiers de la population active. Le mouvement de protestation contre le régime de Slobodan Milosevic, aujourd'hui limité à quelques dizaines de milliers de personnes, risque par conséquent de s'intensifier avec la dégradation de la situation économique.

FLORENCE HARTMANN

**BELGRADE**  
*de notre correspondant*

Silencieux, le livre rouge d'étudiant à la main, ils avançaient deux par deux dans les rues de Belgrade. A l'instar des prisonniers, ils portaient sur leur poitrine un numéro matricule : « SP 92... » La manifestation étudiante formait, dans l'après-midi du mardi 30 juin, un long cortège accueilli par une Belgrade enthousiaste qui applaudissait ces milliers d'étudiants sortis des facultés de la capitale qu'ils occupent jour et nuit depuis le 13 juin. Seize jours de grève interrompt pour réclamer le départ de leur « gardien de prison », le chef d'un Etat isolé, mis au ban des nations, le président Slobodan Milosevic.

Accusés par les autorités de vouloir provoquer le désordre dans les rues de Belgrade, les étudiants avaient relevé le défi en manifestant pacifiquement dans leurs amphithéâtres. Mardi, ils sont sortis deux heures pour défiler dans le

calme et démontrer, une fois de plus, qu'ils ne sont pas des « hooligans ».

Devant le Parlement de Serbie, ils ont déposé une grande pancarte où étaient écrites leurs revendications. Le cortège a ensuite longé le bâtiment de la présidence de Serbie en direction de la télévision de Belgrade. Sous les applaudissements, ils se taisaient. Les tracts qu'ils avaient épinglés sur leurs vêtements résumaient leurs exigences : « Sloba, va-t'en ! », « Démission ! », « Un petit pas pour un homme, un grand pas pour un peuple... »

### Deux mondes

Près du Parlement fédéral, le silence était rompu par les aires patriotiques d'une autre manifestation de l'opposition qui réclame, elle aussi, le départ de M. Milosevic. Installés dans la rue depuis dimanche 28 juin, les sympathisants du Mouvement démocratique

**MACÉDOINE** : démission du ministre des affaires étrangères. – Le ministre macédonien des affaires étrangères, M. Denko Malecki, a démissionné pour protester contre le refus de la CEE de reconnaître immédiatement l'indépendance de cette ancienne République yougoslave, a annoncé, mardi 30 juin, un porte-parole du gouvernement de Skopje. Au sommet européen de Lisbonne, samedi dernier, les ministres des affaires étrangères des Douze sont convenus de reconnaître l'indépendance de la Macédoine, à condition, comme l'exige Athènes, qu'elle change de nom. La Grèce, qui estime que le nom de Macédoine cache une revendication sur le territoire de sa province homonyme, a jusqu'ici bloqué toute reconnaissance de Skopje par les Douze. (Reuters)

## Le Conseil de sécurité autorise le renforcement de la Force de l'ONU dans les régions de Croatie peuplées de Serbes

**NEW-YORK**  
*(Nations unies)*  
*de notre correspondant*

Après avoir autorisé, la veille, le déploiement d'un millier de « casques bleus » à Sarajevo, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mardi 30 juin, également à l'unanimité, une autre résolution concernant la situation en Croatie. Dans ce document (n° 762), les quinze pays membres exigent la cessation complète des hostilités et « exhortent » le gouvernement croate à replier son armée sur les positions occupées avant l'offensive du 21 juin dernier « et à cesser de mener des activités militaires à caractère offensif dans les zones protégées par les Nations unies et la proximité ». Dans le même temps, les unités restantes de l'armée you-

goslave et les forces de défense territoriales serbes en Croatie sont fermement invitées à respecter le plan de paix de l'ONU.

Parallèlement à cette mise en garde, qui vise essentiellement les forces croates, la résolution autorise le renforcement de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans les « zones roses » peuplées en majorité de Serbes. Cette décision mécontente le gouvernement croate, qui considère que le rétablissement de son autorité dans ces secteurs est de son propre ressort et que la Croatie n'a pas à négocier avec d'autres parties sur ce thème. Dans un premier temps, soixante observateurs civils et cent vingt policiers civils vont être dépêchés sur place pour inspecter le retrait de l'armée croate de ces zones et vérifier la

sécurité des minorités qui s'y trouvent. Cette surveillance sera assurée par une commission mixte créée sous la présidence de la FORPRONU et qui comprendra des représentants du gouvernement croate et des autorités locales.

Le Conseil de sécurité a également approuvé le rapport du secrétaire général du 26 juin dernier, dans lequel M. Boutros Boutros-Ghali définissait les modalités de prise en charge de ces « zones roses » par l'ONU, faisant sienne les remarques du secrétaire général selon lesquelles « une action unilatérale des autorités croates dans ces zones » aurait « un effet gravement déstabilisateur sur les zones protégées par l'ONU et mettrait en péril la viabilité de la FORPRONU ».

SERGE MARTI

ROUMANIE : la préparation des élections du 27 septembre

## L'opposition a désigné un candidat « surprise » pour affronter le président Iliescu

La Convention démocratique (coalition de l'opposition) a désigné, samedi 27 juin, un quasi-inconnu, M. Emil Constantinescu, recteur de l'université de Bucarest, pour affronter le président sortant, M. Ion Iliescu, à la présidentielle. Mais la plupart des partis se présenteront divisés et affaiblis aux élections législatives du 27 septembre, reportées à de nombreuses reprises.

BUCAREST

*de notre correspondant*

Après la Bulgarie – et « même l'Albanie », s'exclame-t-on ici – en fin des élections libres en Roumanie ! En retardant de plusieurs mois ces élections générales, finalement fixées au 27 septembre (Sénat et Chambre des députés et premier tour de la présidentielle), beaucoup de partis politiques ont encore montré que leurs intérêts dépassaient ceux de ceux d'un pays internationalement isolé, financièrement épuisé, économiquement à genoux, socialement agité et politiquement démolé. Et ce, malgré les arguments tranchants de M. Theodor Stolojan, le premier ministre « neutre » du gouvernement de « transition » prolongé, qui semble le seul à même de battre M. Iliescu, mais qui refuse toujours de se présenter.

L'austère premier ministre, devenu populaire grâce à son « parler vrai », avait insisté début juin : un nouveau report des élections prévues d'abord pour mars, puis mai, puis juillet, va retarder l'admission de la Roumanie dans les instances européennes, freiner les investissements étrangers, bloquer l'octroi de crédits vitaux pour passer l'hiver et finir de transformer « en arène » la Chambre des députés et le Sénat.

Le Parlement est entré en ébullition après le choc des élections locales de février et l'éclatement, en avril, du Front de salut national en deux factions rivales : d'un côté, le Front démocratique de salut national (FDSN), les « conservateurs » qui ont désigné, samedi, comme candidat à sa propre succession (« à l'unanimité » comme il se doit) le président Ion Iliescu, qui, « honneur », a accepté « avec plaisir ». De l'autre, le Front de salut national (FSN), les « réformistes », soutenus de M. Petre Roman, « non-candidat » à la présidence mais en lice pour regagner son poste de premier ministre, perdu en septembre 1991, (selon lui, par la faute de M. Iliescu), lors d'une « intervention » des mineurs de charbon de la vallée du Jiu à Bucarest.

### Une « bête politique » et un inconnu

Pour la course à la présidence, qui se compose d'un paysage politique atomisé, rôdent aujourd'hui autour de la piste, un animal politique (M. Iliescu), un quasi-inconnu (M. Constantinescu) et l'ombre de M. Stolojan qui pourrait, s'il change d'avis, bouleverser le jeu. Le président Iliescu a été élu en mai 1990 avec pas moins de 85,07 % des voix, bien qu'il ait été secrétaire à l'Idologie du PC roumain et ex-dauphin, tombé en disgrâce, de Nicolae Ceausescu.

Stable et rassurant, expérimenté et souriant, M. Iliescu est crédité dans les sondages d'environ 30 % des voix dès le premier tour. Il garde, même si son parti est faible et ses « gaffes » post-révolutionnaires nombreuses, de bonnes chances de l'emporter. D'autant plus que l'opposition unie dans la Convention démocratique (CD) a finalement décidé, samedi, de présenter contre lui un candidat « surprise » : M. Emil Constantinescu, recteur de l'université de Bucarest.

M. Constantinescu, à un autre atout : il est né, en 1939, à Bender (Moldavie ex-soviétique), ville symbole des actuels affrontements entre les « frères moldaves » et les russophones de Moldavie, soutenus par Moscou.

Il reste cependant un point d'interrogation : l'attitude du FSN de M. Roman. Va-t-il soutenir un outsider ? ou bien réussir à convaincre M. Stolojan de se présenter ? La donne politique, particulièrement mouvante, pourrait une fois de plus changer à Bucarest. Une chose semble cependant acquise : lors du probable second tour de la présidentielle, le « FSN-Roman » soutiendra, même en sous-main, le candidat de la Convention s'il arrive en tête.

Et inversement pour la Convention, tant la haine de M. Iliescu est grande dans ces deux formations. Ce qui pourrait mener à un rapprochement entre le « FSN-Roman » (crédité de 16 % des voix) et la Coalition démocratique (près de 30 %) pour former une coalition gouvernementale et déboucher sur une première « cohabitation » conflictuelle à la roumaine, si M. Iliescu est élu à la présidence...

Cependant, dans une vie politique passée d'un quasi-monopole (66 % pour le FSN « uni » en mai 90) à une situation à l'italienne, on ne peut exclure que, jouant demain sur la division comme hier sur l'unanimité, l'ultime vainqueur des prochaines élections soit, une fois de plus, l'établissement invisible, selon l'expression de M. Dijmarescu, ex-ministre de l'économie. C'est-à-dire la nomenclature et l'« ancienne » police politique qui, grâce à leurs actuels privilèges, ruinent allègrement le pays, bloquent les réformes mais remplissent leurs comptes à l'étranger (au plus un tiers de devises gagnées par les exportations, plus ou moins légales, gagnent le pays).

A moins qu'avant ou après les secondes élections libres ces anciens apparatchiks, se sentant menacés, organisent un de ces « événements » qui bouleversent la politique roumaine et garantissent les cimetières : une nouvelle « descente spontanée » dans la capitale des mineurs de la vallée du Jiu, comme après les élections de mai 1990 ? Ou, comme avant ce même scrutin, quelques « incidents inter-ethniques » entre la minorité hongroise et les Roumains de Transylvanie ? A Bucarest, le pire n'est pas certain, mais reste encore à craindre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Trois candidats pour le FSN. – Trois candidats, MM. Victor Babeu, Eugen Dijmarescu et Caius Dragomir, brigueront l'investiture du Front de salut national (FSN), en vue de l'élection présidentielle, lors d'une convention nationale extraordinaire qui se tiendra le 23 juillet à Brasov, a annoncé, mardi 30 juin, le bureau exécutif du FSN. M. Victor Babeu est l'actuel ministre de l'Intérieur, M. Eugen Dijmarescu est l'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement de M. Roman alors que M. Caius Dragomir est le chef du département de l'information du gouvernement actuel. (AFP)

**4000 adresses**  
accueillantes et  
pas chères

**LE GUIDE DU ROUTARD**  
HOTELS, RESTOS  
de FRANCE

89F

Les étapes buissonnières

## Un marché de plus d'un million d'exemplaires

Un marché de plus d'un million d'exemplaires... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

## Un marché de plus d'un million d'exemplaires

Un marché de plus d'un million d'exemplaires... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

## Un rude... pour Daimler-Benz

Un rude... pour Daimler-Benz... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

**Le Monde de l'éducation**

**EXAMENS**  
**MOBILISATION GÉNÉRALE**



## EUROPE

## Estonie : une indépendance fragile

Pionnière de l'émancipation politique et financière  
la République balte n'a pas pas résolu tous les problèmes avec les Russes

TALLIN

de notre envoyé spécial

Une nouvelle Constitution, une vraie monnaie, des passeports (flamboyants, presque une compagnie aérienne, des banques comme s'il en pleuvait et les félicitations des experts occidentaux : moins d'un an après leur déclaration d'indépendance, les Estoniens peuvent mesurer l'ampleur du chemin parcouru. Aimant souligner, sans forfanterie, l'empêche n'est pas le propre de ce petit peuple du Nord - mais non sans fierté, que c'est chez eux, avec la « révolution des chaises », et la lutte pour l'environnement, que « l'étoupe » a commencé dans l'ex-URSS, les Estoniens sont aussi satisfaits d'être les premiers à avoir créé, le 21 juin, leur propre monnaie (la couronne) et à sortir de la zone rouble.

La capitale, Tallin, semble n'avoir jamais perdu son charme de ville hansatique, ouverte à tous les vents et, en même temps, protégée par des remparts construits en 1260. Les Estoniens ont fermé la parenthèse tragique de l'occupation soviétique et renoué avec leur histoire. Comment, alors, expliquer l'inquiétude, qui perce chez les responsables, passés les premiers instants de légitime satisfaction ? C'est qu'ici, comme à Riga ou à Vilnius, on sait bien que tous les problèmes avec Moscou sont loin d'avoir été réglés et qu'on mesure en conséquence la fragilité de cette indépendance toute neuve.

## La présence de l'ex-armée rouge

Fragilité d'abord d'une administration qui est encore souvent contrôlée par des Russes. « C'est, nos ministres sont estoniens, mais dans bien des cas, à un échelon inférieur, au niveau où se prennent souvent les décisions, nous n'avons plus le contrôle des choses », avoue un responsable estonien.

Autre source d'inquiétude : la présence de quelque 25 000 militaires de l'ex-armée rouge. Les négociations entre Moscou et les trois capitales baltes en vue de leur retrait sont dans l'impasse. Si les Estoniens l'estiment possible, sous bénéfice d'inventaire, dès 1993, les Russes ne veulent pas l'imaginer avant 1997. « Que veut dire être indépendant si nous n'avons

pas la maîtrise militaire de notre territoire », demande le vice-ministre des affaires étrangères Enn Lillemets.

Compte tenu des conditions privilégiées dont ils bénéficient ici, les militaires ne sont pas pressés de rentrer « au pays », tout en s'insurgeant de la manière dont ils se disent traités par les Estoniens : n'ont-ils pas décidé de ne plus fournir certaines bases en produits alimentaires ? « Nous sommes victimes de ségrégation, c'est une question de droits de l'homme », disent des officiers russes. « Est-ce que les Français auraient accepté de garantir leurs privilèges aux troupes allemandes après la seconde guerre mondiale ? », rétorquent les Estoniens. Bref, le fossé paraît infranchissable entre ceux qui disent que « l'Estonie a été occupée par la Russie au même titre que le Koweït par l'Irak » et ceux qui répliquent que cette occupation est assimilable à celle, du New-Jersey par les Etats-Unis !

## « Cela fait partie de notre histoire »

Mais la crainte majeure des responsables estoniens est de voir un jour ces troupes russes soutenir, comme en Moldavie, les russophones du pays, plus d'un tiers de la population, qui risquent d'être les principales victimes des changements intervenus depuis la déclaration d'indépendance.

Il faut aller à Narva, troisième ville du pays, pour comprendre l'étendue du problème : cette cité, où s'affrontaient les chevaliers teutoniques et les hommes d'armes du Tsar, est aujourd'hui peuplée à 98 % de russophones. Beaucoup y sont nés, tous disent qu'ils se sentent avant tout Russes. Evidente, pour ce décalage qui, lors d'un match de football, Russie-Estonie, soutiendra l'équipe russe. Evidente, pour cette ouvrière, que la statue de Lénine sur la place centrale n'est « pas choquante, cela fait partie de notre histoire ». Evidente, pour ce cadre, que le rouble sera toujours une « grande monnaie » et la couronne estonienne une « ripaille ». Evidente, pour presque tous, que l'indépendance, même s'ils ne s'y sont pas véritablement opposés, a compromis leur vie. Leur motif : « Nous étions si heureux avant, Russes comme Estoniens ». Heureux, comme un Russe en Esto-

nie, serait-on tenté de préciser. Travaillant pour des entreprises, souvent militaires, dépendant de Moscou, les Russes jouissent ici de conditions des plus favorables et très peu veulent « émigrer » dans une Russie bien lointaine.

La loi sur la nationalité, en février, avait suscité des crispations. Bien que d'essence très libérale (la nationalité estonienne peut s'acquérir en un an), elle a choqué car elle prévoit un examen de langue estonienne, des plus difficiles du monde. « Discrimination au détriment d'un groupe ethnique », disent les Russes les plus virulents qui veulent qu'on appelle aux organisations internationales.



un examen de langue estonienne, des plus difficiles du monde. « Discrimination au détriment d'un groupe ethnique », disent les Russes les plus virulents qui veulent qu'on appelle aux organisations internationales.

## La reconversion des usines d'armement

« La notion de nationalité n'est pas forcément liée à la connaissance d'une langue », disent les plus modérés, qui se sont parfois battus avec les Estoniens pour l'indépendance et qui envisagent de demander la nationalité estonienne sans mettre en cause leur appartenance à la culture russe. Selon le dernier recensement, 13,6 % des russophones parlent aussi l'estonien, 25 % « se débrouillent »

dans cette langue, mais seuls les jeunes envisagent de l'apprendre.

Les résultats du référendum de dimanche (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) devraient encore renforcer leur sentiment de frustration : ils prennent comme une agression le refus des Estoniens d'accorder le droit de vote, pour les prochaines élections, aux 5 700 russophones qui avaient déjà demandé la nationalité estonienne, mais dont le dossier n'avait pas encore été traité.

Ces frustrations ne peuvent que s'amplifier dans les années, ou même les mois, à venir : les russophones vont subir de plein fouet les effets de la libéralisation des économies estonienne et russe. Notamment lorsqu'il s'agira de fermer, ou de convertir, les immenses entreprises du complexe militaire-industriel installées ici. Formés exclusivement pour ces entreprises, ne parlant que le russe, ils seront difficilement reclassables ailleurs. Certains russophones, parmi les plus excités, n'évoquent-ils pas la possibilité de création d'un Etat autonome dans les régions où ils sont majoritaires ?

« Bien sûr qu'il y a un problème, admettent la plupart des Estoniens, mais ce n'est pas nous qui l'avons créé ». Et tous de s'insurger contre une analogie avec les travailleurs immigrés vivant en Europe de l'Ouest : « Ces travailleurs immigrés, ce sont vos gouvernements et vos entreprises qui les ont fait venir pour développer votre économie. Alors que les russophones ont été envoyés par Moscou pour servir d'abord l'économie soviétique ». « En 1940, explique M<sup>me</sup> Karna Hallik, ministre chargée des minorités dans le nouveau gouvernement, les Estoniens représentaient 85 % de la population du pays, aujourd'hui nous en sommes à 60 %. Durant la guerre et la répression communiste, nous avons perdu un cinquième de notre peuple. Aujourd'hui, pour nous, c'est une question de vie ou de mort ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

## ARMÉNIE

## Crise ouverte entre M. Ter Petrossian et le Dachnak

La crise latente depuis plus de trois ans entre le Mouvement national arménien (MNA), qui a conduit le pays à l'indépendance, et le Dachnaktsoutoun (Parti dachnak), un parti de l'émigration qui a acquis des positions dominantes dans le Haut-Karabakh, a atteint un seuil critique : le président du bureau mondial du Dachnak, M. Hrair Maroukian, qui réside à Athènes, a été expulsé mercredi 1<sup>er</sup> juillet d'Erevan où il était venu pour un congrès de son parti.

Annonçant lundi cette décision, le président Levon Ter Petrossian avait lancé trois accusations contre M. Maroukian : de collaborer depuis 1988 avec le KGB, de « détenir son propre parti, qui appartient au patrimoine arménien » (le Dachnak avait dirigé la République arménienne entre 1918 et 1920) et d'inciter à la guerre dans le conflit avec l'Azerbaïdjan.

Le Parlement du Haut-Karabakh, dominé par le Dachnak, qui s'était

démarré du MNA par des positions plus nationalistes et anti-turques, refuse en effet d'envoyer des observateurs aux pourparlers préliminaires à la conférence de Minsk prévue par la CSCE. L'opposition conduite par le Dachnak au Parlement d'Erevan réclame que l'Arménie reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh, ce que M. Ter Petrossian refuse en arguant du respect des principes d'Helsinki.

Selon le Dachnak, 80 000 personnes ont manifesté mardi à Erevan contre la décision d'expulsion de leur chef, qui a accusé M. Ter Petrossian de « dérive dictatoriale » l'amenant à user de « méthodes staliniennes, risquant de mener le pays à la guerre civile ». De passage il y a dix jours à Paris, le président arménien avait reconnu qu'en Arménie, comme ce fut le cas en Azerbaïdjan, l'opposition utilise les défaits sur le front pour tenter de prendre le pouvoir.

S. Sh.

## ASIE

## CAMBODGE

## Désarmement du tiers de l'armée sihanoukiste

Plus de 2 000 soldats de l'armée nationale du Kampuchéa indépendant (ANKI), répondant à l'appel de M. Norodom Radarith, fils du prince Sihanouk, ont déposé les armes, mardi 30 juin, dans un cantonnement situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de la ville de Siem-Reap. Ce désarmement touche le tiers environ des effectifs des sihanoukistes - une des quatre parties combattantes au Cambodge. Aux termes des accords de Paris, 70 % des militaires de Phnom-Penh, d'une part, et des hommes des factions en lutte, d'autre part (contre l'ANKI, les « libéraux démocrates bouddhistes » de Son Sann et les Khmers rouges), devront être désarmés sous contrôle de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC). On estime à 200 000 le nombre des combattants.

Les Khmers rouges, quant à eux, devaient faire connaître le 2 juillet, à l'occasion d'une réunion du

Conseil national suprême, s'ils reviennent sur leur refus de laisser les « casques bleus » pénétrer dans leurs zones en prévision d'un désarmement. Un peu plus de 10 000 hommes des trois autres factions ont déjà été cantonnés. - (AFP, Reuters).

○ **INDONÉSIE** : condamnation de deux indépendantistes musulmans. - Un policier et un civil ont été condamnés lundi 29 juin par un tribunal indonésien à onze et douze ans de prison pour leurs activités au sein du mouvement d'inspiration musulmane Aceh Merdeka, né en 1989 pour établir un Etat séparé dans la province d'Aceh, dans le nord de Sumatra. La répression de ce mouvement par l'armée a coûté la vie à des centaines de personnes. Une quarantaine de militants présumés ont été condamnés, souvent à de lourdes peines de prison. - (UPI)

## IRLANDE DU NORD : pour la première fois depuis 1922

## Des représentants des partis politiques de l'Ulster et du gouvernement de Dublin se sont rencontrés à Londres

Les représentants des principaux partis politiques d'Irlande du Nord et ceux du gouvernement de Dublin se sont rencontrés, mardi 30 juin, à Londres. Cette rencontre est « historique », même si, sur le fond, peu de progrès ont été accomplis. Elle marque l'ouverture de la deuxième phase des discussions sur l'avenir de la province qui avaient repris en mai.

LONDRES

de notre correspondant

Aucun résultat concret n'a certes été obtenu, mais la réunion de Londres était hautement symbolique : pour la première fois depuis la partition de l'Irlande, en 1922, les représentants des partis « unionistes » d'Irlande du Nord, favorables au maintien de l'union, de la province avec le Royaume-Uni, ont accepté de rencontrer ceux de la République d'Irlande pour discuter de l'avenir de l'Ulster. Sir Patrick Mayhew, le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, ainsi que M. David Andrews, le ministre irlandais des affaires étrangères, ont tous deux qualifié d'« historiques » les entretiens qui se sont déroulés mardi.

Les représentants des quatre principaux partis politiques de la province étaient présents : les deux formations unionistes (protestantes), le DUP et le UUP, respectivement dirigés par MM. Ian Paisley et James Molyneux, le SDLP (catholique) de M. John Hume, enfin le Parti de l'Alliance, formation inter-confessionnelle dont le chef est M. John Alderdice. Le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), est toujours exclu des discussions, bien que des contacts informels de plus en plus nombreux aient lieu entre ses chefs et les représentants de la hiérarchie religieuse, catholique et protestante, d'Irlande du Nord.

## Un calendrier en trois phases

Interrompues par les élections parlementaires britanniques du 9 avril, les « discussions » (le terme de « négociations » est pour l'instant banni) avaient repris début mai, selon un calendrier négocié : dans un premier temps, les quatre partis devaient tenter d'élaborer entre eux les contours d'une nouvelle organisation administrative et politique de la province, par le biais d'une décentralisation des pouvoirs actuellement

exercés par Londres. Dans une deuxième phase, ces partis doivent s'entretenir avec les représentants de Dublin.

Enfin, au cours de la troisième phase, les gouvernements britannique et irlandais engageront des négociations directes, qui pourraient conduire à une renégociation de l'accord anglo-irlandais de 1985, qui donne à la République d'Irlande un droit de regard sur les affaires d'Irlande du Nord.

Ce qui est nouveau, c'est le fait que les « unionistes » acceptent d'engager des discussions avec le gouvernement d'Irlande du Sud, en dépit du fait que la Constitution irlandaise continue d'appeler à la réunification avec les six comtés du Nord. L'autre innovation, c'est l'ouverture de la « phase deux », alors que la « phase un » n'a abouti à aucun progrès substantiel.

## Du « home rule » au « direct rule »

Les « unionistes » sont également en désaccord entre eux : M. Molyneux prône une plus grande intégration au sein du Royaume-Uni, alors que le pasteur Paisley demande une décentralisation maximum, tous deux refusant un partage du pouvoir avec les catholiques. Enfin, en filigrane, se dessine, du côté britannique, une nouvelle approche de l'avenir de la province, c'est-à-dire la substitution progressive du « home rule » (une large autonomie locale) au « direct rule » (l'administration directe de la province par le gouvernement de Westminster), qui prévaut actuellement. Officiellement bien sûr, on se garde d'être aussi précis : ainsi, M. Michael Mates, le secrétaire d'Etat chargé des problèmes de sécurité de la province, n'hésite pas à affirmer que le « home rule » n'a pas échoué à rétablir la paix... Mais M. Mates incarne la dimension « sécuritaire » de la politique nord-irlandaise de Londres, alors que Sir Patrick Mayhew se charge des négociations politiques.

Les discussions vont donc se poursuivre à plusieurs niveaux : entre partis politiques d'une part, entre ces derniers et le gouvernement de Dublin, d'autre part. Si la rencontre de mardi a donc peu de portée pratique, elle n'en constitue pas moins, si l'on songe à la longue liste des massacres inter-communautaires et à toutes les haines accumulées depuis un quart de siècle, une réelle fleur d'espoir.

LAURENT ZECCHINI

○ **ITALIE** : M. Amato a complété son gouvernement. - M. Giuliano Amato, le nouveau président du Conseil qui avait formé son gouvernement, dimanche 28 juin, l'a complété en nommant mardi trente-cinq secrétaires d'Etat, contre soixante-huit dans le précédent gouvernement. Cet effort de réduction des effectifs gouvernementaux se faisait déjà sentir à travers la réduction du nombre de ministres. (le Monde du 30 juin). On compte dix-huit secrétaires d'Etat démocrates-chrétiens, onze socialistes, trois libéraux, trois sociaux-démocrates. - (AFP)

○ **TURQUIE** : l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe déplore la situation des droits de l'homme. - Réunie en session d'été à Budapest, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a déploré,

mardi 30 juin, dans une résolution adoptée à une très large majorité, la détérioration de la situation des droits de l'homme en Turquie. Cette résolution se fonde sur les rapports d'une délégation qui a effectué deux visites sur place, en septembre 1991 puis en mai dernier. Le rapport fait référence, en particulier, à un « accroissement dramatique de la violence » dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde. Depuis le début du mois de mai, la Turquie préside, pour une durée de six mois, le Conseil de l'Europe. Sur place, de nouveaux incidents ont causé la mort de dix-neuf personnes, dont dix civils tués dans l'attaque d'un minibus par la guérilla kurde, ont annoncé mardi des sources officielles. - (AFP, Reuters, UPI)

## LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- **ALGÉRIE** : Un pays à la dérive, par Ignazio Ramonet.
- **PROCHE-ORIENT** : Les équilibres de la victoire travailliste en Israël, par Michel Warchawski. - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picquodou. - M. Bush, la bombe et le dictateur de Bagdad (A.G.).
- **MAASTRICHT** : Trente-cinq ans d'Europe du non-dit, par Bernard Cassen. - Le principe de subsidiarité, par Monique Chemillier-Gendreau. - Le « non » des Danois, par Jean-Pierre Airut. - L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, par Alain Tondeur.
- **AFRIQUE** : Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. - Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. - Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cohen. - « Le papier enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.
- **BANGLADESH** : Une pauvreté bien encadrée, par Michel Chassudovsky.
- **STRATÉGIE** : L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats, par Jean-Luc Thierry.
- **PÉTROLE** : Washington renforce son emprise, par Nicolas Sarkis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

LES EDITIONS D'ORGANISATION

**Tout Maastricht en 40 pages !**

Le Traité ses enjeux

**A LIRE AVANT LE RÉFÉRENDUM**

En vente en librairie : 38 F

150







## POLITIQUE

La préparation du référendum sur l'Union européenne

## Le conseil des ministres approuve le projet de ratification du traité de Maastricht

L'approbation du projet de loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne figurait à l'ordre du jour du conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> juillet. C'est à cette occasion que, formellement, le gouvernement devait demander au président de la République de soumettre ce texte à référendum.

La décision politique est prise. Dès le lendemain du « non » dans M. François Mitterrand faisait savoir, au conseil des ministres du 3 juin, que la ratification du traité de Maastricht serait soumise par référendum à l'ensemble des électeurs français. Mais une telle procédure est suffisamment exceptionnelle pour qu'elle donne lieu à un certain formalisme. Ce n'est donc qu'au conseil des ministres du mercredi 1<sup>er</sup> juillet que devait intervenir le premier acte juridique indispensable à l'organisation de cette consultation populaire.

Le Conseil constitutionnel ayant décidé que le traité sur l'Union européenne était contraire à la Constitution en son état actuel, celle-ci interdisait la préparation du projet de loi autorisant la ratification avant que la charte fondamentale ne fût révisée. Cela fut fait par le Congrès du Parlement le mardi 23 juin. Dès le lendemain, le chef de l'État demandait au premier ministre de présenter ce projet de ratification au conseil des ministres du 1<sup>er</sup> juillet. Mais avant que la procédure ne soit formellement engagée, il fallait attendre que le texte de la révision constitutionnelle soit publié au Journal officiel - ce qui fut fait le vendredi 26 juin - et qu'elle entre en vigueur un jour franc après cette promulgation, c'est-à-dire le dimanche.

Le délai aurait pu encore être plus long. M. Pierre Mazeaud avait en effet annoncé haut et fort son intention de saisir le Conseil constitutionnel. Il entendait d'abord le consulter sur la révision elle-même, mais il a dû convenir qu'il n'avait pas de base juridique pour le faire. Ensuite il voulait, en usant de la nouvelle version de l'article 54 de la Constitution, qui permet à soixante députés ou à soixante sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel de la constitutionnalité d'un engagement international, lui demander de vérifier si la révision votée était suffisante. Mais les « compagnons » ont refusé de l'aider dans cette tâche. M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, ne cachant pas sa lassitude devant une certaine forme de juridisme, et M. Charles Pasqua, son homologue du Sénat, préférant s'incliner devant le vote du Congrès. M. Mazeaud, à son grand regret, a dû renoncer, faute de trouver les soixante soutiens indispensables.

## L'avis positif du Conseil d'État

La procédure a pu s'engager lundi. Elle s'est déroulée sur deux fronts. Le gouvernement a demandé au Conseil d'État d'examiner son projet de loi. Celui-ci, en fait, avait commencé depuis un mois à étudier le traité de Maastricht. Une commission spéciale avait été créée, cinq rapporteurs spéciaux et un rapporteur général s'étaient déjà mis au travail, tant cet accord est complexe, et tant il aura des conséquences lourdes sur la législation française. Cette commission s'est réunie lundi, et l'assemblée générale du Conseil d'État mardi matin. Elle a donné un avis positif, après avoir notamment constaté que le traité n'était plus contraire à la nouvelle version de la Constitution.

Le projet de loi de ratification a donc pu être inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres de ce mercredi. C'est au cours de celui-ci que le gouvernement devait demander officiellement au chef de l'État de le soumettre à référendum. L'article 11 de la Constitution dispose, en effet : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions (...), peut soumettre au référendum tout projet de loi (...) tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »

La décision de M. Mitterrand prend la forme d'un décret indiquant la date du référendum et la question qui sera posée aux Français. Pour ce décret, le président de la République n'a pas besoin de l'accord du gouvernement, puisque, en vertu de l'article 19 de la Constitution, l'utilisation de cet article 11 fait partie des actes du chef de l'État pour lesquels il n'a pas besoin du contreseing du premier ministre. En revanche, il lui faut l'avis du Conseil constitutionnel. En effet, l'article 60 de la loi fondamentale indique que « le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats », et l'article 46 de la loi organique de 1958 précise que « le Conseil constitutionnel est consulté par le gouvernement sur l'organisation des opérations de référendum. Il est avisé sans délai de toutes mesures prises à ce sujet ». Aussi le Conseil constitutionnel s'est-il réuni mardi 30 juin.

Sans que cela soit obligatoire, le décret présidentiel décidant d'un référendum (il y en a eu 6 sous la V<sup>e</sup> République) a toujours été signé le jour du conseil des ministres approuvant le projet de loi qui devait être soumis aux électeurs. Dans trois cas, le président de la République en a, le jour même,

avisé le Parlement par un « message ». Le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire prévoyait cette possibilité, puisqu'il fait figurer à son ordre du jour « une communication du gouvernement », sans que la date en soit précisée.

La tradition veut aussi que les autres décrets organisant la consultation référendaire, qui doivent aussi être soumis pour avis au Conseil constitutionnel, soient connus le même jour. Aujourd'hui, il ne devrait pas en être de même. En effet, dans le passé, le référendum avait lieu dans le mois suivant la décision de l'organiser. Cette fois, le gouvernement a le temps de préparer les décrets indispensables : organisation technique du référendum par référence au code électoral, réglementation de la campagne, cas particulier des territoires d'outre-mer et des Français établis hors de France.

Le point le plus délicat est celui de la campagne. En 1988, lors du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, avaient eu le droit d'y participer les partis disposant d'un groupe à l'Assemblée nationale ou au Sénat de PC, le PS, le RPR, l'UDF et le CDS plus ceux dont les candidats avaient obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés aux dernières élections législatives, ou qui est le cas du Front national. Pour le référendum sur Maastricht, il est possible qu'il soit aussi tenu compte des résultats des élections européennes de 1989 et des élections régionales de 1992, ce qui permettrait aux forces politiques apparues alors, essentiellement les écologistes, de faire connaître officiellement leur position sur l'Union européenne. Mais cela ne devrait être définitivement arrêté que dans la deuxième quinzaine de juillet.

THIERRY BRÉHIER

Sous la pression de M. Bérégovoy

## Les socialistes retardent l'application de la réforme de la taxe d'habitation

Les députés socialistes ont décidé, mardi 30 juin, de reporter à janvier 1993 l'entrée en application de la taxe départementale sur le revenu (TDR), qui avait été adoptée, en juin 1991, contre la volonté du ministre de l'économie et des finances de l'époque, M. Pierre Bérégovoy, et de celui du budget, M. Michel Charasse. Cette décision, obtenue par 34 voix contre 24 en réunion du groupe, a laissé plusieurs des partisans de la réforme très amers à l'égard du gouvernement.

M. Bérégovoy est arrivé à ses fins. De la réforme de la taxe d'habitation, une des seules initiatives fiscales que s'était permises le groupe socialiste, le premier ministre ne voulait pas entendre parler. En juin 1991, alors ministre de l'économie et des finances, il avait dû se contenter de prendre acte de l'arbitrage du premier ministre de l'époque, M. Edith Cresson, en faveur du calcul de la part départementale de la taxe d'habitation en fonction du revenu. A peine lui succédait-il qu'il revenait à la charge contre cette réforme, en raison, expliquait-il, de son inopportunité politique et des difficultés techniques de sa mise en œuvre. Cette courtoise insistance, relayée auprès du groupe par M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, qui en appelait à la nécessaire solidarité avec le gouvernement, parvenait à ébranler la conviction de nombreux députés, mais elle ne suffisait pas à convaincre la majorité.

## « Quand on perd son âme... »

La fin de non-recevoir adressée par M. Bérégovoy à une solution de compromis proposée par le groupe, fin avril, avait laissé aux partisans de la réforme une victoire au goût amer. Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (Val-d'Oise), comme le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli (Landes), avaient alors reproché au gouvernement et à l'administration du Quai de Bercy d'avoir tout fait pour saboter cette réforme. Sabotée ou non, la TDR devait officiellement entrer en vigueur à l'automne 1992.

Sauf que l'un des plus farouches ennemis de la TDR, M. Charasse, est aussi un excellent connaisseur des mécanismes parlementaires et qu'il s'est, tout simplement, souvenu que le Parlement était composé de deux Assemblées. Restait à

trouver le docile sénateur qui voudrait bien se dévouer pour traduire, en amendement, la pensée du ministre du budget. M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) se proposait et, le 18 juin, il déposait « à titre personnel » un amendement de suppression de la TDR que la majorité sénatoriale de droite s'empressait bien sûr d'adopter.

Les députés socialistes étaient donc mis devant le fait accompli : dans le texte qui devait être examiné en commission mixte paritaire (composée de sept députés et de sept sénateurs), la TDR était supprimée. La rétablir par amendement revenait à prendre le risque d'une confrontation directe avec le gouvernement, maladroite en cette période de préparation d'élections et à quelques jours du congrès du PS, d'autant que la majorité des députés n'avaient aucunement l'intention de mourir pour une réforme fiscale... Cependant, accepter l'amendement « Masseret-Charasse » signifiait une reddition sans condition, trop humiliante pour certaines consciences socialistes.

La réunion de groupe, mardi, a donc tourné à la laborieuse tentative de compromis. Fidèle lieutenant de M. Bérégovoy, M. Christian Pierret a proposé un amendement dans lequel la TDR est reportée à janvier 1993, avec une progressivité pour les contribuables « nouveaux entrants ». Pour rassurer leur conscience de gauche malmenée, les députés décidaient aussi de demander au gouvernement la renégociation de deux amendements qu'il avait fait adopter au Sénat, en faveur de la fiscalité du logement, dans un sens beaucoup plus restrictif.

Après un débat tendu, au cours duquel MM. René Dosière, Alain Richard, Bernard Poignant, Raymond Douyère ou Augustin Bonrepas ont exprimé leur désaccord avec cette proposition de compromis, en annonçant qu'ils refusaient de participer à la commission mixte paritaire, et alors que M. Fabius assistait silencieusement aux échanges, l'amendement de M. Pierret était adopté par 34 voix contre 24. Constatant que le report signifiait le renoncement définitif à cette réforme, M. Douyère, proche de M. Jean Popere, constatait : « C'est la mise au pas du groupe par les fabiusiens, après celle du parti... » Il serait plus simple de supprimer le Parlement, observait, courroucé, M. Dosière, en ajoutant que « quand on perd son âme, on ne peut espérer gagner quoi que ce soit ».

PASCALE ROBERT-DIARD

## En bonne voie

Suite de la première page

Mais que, sous la pression, ici des écologistes, là des sénateurs de l'opposition et de certains lobbies médicaux, il fasse, à l'excès, le choix de l'inaction, c'est prendre le risque d'encourager la revendication, là où au contraire il recherche l'apaisement. Il ne faudrait pas, en effet, qu'à la suite d'une série de reculs successifs le gouvernement et son chef s'affaiblissent au point de n'être plus que ceux qui expédient les affaires courantes, et surtout au point d'être privés de toute capacité de se prévaloir d'un succès au référendum.

Celui-ci n'est certes pas assuré. La proportion des Français qui se déclarent soit indifférents, soit sans opinion, reste élevée, et constitue, pour les partisans du « non », une « réserve » disponible. Mais, si l'on en croit la nouvelle enquête de la SOFRES publiée par le Figaro, les partisans du « oui » sont de plus en plus nombreux. Ils sont aussi déterminés à faire prévaloir leurs convictions européennes, aux dépens éventuellement de considérations partisans, contrairement à leur être données, et privilégiant, par leur jugement favorable, les personnalités qui font campagne en faveur du traité de Maastricht, au premier rang desquels Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, et Raymond Barre ; alors qu'à l'inverse les personnalités qui prônent le « non » paraissent moins influentes auprès de l'opinion qu'elles n'ont pu l'être auprès des médias.

## Se garder de mélanger les genres

Cette photographie de l'opinion, qui intervient après le vote favorable des Irlandais et le succès de la procédure de révision constitutionnelle par la voie parlementaire, confirme en tout cas que la clé d'une victoire au référendum se situe bel et bien dans le découplage de l'enjeu européen d'avec les échéances de politique intérieure. Pour gagner, le gouvernement n'a certes pas intérêt à braquer telle ou telle catégorie de la population contre lui ; mais il n'a pas non plus nécessairement intérêt à banir tout sujet de discord ou toute occasion de véritable débat : il lui faut simplement se garder de mélanger les genres, éviter de donner prise, si peu que ce soit, à une accusation de manœuvre intérieure au prétexte du vote sur Maastricht.

L'opinion fait si bien cette distinction qu'elle repousse majoritairement l'idée d'une démission du chef de l'État, en cas de victoire du « non », et tout aussi majoritairement l'idée

d'une consultation législative anticipée, en cas de victoire du « oui ». M. Mitterrand et son gouvernement doivent donc se faire à l'idée qu'à partir d'un succès du référendum ils ne pourront entreprendre aucune recomposition, ni envisager de rebâtir une majorité. Le gain sera pour le président lui-même, sans plus.

Ce ne serait déjà pas si mal pour un homme qui cristallise encore aujourd'hui tant de déceptions et de mécontentements. Il est vrai que son expédition victorieuse de Sarajevo entraine sérieusement l'argument de ceux qui étaient tentés de se saisir de Maastricht pour obtenir un rejet du président. Son panache et son courage, et surtout le fait que, sur le terrain, l'état se soit desserré, sont des éléments de nature à commencer de renouer le fil rompu entre un homme et un peuple, et incitent moins à le sanctionner.

Ce contexte donne du poids aux arguments de ceux qui, comme Edouard Balladur, pressent le RPR et son président de prendre position pour le « oui ». L'ancien ministre d'État est en effet favorable à la ratification du traité « quelles que soient ses implications ». Il souhaite que son mouvement, et celui qui reste le principal présidentiable de la droite, mettent un terme à leur indécision et « privilégient l'intérêt national à long terme ». « Ce qui emporte ma décision, c'est le désir de voir la France s'associer à une entreprise européenne ».

61 % des suffrages exprimés en faveur de « oui » selon la SOFRES. - Selon un sondage de la SOFRES publié par le Figaro du 1<sup>er</sup> juillet, 37 % des personnes interrogées se disent décidées à voter « oui » au référendum sur le traité de Maastricht, 23 % voteront « non », 23 % voteront « blanc » ou s'abstiendront, 17 % ne répondent pas. En suffrages exprimés, la majorité pour le « oui » est de 61 % contre 39 % au « non ». Ce résultat représente une progression de deux points par rapport au mois précédent, alors que les jugements favorables au traité augmentent dans une proportion plus forte encore (onze points, avec 46 % contre 18 %), celles-ci ne se traduisant pas, *ipso facto*, en intentions de vote. En cas de victoire du « non », 49 % des personnes interrogées sont hostiles à un départ du chef de l'État, 40 % souhaitent au contraire ce départ, enquête effectuée du 22 au 24 juin auprès d'un échantillon de mille personnes).

dans laquelle elle conserve toutes ses chances et toutes ses possibilités d'action », nous a d'ailleurs déclaré M. Balladur.

Si, comme il est probable, M. Chirac se range à l'avis de celui qui reste le mieux placé pour succéder, à l'hôtel Matignon, à M. Bérégovoy, c'est un obstacle de taille qui sera levé sur la route du référendum. L'élection du RPR est certes déjà majoritairement favorable au traité de l'Union européenne, mais il l'est faiblement (32 % contre 28 %) ; la décision du président du RPR sera évidemment de nature à modifier sensiblement cette proportion.

Un climat politique et social

détesté de tout ce qui pourrait l'embraser, une opinion de plus en plus convaincue, et la prise de position imminente de celui des principaux responsables politiques qui manquent à l'appel : le référendum, « exigé » par M. Chirac et voulu par M. Mitterrand, semble aujourd'hui plutôt en bonne voie. La ratification par les Français redevient, au fil des jours, une perspective raisonnable. Mais elle trouve sa limite dans le refus du pays de lui donner une suite politique qui n'ait pourtant pas manqué de cohérence.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Les travaux du Parlement

## La bioéthique et la maîtrise des dépenses de santé ne figurent pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire

En raison du retard pris au mois d'avril dernier, après le changement de gouvernement, le Parlement est appelé à siéger en session extraordinaire, à compter du mercredi 1<sup>er</sup> juillet, pour achever l'examen des textes engagés au cours du printemps.

Selon le décret de convocation du président de la République, deux séries de textes importants, cependant, ne figurent pas à l'ordre

## Une lettre de M. Balkany

Nous avons reçu de M. Patrick Balkany, député RPR des Hauts-de-Seine, la lettre suivante :

Dans votre numéro 14741 du Monde daté du 20 juin dernier, vous avez rapporté des propos que j'aurais tenus lors de la séance de la veille à l'Assemblée nationale, qualifiant M. Charles Millon de « pourri » et de « social-traitre ». Cette information est erronée, comme le confirme le journal des débats de l'Assemblée nationale de la séance du 18 juin dernier. Je n'ai jamais utilisé ces adjectifs à l'encontre de l'un de mes collègues, et je vous demande de bien vouloir porter cette rectification à la connaissance de vos lecteurs.

[Nous donnons acte à M. Balkany de son démenti, tout en soulignant que notre information était donnée à bonne source et que le Journal officiel, invoqué par notre correspondant, ne reproduit jamais la totalité des interventions et des réactions qui émaillent les séances parlementaires.]

du jour de cette session : le projet relatif à la maîtrise des dépenses de santé, repoussé par le Sénat à l'issue du vote d'une question préalable, et qui n'avait été considéré comme adopté, en première lecture, à l'Assemblée nationale, qu'au terme d'un engagement de responsabilité du gouvernement, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (lire aussi page 16) ; les projets relatifs à la bioéthique, pour lesquels le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, a lui-même affirmé, mardi 30 juin, en réponse à une interpellation pressante de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), qu'il s'efforcerait d'obtenir une modification de l'ordre du jour afin de favoriser l'adoption définitive de ces textes avant la fin de l'année.

Au cours de l'ultime journée de la session ordinaire de printemps, le Parlement a par ailleurs adopté définitivement les textes suivants :

- Le projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, dans la version arrêtée par une commission mixte paritaire (CMP) formée de députés et de sénateurs ;

- Le projet de loi relatif à l'élimination des déchets, également dans la forme retenue par une CMP ;

- Le projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire, dans les termes adoptés par le Sénat le 26 juin dernier ;

- Le projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités

relatives à l'organisation et à la vente des voyages ;

- La proposition de loi relative au Conseil économique et social.

Les députés ont également adopté en seconde lecture le projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail (le Monde du 24 juin), qui, en dépit d'un vote positif des seuls groupes du PS et du PC, a donné lieu à de vifs échanges entre le secrétaire d'État aux droits des femmes et à la consommation, M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, et le porte-parole du groupe communiste, M<sup>me</sup> Mugette Jacquaint (Seine-Saint-Denis). Ce texte ne figurait pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire, son examen devrait reprendre au cours de la prochaine session d'automne.

Les députés ont aussi adopté le projet de loi relatif à la pharmacie et au médicament, présenté par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui vise à introduire dans le droit français trois directives européennes. Seul le groupe communiste a voté contre ce projet. Un amendement introduit par le gouvernement prévoit un renforcement du contrôle des médicaments exportés dans les pays du tiers-monde, notamment lors de collectes organisées à des fins humanitaires. M. Kouchner a soutenu à ce propos une argumentation équilibrée en affirmant que « nous n'avons pas le droit d'exporter des médicaments dont nous ne vou-

drions pas chez nous », mais en recommandant d'être « assez souples pour permettre l'exportation de produits dont nous sommes sûrs », même s'ils ne bénéficient pas d'autorisation de mise sur le marché. Le retard pris à l'Assemblée nationale n'a pas permis l'adoption définitive par les sénateurs de ce texte qui n'a pas été prévu à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Les députés ont adopté également un projet de loi relatif à l'installation de réseaux de distribution par câble, mis au point par une CMP (le Monde daté 28-29 juin), et qui devait être adopté définitivement au Sénat, mercredi 1<sup>er</sup> juillet. Ils ont aussi adopté le projet de loi relatif à la lecture publique, que le secrétaire d'État à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney, s'est proposé de compléter, lors de la session budgétaire, par une aide aux bibliothèques, après constitution d'un groupe de travail associant le gouvernement et les parlementaires. Ce projet devait être définitivement adopté à l'Assemblée nationale le mercredi 1<sup>er</sup> juillet. Les députés ont enfin approuvé en seconde lecture le projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, dans les termes retenus par une CMP. Ce texte devait aussi être adopté définitivement au Sénat mercredi 1<sup>er</sup> juillet.

G. P. et J.-L. S.

J.P. 11-62 1520



# POLITIQUE

## L'affaire de Port-Fréjus

### M. Léotard s'explique sur l'achat du domaine de Sainte-Croix

Une confrontation générale des six personnes inculpées dans l'affaire de Port-Fréjus est prévue pour le mercredi 8 juillet à Lyon. Trois d'entre elles, MM. François Léotard, en tant que maire de Fréjus président la SEMAF (Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus), Gilbert Lecat, premier adjoint au maire, conseiller général UDF-PR, et Henry Meyer, représentant le syndicat des constructeurs-promoteurs de l'Est varois au conseil d'administration de la SEMAF, sont poursuivies pour ingérence, trafic d'influence et corruption. Les trois autres, MM. Michel Hamade, ancien député

UDF du Var, suppléant de M. Léotard à l'Assemblée nationale, conseiller général «divers droite», Marc Mascherpa et André Vecchini, promoteurs, représentant respectivement le syndicat du bâtiment et des travaux publics et la chambre de commerce et d'industrie à la SEMAF, sont poursuivis pour ingérence.

Contrairement aux informations communiquées la veille, M. Elie Brun, conseiller municipal de Fréjus, autre administrateur de la SEMAF, n'a pas été inculpé. L'enquête menée par la police judiciaire n'est cependant pas terminée. Il appartiendra

ensuite aux magistrats de la chambre d'accusation de rendre leur arrêt qui enverra les inculpés devant le tribunal correctionnel ou prononcera en leur faveur des décisions de non-lieu.

M. Léotard s'est défendu, mardi 30 juin, par l'intermédiaire de son avocat, M. Jean-Marc Varaut, et de son cabinet parisien, d'avoir commis la moindre illégalité. A Fréjus, les élus de la majorité municipale, réunis à huis clos, ont affirmé que la décision prise par leur maire de sa démettre de tous ses mandats électifs constituait «une réponse fulgurante, cinglante, digne et responsable à ses

accusateurs». Ils ont demandé à M. Léotard «de rester le premier des Fréjussiens» en souhaitant que celui-ci conserve son mandat de conseiller municipal.

Le principal accusateur de l'ancien ministre, M. René Espanol, a estimé, en revanche, que «M. Léotard ne peut distribuer des «non-lieux» comme il attribuit les permis de construire». L'attitude de M. Léotard continue de susciter une large approbation qui dépasse le cercle de ses amis politiques.

## Profits

par Alain Rollat

M. LÉOTARD se vantait depuis onze mois qu'il serait inculpé. Le code de procédure pénale rendait la chose certaine — comme le souligne son avocat — puisqu'il avait été personnellement dénommé dans le réquisitoire pris en juillet 1991 par le procureur de la République après les plaintes déposées contre lui et d'autres administrateurs de la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF). Il espérait toutefois — et son défenseur ne s'en cache pas — que le secret de l'instruction serait strictement gardé jusqu'au moment où il pourrait faire savoir, en même temps, qu'il avait été inculpé et levé de tout soupçon par l'ordonnance de non-lieu qui ne manquera pas — selon lui — de confondre ses accusateurs.

La chambre d'accusation de Lyon n'a pas failli à son devoir de discrétion. C'est son propre suppléant à l'Assemblée nationale, M. Hamade, qui, par ses révélations au quotidien *Var matin*, la semaine dernière, a obligé M. Léotard à changer de plan tout en conservant le système de défense qu'il avait déjà employé, l'an passé, dans ses poursuites contre d'autres journaux. Mais la question n'est pas de savoir si le maire de Fréjus a réalisé «une bonne affaire» ou bénéficié d'une «liberté» quand il a acheté, en mars 1986, à un prix jugé

trop «juste» par les services fiscaux, le gémithomme dont jouit aujourd'hui son ancienne épouse à un promoteur qui se retrouve inculpé comme lui d'ingérence, trafic d'influence et corruption parce qu'il est soupçonné d'avoir tiré des profits personnels de ses fonctions de membre du conseil d'administration de la SEMAF où il siège depuis mai 1986. Elle est d'abord de savoir s'il existe un lien de cause à effet entre cette transaction privée et l'affaire de Port-Fréjus.

Même si diverses coïncidences paraissent troublantes, rien n'autorise à affirmer — si l'on s'en tient aux éléments connus du dossier — que ce promoteur a, en contrepartie, bénéficié de faveurs particulières de la part du maire de Fréjus. Il appartiendra éventuellement à la police et à la justice d'en apporter la preuve ou de conclure que, sur ce point, M. Léotard a été victime d'un procès d'intention.

Elle est surtout de savoir, à propos des autres inculpations, si des élus et des promoteurs locaux ont pu — comme semblent l'indiquer ces mêmes éléments du dossier — tirer, par leur participation professionnelle aux opérations immobilières de Port-Fréjus, des profits privés de leurs fonctions d'administrateurs de la SEMAF, qui leur faisaient devoir de privilégier l'intérêt

public, sans que la responsabilité juridique, politique et morale de leur maire, président, M. Léotard, soit engagée. Seule une décision générale de non-lieu pourrait sortir définitivement celui-ci de l'ombre.

Les réactions que suscite ce dossier confirment en tout cas le proverbe selon lequel «à quelque chose malheur est bon» puisque sa parade calculée vaudrait à M. Léotard d'apparaître comme un modèle de civisme. Cela n'est assurément pas un petit profit en cette époque d'affaires où le dévergondage des mœurs politiques atteint un point tel que la norme devient soudain héroïque.

**ISTH** ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1954 PRIVE

**SCIENCES PO PARIS**

• Stages intensifs d'été du 22 juillet au 28 août

• Sessions annuelles et semestrielles

**SUCCÈS CONFIRMÉS**

Centre Italie 45 85 59 35  
Centre Autaut 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION.

## «Rien n'a été laissé dans l'ombre» affirme M. Varaut, l'avocat de l'ancien ministre

M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. François Léotard, a souligné, mardi 30 juin, dans un communiqué, que la plainte déposée par M. René Espanol contre le maire de Fréjus et les administrateurs de la SEMAF (Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus) date du 22 mai 1990 et il a ajouté : «Si elle avait eu un fondement sérieux, elle aurait progressé plus vite. Mais en juillet 1991 des réquisitions ont été prises sur instructions hiérarchiques contre les personnes dénommées, c'est-à-dire François Léotard, Gilbert Lecat et tous autres. Des inculpations étaient alors inévitables à terme avant que la procédure ne trouve son issue nécessaire. Le président Blot, président de la chambre d'accusation de Lyon, chargé d'instruire,

avait différé celle-ci jusqu'au retour de la commission rogatoire devant réunir les pièces du dossier.

«C'est dans ces conditions que j'ai assisté François Léotard, le lundi 29 juin, après avoir assisté les autres inculpés le 18 juin. François Léotard s'est expliqué complètement sur les griefs allégués par M. Espanol. Rien n'a été laissé dans l'ombre. L'achat en 1986 de la maison que François Léotard louait depuis 1979 et dont le bail n'expirait qu'en 1994, et dans laquelle il avait fait 700 000 F de travaux à l'aide d'emprunts, a été fait au juste prix. Il ne s'agit pas d'une libéralité indirecte.

«Le promoteur qui avait acheté un ensemble à Fréjus pour être loti n'avait pas d'autre usage du lot n° 16 non constructible comme des lots

représentant un parc de 7 hectares dont il a fait don à la commune. M. Meyer, qui est au nombre des promoteurs varois qui sont intervenus sur le site de Fréjus, sous le contrôle des Domaines et du marché, n'a bénéficié d'aucun avantage. François Léotard ne devrait donc se trouver que quelques semaines au nombre des trois cent cinquante maires inculpés.

«Sans une indiscretion, qui ne provient pas du palais de justice de Lyon, l'ordonnance de non-lieu qui doit justement clore cette affaire aurait été rendue publique en même temps que l'inculpation qui la précède ou qui l'a précédée nécessairement.

## «1 200 000 F est déjà un prix respectable»

Le cabinet parisien de M. François Léotard a diffusé, mardi 30 juin, un mémorandum concernant l'acquisition de la maison de Sainte-Croix par M. et Mme Léotard. Dans ce texte, le maire de Fréjus, le maire de Fréjus, précise longuement dans quelles circonstances il est devenu d'abord locataire, puis propriétaire, pour 1 200 000 F — payés à une société contrôlée par M. Henry Meyer, aujourd'hui inculpé d'ingérence, trafic d'influence et corruption, — de la demeure patricienne de 600 mètres carrés habitables et 2,7 hectares de terrain qui lui a déjà valu, en 1989, un redressement fiscal de 380 317 F à la suite d'une enquête diligente par les services du ministère des finances, à l'époque où le ministère du budget était dirigé par M. Alain Juppé.

Le texte indique notamment que «s'agissant du prix de 1,2 million de francs payé pour la maison de Sainte-Croix, on peut faire les remarques suivantes : le coût total de la maison (achats plus travaux) a été quasi entièrement financé par des emprunts de M. et Mme Léotard ; le prix de 1,2 million de francs concernait non pas une maison neuve ou du moins en parfait état et disposant de tout le confort et de toutes les commodités mais une maison ancienne, certes de bel aspect et intéressante comme édifice, mais nécessitant de gros travaux (avec les travaux évoqués

ci-dessus, le prix de revient est de 2 millions de francs). L'administration fiscale a été amenée — on n'ose pas dire «spontanément» — à examiner cette transaction. Elle a remis en cause le prix et proposé un redressement pour l'assiette des droits d'enregistrement. La législation fiscale permet de retenir une base différente de celle de la transaction réelle pour asséoir les droits d'enregistrement, base censée refléter la «valeur de marché», même si la transaction réelle n'est en aucune manière contestée (en d'autres termes, la contribution à la dette de faire une bonne affaire mais ne peut pas en écarter supra du fisc). M. Léotard, pour éviter toute discussion, a accepté un redressement à 2,2 millions de francs et payé le complément de droits correspondant.

La mémorandum affirme également qu'il n'était pas anormal, s'agissant d'une propriété occupée et encore en mauvais état malgré les premiers travaux effectués par M. Léotard, que les parties se mettent d'accord sur un prix raisonnable (1,2 million) et que ce prix a été payé par M. Léotard «comme suit : 750 000 F grâce à un prêt de la BRSD à 13 % sur quinze ans ; 450 000 F en «dépenses personnelles» au niveau de l'acte se décomposant en fait en 150 000 F d'économies personnelles et 300 000 F d'emprunt auprès de l'Assemblée nationale.

«En 1985, conclut ce texte, le

marché immobilier sur la Côte d'Azur était passablement déprimé. Par ailleurs, chacun admettra que Fréjus n'est ni Cannes, ni Nice, ni Saint-Tropez, ni même encore tout à fait Saint-Raphaël et ne saurait donc commander les mêmes valeurs immobilières. Or, en se reportant par exemple au marché de Saint-Raphaël en 1985, il serait aisé de constater que les villas aux alentours de 1,5 million de francs étaient de très belles propriétés en parfait état. Dès lors, 1,2 million de francs est déjà un prix respectable pour Fréjus. D'autant que la maison se situe dans un environnement qui n'a pas d'agrément particulier. Du point de vue du vendeur, enfin, il s'agissait d'une propriété occupée par un locataire titulaire d'un bail en bonne et due forme. Comme il était exclu que le SILU (la société contrôlée par M. Meyer) reprenne cette propriété pour l'occuper personnellement ou pour un membre de la famille de M. Meyer, elle était tenue de la proposer en priorité au locataire, même si la situation commande une décote sur le prix. Le cas des appartements parisiens est à cet égard bien connu et l'on sait que ces décotes vont de 10 % minimum à plus de 50 % (dans le cas de certains logements encore protégés par la loi de 1948).

## L'opposition rend hommage à une décision «courageuse»

La décision de M. François Léotard de se démettre de tous ses mandats à la suite de son inculpation dans l'affaire de Port-Fréjus a été «saluée», mardi 30 juin, par le Parti républicain qui a rendu hommage à son «courage» et à sa «détermination» tout en lui renouvelant «avec force sa confiance, son amitié et sa solidarité».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé que M. François Léotard «donne un exemple de civisme au monde politique et se comporte en homme d'honneur», alors que M. Pascal Clément, vice-président (UDF) de l'Assemblée nationale, a affirmé : «Jean-Michel Boucheron est toujours député, tandis que François Léotard a démissionné. C'est la classe.» «Le geste de M. Léotard manifeste un sens de l'honneur et un souci de transparence qui méritent l'estime», a commenté M. Jacques Barrot, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. M. Yves Galland, président du Parti radical, a rendu hommage à la «dignité» de M. Léotard, ajoutant : «Son attitude courageuse, sa volonté de transparence et de respect de la séparation des pouvoirs sont exemplaires.»

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré qu'il faisait «tout à fait confiance» à M. Léotard et a jugé «digne et courageuse» sa réaction. Ancien ministre du budget du gouvernement de M. Chirac de 1986 à 1988, M. Juppé a confirmé que ses services avaient, à l'époque, mené «une enquête fiscale de routine» ayant abouti à «un redressement fiscal comme on en opère souvent dans ce genre de transactions», précisant toutefois que «l'affaire d'aujourd'hui n'a strictement rien à voir avec cela».

M. Pierre Mazeaud, vice-président RPR de l'Assemblée nationale, a indiqué que l'attitude de M. Léotard correspondait «à quelqu'un qui a des convictions morales et qui attend que la justice se prononce». Il a conseillé «à tous les hommes politiques de faire la même chose». Pour M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), «François Léotard a raison, les hommes politiques ne doivent bénéficier d'aucun privilège».

M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) a souhaité, pour sa part, que «François Léotard reprenne sa place le plus rapidement possible

dans le débat politique». Du côté socialiste, M. Jean Auroux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, a affirmé : «Si un jour pareille mésaventure m'arrivait, je ferais comme François Léotard et je ne demanderais pas qu'on me prenne pour un héros.» M. Auroux a ajouté que la décision de M. Léotard le confortait «dans l'idée de la nécessité de rendre public, au début et à la fin d'un mandat politique, le patrimoine des élus». «Les engagements du gouvernement en matière de lutte contre la corruption sont tenus», a-t-il assuré. M. Jean-Paul Planchou, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, a trouvé «courageux» le geste de M. Léotard.

Au Parti communiste, M. Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) a estimé que M. Léotard «aurait dû démissionner depuis longtemps, dès que le problème a été posé». Du côté du Front national, M. Bruno Mégret, délégué général du mouvement, se réjouit de constater, après avoir fait référence à l'inculpation de M. Bernard Tapie, que «les chantres des droits de l'homme et du combat anti-Le Pen ne sont que des tartuffes aujourd'hui démasqués».

**LE 14 JUILLET** AVEC **NRJ**

**L'EUROPE DES POTES**

*fait sa fête*

AVEC LES NÉGRESSSES VERTES

MC SOLAAR  
CHEB KHALED  
KASSAV  
PIGALLE  
TONTON DAVID  
ISMAEL LO  
KAOMA  
IAM  
IDIR  
SERBIELLE PEIO

**PLACEDELA RÉPUBLIQUE**

**GRAND CONCERT GRATUIT**

**DE 15 H A 22 H**

S.O.S. RACISME, 14, CITE GRISET 75011 PARIS TEL. 48.06.40.00



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

## Les rafales du professeur Roux

Comment expliquer la faillite du système transfusionnel français qui a conduit, entre autres, au décès de 256 hémophiles A et à la contamination par le virus du sida de 1 500 autres ? La 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle, présidée par M. Jean-Louis Mazières, a cherché des réponses en étudiant, mardi 30 juin, la période des mois de mai et juin 1983. Le professeur Roux, ancien directeur général de la santé, inculpé de non-assistance à personne en danger, s'est expliqué.

Le professeur Jacques Roux est entré dans la prétoire muni d'une «kalachnikov». Et avec un bon sourire paternel, il a méthodiquement arrosé les «politiques». Ainsi le vieux baroudeur communiste a-t-il vite percé sous ce mandarin aux allures de médecin de famille. Et l'on se prit à se demander ce que cela aurait été si son avocat, M. Nicole Dreyfus, n'avait précisé : «Mon client a quitté son poste sans emporter d'archives.»

Pas d'archives, mais de la mémoire. Du haut de ses soixante-neuf ans, il a directement ou indirectement égaré M. Georges Dufoix, MM. Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius, Jean-Jacques Servan-Schreiber, le cabinet du ministre de la Justice, le ministre des finances, et l'on en passe. Le professeur Roux, dont les pouvoirs ne furent pas minces au ministère de la santé, n'éprouve visiblement aucune solidarité avec ces hauts personnages qu'il «assassine» tranquillement. Sa qualité d'inculpé ne doit pas tromper : il fut, au

début des années 80, l'un des rares à prendre quelques mesures préventives pour tenter de lutter contre le sida et ses inconnues. «Quand je suis arrivé au ministère fin 1981, raconte-t-il, le bureau des maladies infectieuses m'a semblé trop léger même si je ne pouvais percevoir ce que deviendrait l'épidémie. J'ai prospecté pour trouver un spécialiste et j'ai nommé le docteur Jean-Baptiste Brunet en février 1982.»

## Une circulaire peu appliquée

Et comme le professeur goûte l'anecdote, il ne résiste pas au plaisir de préciser : «Je passe sur les moyens peu recommandables sur la plan financier auxquels il a fallu recourir pour lui donner une situation correcte. Il a fallu un an et demi de discussions avec le ministère du budget sous la direction de Pierre Bérégovoy.»

Une digression qui perdra un peu de son innocence lorsqu'un avocat des parties civiles poussera le professeur à expliquer comment les crédits destinés à la prévention — plusieurs millions de francs — furent, plusieurs années durant, «soustraits» sur ordre supérieur. «C'était un détournement légal, monsieur le président. Je recevais une lettre du cabinet du ministre me demandant de verser ces crédits au secrétariat général pour qu'ils soient remis au Centre mondial de l'informatique présidé par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Je refusais systématiquement et, à la troisième injonction, un arrêté était pris d'office, signé par le premier ministre.»

Terrible professeur à l'accent légèrement chantant, qui ajoute aussitôt : «J'étais d'autant plus furieux que mon budget prévention

était trop juste et que je n'arrivais pas à faire partager mon point de vue au ministère des finances qui avait une vision différente.» Ce procès ne semble pas — pas encore — être le sien...

Pour l'instant, il reste cet ancien haut fonctionnaire avisé qui, le premier au monde, signa, le 20 juin 1983, une circulaire demandant que les donneurs à risque soient exclus lors des collectes de sang. Mais que vaut une circulaire en France ?

«Elle a été adressée directement aux préfets, se rappelle-t-il. Mais j'ai eu quelques difficultés pour la faire publier au Bulletin officiel. Et elle n'a pas été toujours bien reçue par les médecins et notamment les médecins de la transfusion. L'administration n'a pas le droit de donner des indications dans le domaine des actes médicaux...» En tout cas, le professeur assure que sa circulaire déplaît. «En 1984, j'ai eu des échos... L'administration pénitentiaire n'était pas contente et le cabinet du ministre de la justice a fait pression pour que l'on continue les collectes de sang dans les prisons.»

La substitut, M<sup>me</sup> Michèle Bernard-Requin, se dresse : «J'ai beaucoup d'admiration pour votre courage. Vous avez été le premier au monde à signer une telle circulaire. Mais si vous avez la mon requête (le professeur fait signe que oui), vous savez aussi que j'ai une grande sévérité pour votre inaction dans la période ultérieure. Vous entendez des échos... Comment se fait-il alors que la direction générale de la santé n'intervienne pas pour interdire les collectes dans les zones à risque, dans le quartier des Halles ?» Effectivement, il n'y a pas eu de directives écrites. Je n'ai pas voulu

faire de dirigisme. Les médecins de la transfusion sanguine sont des personnages... On me répondait : les médecins savent ce qu'ils ont à faire.»

Et le ministère voguait, incertain. Le professeur Roux s'alarmait dans la poudreuse administrato-politique : «Je n'avais pas la possibilité de suspendre un produit. C'était de la responsabilité du ministre. On me suivait ou on ne me suivait pas.» Le docteur Robert Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, autre inculpé, bricolait avec ses deux laboratoires : «Nous avons fait ce que nous avons pu. Je contrôle les produits sanguins qu'on m'envoie.»

Peut-être mesurera-t-on un jour pleinement les responsabilités conjuguées de l'inertie, du fatalisme et de la cécité dans ce drame de la transfusion. M<sup>me</sup> Xavier Charvet, conseil du docteur Garretta, a pour sa part cité les meilleurs auteurs pour dédouaner les prévenus : «C'est le professeur Jean Bernard, une sommité, qui a écrit en juin 1983 : Chaque acte médical comporte un risque. Le risque du sida que l'on vient de décrire est plus petit que tous les autres.»

Mais les prochaines audiences risquent fort d'anéantir cette ligne de défense pour les années 1984-1985. «On va finalement attendre d'avoir la certitude que tout le monde est contaminé pour se convaincre qu'il y a un risque», s'est indigné M. Georges Holbeaux, partie civile, devant un parterre d'hémophiles silencieux et digne.

LAURENT GRELSAMER

A la cour d'assises de l'Hérault

## Le crime presque parfait d'Yves Dandonneau

Yves Dandonneau, quarante-six ans, comparait depuis mardi 30 juin devant la cour d'assises de l'Hérault pour avoir, en 1987, organisé sa propre mort dans un accident de voiture afin de toucher près de 11 millions de francs des assurances-vie.

## MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Avec son visage lisse, presque inexpressif et sans âge, Yves Dandonneau évoque irrésistiblement un mannequin de cire. Sous ses cheveux blancs, seules ses paupières qui battent sans cesse animent une façade aux pommettes saillantes, rendue impersonnelle par quatre opérations de chirurgie esthétique.

Les lèvres éternellement pincées, Dandonneau écoute l'interminable lecture de l'arrêt de renvoi que l'on impose à tous les jurés d'assises. Mais aujourd'hui, ceux du département de l'Hérault sont privilégiés. La greffière lit posément un long document rédigé dans un style moins rébarbatif que la tradition semble l'exiger. Le rédacteur s'est appliqué, séduit par une histoire qui n'aurait pas supporté d'être dénaturée par le jargon judiciaire. Vu par l'accusation, le drame évoque ces romans de Boileau-Narcejac que Henri-Georges Clouzot aimait porter à l'écran au temps où le noir et blanc sublimait les couleurs et les passions.

Dandonneau a eu cette idée pendant une nuit d'insomnie. Il a réveillé son amie pour lui expliquer que ses ennuis financiers étaient terminés. Il suffisait de s'assurer sur la vie et de «mourir» pour toucher de l'argent. En avril 1987, il souscrivit donc au bénéfice de son amie Marie-Thérèse Hérault huit contrats d'assurance-vie différents dont certains prévoyaient de doubler ou même de tripler le capital en cas de

mort accidentelle, ce qui permettait d'espérer toucher 10 900 000 francs.

Mais il fallait un mort, et Dandonneau commença par demander à l'un de ses amis infirmier, Daniel Blouard, de lui fournir un cadavre en le subtilisant dans la morgue de la clinique où il travaillait. L'opération s'étant révélée impossible, quelque un envisagea la possibilité de prendre un inconnu vivant et, selon l'accusation, Dandonneau aurait demandé à un autre ami, François Meunier, de lui trouver «un gars de son âge... qu'il soit ivrogné... au bout du rouleau, genre clochard».

Le 6 juin 1987, Dandonneau quittait Paris à bord d'une R21 de location avec Joël Hipeau, un marginal recruté dans un bar près de la gare du Nord par Meunier. Pendant tout le voyage, Joël aurait bu abondamment. Derrière, Daniel Blouard suivait dans une Austin. A quel moment Joël est-il mort ? A-t-il succombé à un mélange d'alcool et de valium ? A-t-il subi une injection de Pentothal ? Les débats éclairciront peut-être ce point. En tout cas, selon les déclarations faites à l'instruction, c'est un clochard mort, portant les vêtements de Dandonneau, qui est placé dans l'Austin que l'on précipite contre un rocher avant d'y mettre le feu.

## La haine retrouvée du père

Blouard va chercher du secours. En vain. «Dandonneau» est mort carbonisé au lieu-dit «le col de l'homme mort». Conformément à ses dernières volontés, son corps est incinéré et quelque temps plus tard, Marie-Thérèse touche une partie des assurances qui permettront notamment au vrai Dandonneau de payer la chirurgie esthétique. Le crime était parfait.

Pourtant, un enquêteur d'assurance, ancien gendarme, découvre le montage. Dandonneau est arrêté dans les Alpes-Maritimes le 13 janvier 1988, quelques jours avant Blouard, Meunier, sa concubine Marie-Thérèse et sa maîtresse, Danièle Simonnin.

A l'audience, ce drame rocambolesque prend un autre aspect avec l'évocation de la personnalité de Dandonneau. «Je ne comprends pas encore ce qui s'est passé», soupire la mère de Dandonneau. Elle a appris la mort de son fils, puis sa résurrection en prison. Elle l'avait vu pour la dernière fois en 1984. Car Yves ne s'est jamais entendu avec son père. Cet homme n'avait pas supporté une guerre d'Algérie faite en tant que gendarme. Au retour, c'est la dépression, la démission et le refuge dans la boisson. C'est un mari devenu méchant que M<sup>me</sup> Dandonneau évoque.

A dix-sept ans, Yves ayant fait un enfant à une gentille voisine, son père l'a obligé à se marier en lui donnant le choix entre le mariage ou les enfants de troupe. N'ayant pas un jour cassé le violon de son épouse violoniste ? Et un autre jour tenté de lui briser la main pour l'empêcher de travailler ? «Yves est un grand timide, gentil et affectueux. Il a souffert à cause de son père», conclut la mère. Dans un sanglot, la sœur d'Yves vient dire combien elle aimait cet «étierne adolescent». Mais elle refuse de parler de leur père et devant l'insistance du président, elle crie : «Pour expliquer l'attitude de mon frère, vous me demandez de détruire mon père...» Et elle quitte la barre en larmes, le visage décomposé par un choix impossible.

Il faudra l'œil froid des experts pour entrevoir une amorce d'explication. Pour la psychologue et le psychiatre, il apparaît que Dandonneau avait «souffert de l'éthylisme du père». Et au moment des faits, «toutes ses dernières hésitations se sont trouvées balayées lorsqu'on lui a présenté ce clochard ivre. Il a retrouvé la haine ressentie pour son père».

MAURICE PEYROT

Quinze policiers inculpés dans l'affaire des sociétés de dépannage à Paris. — M<sup>me</sup> Annie Grenier, juge d'instruction parisien chargée du dossier sur les pratiques existant entre des sociétés de dépannage et certains commissariats de police à Paris (le Monde du 30 avril), a inculpé de corruption quinze gardiens de la paix et brigadiers, lundi 29 et mardi 30 juin. Un dépanneur avait porté plainte pour dénoncer ses collègues qui versaient aux policiers une partie de l'argent perçu auprès des automobilistes dépannés. Cette somme venait «récompenser» des policiers qui avaient requis leur intervention pour remorquer des véhicules volés ou accidentés sur la voie publique.

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Les premiers départs en vacances sont perturbés par les barrages routiers

La circulation sur une partie du réseau routier français était toujours difficile, sinon bloquée, dans la matinée de mercredi 1<sup>er</sup> juillet, par un grand nombre de barrages ou d'«opérations-escargots» de chauffeurs-routiers. Ceux-ci protestent contre l'entrée en application, le 1<sup>er</sup> juillet, de la nouvelle réglementation sur le permis de conduire.

L'autoroute A-1 Paris-Lille était en partie fermée pour la troisième journée consécutive. L'ensemble de la région Rhône-Alpes connaissait à nouveau, après deux journées difficiles, de grosses perturbations. Dans le Sud-Ouest, l'agglomération toulousaine restait très difficile d'accès. Les autoroutes autour de Caen sont également en partie paralysées depuis mardi 30 juin.

Une réunion entre le premier ministre et M. Quilès, ministre de l'intérieur, M. Bianco, ministre de l'équipement, du transport et du logement, et M. Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et

fluviaux, s'est tenue, mardi dans la soirée, afin d'étudier, selon M. Bianco, «toutes les dispositions nécessaires pour assurer la liberté de la circulation».

Le ministre a précisé que les pouvoirs publics sont «ouverts à toutes les propositions pour une application intelligente du permis à points». M. Sarre a rappelé par sa part que «cette loi n'est pas renégociable».

La Fédération nationale des transports routiers (FNTR), principale organisation de transporteurs, a déposé devant le Conseil d'Etat un recours en annulation contre le permis à points. La FNTR invoque le principe constitutionnel de l'égalité de traitement des citoyens devant la loi. Elle estime qu'à la différence des automobilistes dont les infractions sont constatées en flagrant délit, les chauffeurs routiers pourront être sanctionnés a posteriori, d'après le relevé des disques du chronotachygraphe.

## Les manifestations contre le permis à points

## Le barème des sanctions

Les trente-trois millions de titulaires du permis de conduire disposent d'un capital de six points (le Monde du 23 juin). Toute infraction à la réglementation du code de la route, mettant en danger la vie des autres, reconnue par l'usage ou faisant l'objet d'une décision de justice définitive, peut entraîner le retrait d'une partie des points.

● 3 points. Conduite en état d'ébriété. Refus de se soumettre au contrôle d'alcoolémie. Homicide ou blessures involontaires. Délit de fuite. Refus d'obtempérer. Gêne ou entrave à la circulation. Fausses plaques. Conduite sous le coup d'une décision de suspension du permis de conduire.

● 2 points. Blessures involontaires n'entraînant pas une incapacité de travail supérieure à trois mois. Circulation sur la partie gauche de la chaussée. Franchissement ou chevauchement de ligne continue. Changement important de direction sans avoir averti ni s'être assuré que la manœuvre est sans danger. Dépassement de vitesse autorisée de 20 km/h ou plus sur

route et en ville, et de 30 km/h ou plus sur autoroute. Dépassement dangereux. Accélération d'allure alors qu'on est sur le point d'être dépassé. Non-respect de priorité. Non-respect d'arrêt obligatoire. Circulation en sens interdit. Arrêt ou stationnement dangereux. Circulation sans éclairage ni signalisation. Manœuvres interdites sur autoroutes. Circulation sur bande d'arrêt d'urgence.

● 1 point. Dépassement de vitesse autorisée de moins de 30 km/h sur route et en ville, et de moins de 30 km/h sur autoroute. Maintien des feux de route et de brouillard en cas de croisement.

La perte de six points a pour conséquence l'annulation du permis pour tous les usages. Pour retrouver le droit de conduire, il faudra avoir été reconnu apte après un examen médical, et repasser l'examen du permis de conduire après un délai de six mois. Il sera possible de reconstruire son capital de points, soit en ne commettant aucune infraction pendant trois ans, soit en suivant des stages de sensibilisation.

## Otages

La loi instituant le permis à points a été dictée par le simple bon sens : comment empêcher que le permis de conduire ne devienne, dans tant de mains, le permis de tuer ? Telle était la question à laquelle il s'agissait de répondre, et à laquelle le législateur a répondu. Depuis quelques années la France s'est lancée dans une politique sérieuse, et efficace, de sécurité routière. A chaque étape du processus, il s'est trouvé des corporations et des lobbies, toujours les mêmes, pour tenter des manœuvres de retardement et alimenter des polémiques démagogiques.

Les gros bras de la route, en organisant ces dizaines de barrages qui entravent la liberté d'aller et de venir, y compris de touristes étrangers qui gardent sans doute le meilleur souvenir de cet accueil, se livrent à une prise d'otages.

## La loi

## commune

Au nom de quelle logique faudrait-il qu'ils échappent, sous prétexte qu'ils roulent plus que les autres, à la loi commune ? Est-il sacrilège de leur imposer, comme à l'ensemble des titulaires du permis, une procédure qui leur donne, à chaque instant, l'état de leur dangerosité ou de leur excellence ? Soit ils se conduisent bien et ils n'ont rien à craindre, soit ils ne le font pas et il est juste qu'au nom des victimes potentielles on les dissuade de se comporter en seigneurs du bitume.

La méthode qu'ils emploient, fondée sur la force, est un abus de pouvoir. Sur les autoroutes qu'ils encombrement il ne manque que les centaines de milliers de personnes tuées parce qu'un jour, au hasard des rencontres, leur chemin a croisé celui d'un titulaire du permis sans points.

Br. F.

## Le débat sur les transports en Ile-de-France

## Le préfet de région donne son accord au projet de rocade souterraine pour doubler le périphérique

Le futur schéma directeur régional d'Ile-de-France, en cours de mise au point, devrait comporter, dans son chapitre consacré aux transports, une orientation favorable à certains projets d'autoroutes urbaines souterraines et à péage.

Dans une lettre adressée le 19 juin à M. Jacques Chirac, maire de Paris, M. Christian Sautter, le préfet de la région d'Ile-de-France, indique en effet que «l'Etat ne voit pas d'obstacle de principe à la réalisation [...] d'une rocade souterraine périphérique». Dans cette lettre, M. Sautter précise que ce projet devra avoir pour objectif «le renforcement de la capacité du boulevard périphérique et une reconquête de la voie urbaine locale». Il demande l'engagement de la Ville de Paris «sur la rentabilité financière de la concession de cette rocade» et indique qu'«aucune contribution financière ni aucune garantie [...] ne pourra être demandée à l'Etat pour ce projet, qui ne devra pas perturber la

programmation des opérations routières nationales». La préfecture de région soutient que ce projet améliorera «l'accessibilité locale autour du corridor périphérique sud et est» et qu'il assure la desserte du secteur Tolbiac-Seine amont.

La lettre du préfet de région a été postée quelques jours avant l'examen, par le Conseil de Paris, lundi 6 juillet, de l'étude sur le tronçon de cette rocade destiné à doubler en souterrain le boulevard périphérique à l'est et au sud, de la porte de Bagnolet à la porte d'Auteuil. En prenant une position de principe favorable, les pouvoirs publics relançant le débat sur les transports à Paris et en Ile-de-France.

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris et secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a toujours déclaré son hostilité aux voies souterraines. Le projet ICARE (infrastructures concédées d'autoroutes régionales enterrées), défendu par la majorité du

conseil régional, est contesté par les élus écologistes et socialistes d'Ile-de-France. MM. Christophe Canesche et Manuel Valls, conseillers régionaux socialistes, se prononçaient récemment (le Monde du 28-29 juin) «contre la création de routes souterraines». Ils pensent qu'elles seront techniquement très difficiles à réaliser, et que les dépassements de coûts entraîneront «le même scandale que les abattoirs de La Villette». Ils estiment également qu'elles vont accentuer l'afflux d'automobiles dans la capitale, et que l'argent privé serait mieux investi dans le bouclage des rocade existantes.

Certains élus socialistes, et probablement la totalité des écologistes, pourraient donc faire défection pour l'approbation du projet de nouveau schéma directeur, qui devrait être présenté à l'autonomie au conseil régional d'Ile-de-France.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## Relèvement de la taxe sur les cartes grises

Le premier budget rectificatif de la région Ile-de-France — 300 millions de francs sur un budget total de moins de 12 milliards de francs — a été adopté mardi 30 juin. Il prévoit l'adoption du relèvement de la taxe sur les cartes grises, qui passera de 115 à 142 francs par cheval-vapeur le 15 juillet prochain. Cette mesure devrait permettre de financer un plan de relance de 140 millions de francs en faveur des transports en commun et d'accélérer les opérations Météor (météo automatique léger) et Eole, destinées à soulager la ligne A du RER.

Cette volonté de «relance» des transports en commun a permis au président Michel Giraud (RPR) de rassembler une majorité comprenant les groupes RPR et UDF et onze élus, sur vingt-trois, du groupe Génération Ecologie. Celui-ci s'était prononcé, comme les Verts, pour l'abstention, attendant de «vrais revues» dans les prochains débats sur la révision du SDAU et le budget de la région en 1993. Le groupe socialiste a voté contre ce budget rectificatif.

150 000 000



501

# SOCIÉTÉ

## NUCLÉAIRE

Après la décision de suspension

### Les exploitants de Superphénix sont dans l'expectative

Les exploitants de Superphénix ont, semble-t-il, les grands oubliés dans les consultations menées par le premier ministre après le dépôt du rapport de l'autorité de sûreté. Si, face à l'hésitation du gouvernement, le pessimisme avait gagné certains responsables du nucléaire qui envisageaient un arrêt, le scénario de suspension les a, apparemment, tous surpris.

Pour M. Pierre Bérégovoy, les problèmes politiques l'ont visiblement emporté sur les aspects techniques, et les ingénieurs comme les conseillers techniques des ministères ont aujourd'hui un peu dans le flou. « Il faut que chacun ait une idée de ce qui se passe », lance l'un d'eux. « C'est un peu du happening », ajoute un autre. A la suite de la Creys-Malville, on n'est guère plus sûr : « Les conditions de la suspension sont précises, mais l'importance des travaux évoqués par le premier ministre nous n'avons rien pour l'instant », affirme M. Jacques Pomies, porte-parole de la direction.

Le communiqué publié lundi 29 juin par l'Agence Malgouyère subordonne en effet le redémarrage de Superphénix à la réalisation des travaux nécessaires pour faire face aux risques de sodium. Le 1<sup>er</sup> juillet, il s'agit probablement de la mise en œuvre des recommandations de l'autorité de sûreté datées 21-22 juin, mais cela n'a pas été confirmé mardi matin.

Il devraient être réalisés en deux temps. Tout d'abord, une protection au sodium en cas de fuite.

Coût : 100 millions de francs sur un total de 120 millions de francs de travaux programmés pour 1992 au plus tard. Parallèlement, l'exploitant devrait proposer aux autorités des modifications plus importantes, à réaliser dans les deux ans, portant sur les galeries dans lesquelles circulent les canalisations du circuit secondaire de sodium.

Plusieurs solutions techniques sont envisagées pour ces travaux qui exigent six mois d'arrêt préalable. Il faut ensuite prendre en compte le délai pour la mise en œuvre de la suspension de la production. On ne sait pas encore si la suspension sera réalisée avant les travaux (et elle devrait alors définir clairement les modifications à faire), ou après. Mais, dans les deux cas, il faut s'attendre à une annulation de la production pour Superphénix, qui n'a pas fonctionné depuis le 3 juillet 1990. « Dans ces conditions, il est difficile de prévoir le futur de la centrale », estime un expert.

Dès qu'ils seront fixés sur la nature et le planning des travaux, les exploitants de Superphénix (et aussi ceux de la centrale de Creys-Malville) devront alors définir leur ligne de conduite. Les discussions risquent d'être houleuses. « Si j'étais à leur place, dit un autre expert, je ne dépenserais pas un sou sur ces travaux », mais les exploitants ne sont pas les seuls à avoir une opinion sur la question. Les discussions se poursuivent au sein du comité de concertation nucléaire, et les exploitants de Superphénix ont déjà envoyé des lettres de protestation à l'ASN.

Il faudra prendre en compte les nombreux paramètres financiers, les aspects diplomatiques. Ainsi, le fait que l'arrêt de Superphénix est d'environ 200 millions de francs par an (450 millions de francs en frais fixes. En revanche, la note pour un arrêt définitif monterait à 1,5 milliard de francs, selon M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, à 25 milliards de francs (une dizaine pour la maintenance et le démantèlement de l'installation, une quinzaine pour les autres coûts).

En fait, les exploitants de Superphénix ont, semble-t-il, les grands oubliés dans les consultations menées par le premier ministre après le dépôt du rapport de l'autorité de sûreté. Si, face à l'hésitation du gouvernement, le pessimisme avait gagné certains responsables du nucléaire qui envisageaient un arrêt, le scénario de suspension les a, apparemment, tous surpris.

Pour M. Pierre Bérégovoy, les problèmes politiques l'ont visiblement emporté sur les aspects techniques, et les ingénieurs comme les conseillers techniques des ministères ont aujourd'hui un peu dans le flou. « Il faut que chacun ait une idée de ce qui se passe », lance l'un d'eux. « C'est un peu du happening », ajoute un autre. A la suite de la Creys-Malville, on n'est guère plus sûr : « Les conditions de la suspension sont précises, mais l'importance des travaux évoqués par le premier ministre nous n'avons rien pour l'instant », affirme M. Jacques Pomies, porte-parole de la direction.

Le communiqué publié lundi 29 juin par l'Agence Malgouyère subordonne en effet le redémarrage de Superphénix à la réalisation des travaux nécessaires pour faire face aux risques de sodium. Le 1<sup>er</sup> juillet, il s'agit probablement de la mise en œuvre des recommandations de l'autorité de sûreté datées 21-22 juin, mais cela n'a pas été confirmé mardi matin.

Il devraient être réalisés en deux temps. Tout d'abord, une protection au sodium en cas de fuite.

## RELIGIONS

### Un entretien avec M. Dalil Boubakeur

Le recteur de la Mosquée de Paris lance « un appel à des états généraux de l'islam » en France

M. Dalil Boubakeur a succédé le 12 avril dernier à M. Tedjini Hadjam, membre du Haut Conseil d'Etat algérien, à la tête de la Mosquée de Paris. Dans un entretien au Monde, le recteur de la Mosquée de Paris, M. Dalil Boubakeur, a évoqué la situation de la communauté musulmane en France, les défis qu'elle doit relever, et les initiatives qu'il compte prendre.

« Historiquement, la relation entre l'islam et la France est ancienne. Elle est marquée par la présence de la Mosquée de Paris, qui est un lieu de rencontre et de dialogue entre les deux cultures. »

« Je partage les sentiments de la majorité de la communauté musulmane de France, qui souffre de la situation de l'islam en France. Je suis inquiet pour l'avenir de la communauté musulmane en France, mais aussi pour l'avenir de la France elle-même. »

« Peut-on craindre des incidences sur la situation de l'islam en France ? »

« Tout événement de ce genre-là a des incidences sur la vie de la communauté musulmane en France. Plus que jamais, l'esprit de responsabilité doit nous inciter à bâtir une communauté paisible, fraternelle, consciente de l'avenir. »

« Dans l'état actuel d'ignorance de la communauté musulmane, on ne peut exclure aucun danger. Mais il faut tempérer les esprits et de faire émerger une représentation significative et responsable de l'islam. »

« Une composante définitive du paysage religieux »

« Mais la communauté musulmane en France n'est pas une communauté homogène. Elle est composée de personnes de différentes origines, de différentes cultures, de différentes langues. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

## SPORTS

TENNIS : Les championnats de Wimbledon

### Martina Navratilova, gardienne du temple

La première demi-finale dames des championnats de Wimbledon opposera, jeudi 2 juillet, la Yougoslave Monica Seles (n° 1), qui a battu la Française Nathalie Tauziat (n° 14), 6-1, 6-3, à l'Américaine Martina Navratilova (n° 4), qui s'est imposée face à la Bulgare Katerina Maleeva (n° 12), 6-3, 7-6. L'Allemande Steffi Graf (n° 2), qui a disposé de la Russe Natalia Zvereva (6-3, 6-1), rencontrera l'Argentine Gabriela Sabatini (n° 3) et l'Américaine Jennifer Capriati (n° 11), dont le match a été interrompu par la nuit, sur le score de 6-3, 6-3, 6-3 en faveur de Sabatini.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Martina Navratilova n'est pas une nouvelle venue. Elle est une gardienne du temple. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

Reine incontestée de Wimbledon, Martina Navratilova aura mis des années à conquérir la légende. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

Reine incontestée de Wimbledon, Martina Navratilova aura mis des années à conquérir la légende. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

Reine incontestée de Wimbledon, Martina Navratilova aura mis des années à conquérir la légende. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

Reine incontestée de Wimbledon, Martina Navratilova aura mis des années à conquérir la légende. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

Reine incontestée de Wimbledon, Martina Navratilova aura mis des années à conquérir la légende. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises. Elle est la première femme à avoir remporté Wimbledon à sept reprises.

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

## REPÈRES

FINANCES LOCALES

L'Etat épongera 75 % du déficit

des Jeux d'Albertville

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé, mardi 30 juin, aux coprésidents du COJO, MM. Jean-Claude Killy et Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie (RPR), que l'Etat prendrait à sa charge les trois quarts du déficit des Jeux olympiques d'hiver, le quart restant étant assuré par le département de la Savoie. Le montant du déficit, qui pourrait approcher les 200 millions de francs, sera connu le 1<sup>er</sup> juillet à l'issue du conseil d'administration du COJO. Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat. Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 1987 entre M. Jacques Chirac, alors premier ministre, et le COJO prévoyait une répartition du déficit entre le département de la Savoie, le conseil général de la Savoie, le conseil régional de la Savoie et l'Etat.

## TERRORISME

Cinq ans de prison

pour « la blonde du GAL »

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL).

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue. Elle était accusée d'être l'une des personnes qui ont financé le groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL).

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.

La cour d'appel de Pau a condamné, mardi 30 juin, quatre membres présumés du groupe anti-terroriste de la Garde armée libanaise (GAL). Les quatre personnes, dont la plupart étaient des réfugiés basques vivant en France, Dominique Thorez, âgé de trente-cinq ans, a souvent été présentée comme « la blonde du GAL », surnom par lequel elle était connue.



M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris.

« Aucune prétention hégémonique »

« Comment expliquer le fait que la communauté musulmane en France n'est pas une communauté homogène ? »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux français. Le Coran est une référence pour les musulmans, mais il ne faut pas en faire une référence exclusive. »

« L'islam est devenu une composante, désormais définitive, du paysage religieux



# Découvrez ce qui peut être aussi **utile** à votre ville qu'à un **chômeur** de longue durée.

Dans votre ville ou votre commune, vous pouvez décider de :

- Repeindre les bâtiments des écoles.
- Reboiser des espaces en friche.
- Installer des aires de jeu dans les cités.
- Nettoyer l'affichage sauvage.
- Signaliser les chemins de promenade.

Vous avez sûrement des projets comme ceux-là... ou d'autres. N'hésitez plus ! Ce sont des activités que vous pouvez proposer à des chômeurs de longue durée grâce aux Contrats Emploi Solidarité (C.E.S.). Renseignez-vous auprès de votre A.N.P.E. ou de votre Préfecture. Ces contrats sont souples dans leur durée, de 6 à 18 mois. Ils peuvent donc s'adapter à la plupart des besoins. Ajoutons que leur coût est très faible, de l'ordre de 600 Francs pour les collectivités locales... Réalisez vos projets, cela changera la vie de tout le monde.

*Chômage de longue durée.*

**IL EXISTE DES SOLUTIONS, NE LES LAISSONS PAS PASSER.**



Ministère du Travail, de l'Emploi  
et de la Formation Professionnelle

مركز العمل















## ÉCONOMIE

## BILLET

## Indéracinable chômage

Il y a un linceul rituel, la publication mensuelle des chiffres du chômage n'en fonctionne pas moins un douloureux rappel à la réalité. Mauvais, les chiffres du chômage du 1<sup>er</sup> juillet, qui viennent s'ajouter à une longue série de chiffres négatifs, ne font que confirmer l'évidence : les volontaristes et les gouvernements, même intelligents, ne changent rien. Ainsi que M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, en a fait le « décourageant » devant l'association des entreprises anglo-américaines, les efforts d'entreprise, non seulement n'embouchent pas, mais licencient, et, au taux d'intérêt élevé, l'environnement économique n'est toujours pas favorable.

Le chômage étant indéracinable, deux faits entretiennent le danger de manière durable. En 1991, 10,2 % rapport à l'an passé, les licenciements économiques ont été de 220 000 depuis janvier, qui démontrent bien la suppression d'effectifs s'est imposée à la gestion, comprise pour les entreprises en bonne santé, soucieuses, et, au contraire, d'améliorer la compétitivité. La deuxième menace vient du chômage à long terme, qui ne cesse de gonfler. Un tiers des chômeurs sont inscrits depuis plus d'un an, soit près de 915 000, soit une augmentation de 16,2 % par rapport à mai 1991. Plus, la durée moyenne de chômage s'est allongée de 390 jours, c'est-à-dire de 8 de plus l'année dernière.

Sur un objectif de 500 000 par M<sup>me</sup> Edith Cresson, puis de 900 000 par M<sup>me</sup> M. Bérégovoy, l'opération en faveur des chômeurs à long terme, qui s'est achevée en novembre, n'en est pas plus urgente. Mais, en même temps, elle apparaît également vaine. Les mesures individuelles en cours, comment peut-on, comme promis, offrir une solution à chacun, un stage, une formation d'intérêt général ou un emploi ? S'agissant des capacités du marché du travail, la réponse est connue. A peine 30 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 1991, et les prévisions pour 1992 sont faibles. Ces conditions, il n'y a rien à espérer, sauf, comme M<sup>me</sup> Aubry commence à le dire, à chercher une autre voie de développement à nouveaux emplois, services, qui représentent 43 % de la consommation des ménages au Japon, contre 33 % en Europe. Ce qui supposerait une vraie révolution.

ALAIN LEBEAUBE

## SMIC, retraites, allocations familiales

Les hausses du 1<sup>er</sup> juillet

Outre le SMIC (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), plusieurs prestations sociales ont été revalorisées à compter du mercredi 1<sup>er</sup> juillet. Le salaire minimum de croissance doit être augmenté de 2,3 %, soit porté à 34,07 francs à l'heure, soit quelque 5 759 francs bruts mensuels (pour 169 heures de travail).

Les pensions de retraite de la Sécurité sociale progressent de 1,8 %, même que le minimum-vieillesse (3 170 francs par mois pour une personne seule, 5 433,30 francs pour un couple).

Le plafond de la Sécurité sociale progresse de 1 % pour atteindre 12 150 francs alors que la contribution complémentaire des artisans est majorée de 1,7 % au 1<sup>er</sup> juillet.

que la valeur du point AGRR (retraites complémentaires) a augmenté de 3,73 %.

La base mensuelle de calcul des allocations familiales (+ 1,8 %) est portée à 1 974,55 francs (soit 632 francs pour deux enfants, 1 441 francs pour trois enfants, 2 251 francs pour quatre enfants). La majoration au titre de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée est portée à 509 francs pour un enfant de moins de trois ans et à 300 francs au-delà de cet âge.

Revalorisés de 1,8 %, le montant mensuel du revenu minimum d'insertion est porté à 2 224,11 francs pour une personne seule (3 336,16 francs pour un couple).

## Un entretien avec M. René Teulade

« La crédibilité du système conventionnel est en jeu » nous déclare le ministre des affaires sociales

« Vous avez demandé au ministre de la Santé de se pencher sur la maîtrise des dépenses de santé, juste avant son examen final par l'Assemblée nationale. Avez-vous craint l'opposition du Parti communiste ? Ou, au contraire, en rejetant ce texte, ne craigniez-vous pas de perdre le soutien de la gauche ? »

« J'ai suggéré, en effet, au premier ministre, de ne pas prévoir la poursuite de l'examen de ce projet à l'occasion de la session extraordinaire. Le gouvernement n'avait ni écrit ni choisi cet accord dont nous avons hérité. L'opposition, en fait, balayée les partenaires sociaux qui avaient eu un accord. Tout au long de la discussion parlementaire - au Sénat comme à l'Assemblée nationale - le gouvernement a montré son esprit d'ouverture alors que l'opposition a démontré qu'elle refusait les efforts de maîtrise des dépenses et négligeait la valeur d'un accord contractuel.

En somme, il s'agit d'affaire, il y a eu ceux qui ont pu soutenir, bien qu'ils n'aient pas signé, et ceux qui ont signé mais ont oublié de soutenir. Or, l'enjeu est considérable.

pour l'avenir du système, chacun en est conscient, même si beaucoup font aujourd'hui de la démagogie sur ce thème. Ces conditions, la poursuite de la discussion devenait sans objet.

« Depuis l'adoption du projet de loi, les partenaires conventionnels (caisses d'assurance-maladie et syndicats de médecins) ont fait preuve d'une grande discrétion. S'ils ne parviennent pas à s'entendre sur un accord satisfaisant, quelle sera votre attitude ? »

« Le projet de loi avait pourtant clairement demandé aux partenaires sociaux et aux médecins. Le projet même a reçu leur accord formel. Il est certain que les partenaires conventionnels ont très insuffisamment porté leur poids devant la profession médicale. Il y a eu un accord de pédagogie, il compte donc reprendre l'initiative en réunissant des protagonistes et en leur demandant de prendre des engagements afin de s'engager clairement dans cette voie : il faut qu'ils clarifient leurs positions, qu'ils justifient leurs signatures, qu'ils expliquent l'accord à leurs mandats. Il faut que, dans l'attente, une nouvelle réévaluation tarifaire soit faite.

« De nombreux médecins ont déclaré vouloir leur maîtrise totale. Je leur redonne la parole ainsi.

qu'à leurs partenaires. D'ailleurs, rien n'empêche l'application immédiate de certaines mesures pratiques qui ne nécessitent pas une loi, tandis que l'accord-cadre Etat-caisses d'octobre 1991 est pleinement appliqué. Au total, c'est bien la crédibilité du système conventionnel qui est en jeu.

« Dans le domaine social, le gouvernement de M. Bérégovoy a paru surtout soucieux de ne pas brusquer les partenaires. Le retrait du projet de loi ne risque-t-il pas de renforcer les impressions ? »

« Le gouvernement de Pierre Bérégovoy a surtout le souci d'enrichir la réflexion relative à la distinction des dépenses d'assurance collective et de solidarité matière de retraite ou la maîtrise des dépenses de santé ne s'imposent ni le plan technique ni d'un point de vue politique. Le gouvernement d'abord sur une écoute approfondie et sérieuse des interlocuteurs, qui servent alors la voie à la décision. C'est ce que nous avons fait. Le projet de loi, le texte, fondamentalement, prévoit la reconduction de la consolidation du RMI.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL NORMAND

## Le gouvernement recule sur les dépenses de santé

Suite de la première page

Or, le point décisif l'encadre des signatures, la CSMP a fait mine de découvrir l'ambiguïté du texte alors que la Caisse nationale d'assurance-maladie s'est enfermée dans un mutisme complet.

M. René Teulade, ministre des affaires sociales, s'est retrouvé isolé, pris en porte à faux entre une coalition allant du RPR au Parti communiste et les partenaires refusant d'assumer leur décision. Certes, on ne dit qu'une seconde motion de confiance sur son projet de loi, l'accord du 10 avril n'aurait pas été la bonne mais cette probabilité, que le gouvernement a cédé alors que les politiques ne proposent aucune alternative et considèrent, avec un bel ensemble, la défense des intérêts des malades par le maintien d'un système qui aboutit à multiplier les actes inutiles et le dépassement généralisé des honoraires de la « Sécurité ».

Un coup, il s'est incliné devant le corporatisme des représentants du corps médical (qui traversent la même crise de représentativité que les syndicalistes du secteur salarié), plus préoccupés par leurs rivalités internes que par les intérêts des malades à la recherche de règles du jeu claires et acceptables.

## Un dénouement de trésorerie de 30 milliards

Le gouvernement se résout donc à renvoyer la balle vers le camp des partenaires qui ont amplement fait la preuve de leur incapacité à gérer le système. Ironie du sort, chacun s'attend à ce que le Conseil d'Etat annule dans les prochains jours la loi de financement de 1993 négociée par l'assurance-maladie et les médecins... M. Teulade peut, à juste titre, considérer que « la crédibilité du système conventionnel est en jeu ». Mais il est mal placé pour le dire, car il a pour interlocuteurs à « clarifier leurs positions » et à « fortifier leurs signatures ».

En dépit des mesures de rétorsion (gel de la revalorisation de la tarification de la visite à domicile des médecins et des petits soins chirurgicaux).

des menaces et peines voilées (sanctions contre les praticiens « sauvages »), les dépenses, augmentées par les cotisations de retraite des médecins, il n'impose une véritable date-but. D'autre part, à neuf mois des élections législatives, le premier ministre dont la préoccupation majeure est le domaine social aura-t-il l'entière responsabilité de l'opération - qu'il s'agisse des retraites de la dépendance des personnes âgées ou du travail du dimanche - peut-il prétendre exercer une pression efficace ? Il n'est pas surprenant que les syndicats médicaux et l'opposition assimilent d'ores et déjà le retrait du projet de loi à une capitulation en route.

Pourtant, ce « jet de l'éponge » est doublement paradoxal. D'abord, le ministre de M. Teulade et son prédécesseur, M. Jean-

Louis Bianco, à plaider la rationalisation du système de santé commençant à porter ses fruits. Les douze derniers mois, les dépenses de santé n'ont progressé que de 5 % alors que leur croissance variait entre 7 % et 9 % ces trois dernières années. En second lieu, les répercussions du ralentissement économique et la montée du chômage ont les rentes dans les prochains jours par un découvert de 30 milliards de francs de la trésorerie de la « Sécurité », justifiant encore davantage des mesures de dépenses.

La Caisse nationale d'assurance-maladie vient d'ailleurs de mettre au point un dispositif retardant de quatre jours le délai de remboursement des honoraires. Cette mesure, qui pourrait être appliquée aux autres professions libérales, permettrait d'économiser quelque 10 milliards de francs. C'est-à-dire le plus gros complément de la mesure d'accompagnement (dont le montant de 10 francs du bar de la consommation) aux mesures de maîtrise de la « contrepartie » à l'application de la loi sur la maîtrise des dépenses de santé.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Thomas reconduit à la tête de la BNP  
■ M. Peyrelevade à l'UAP

## Valse-hésitation pour la présidence de la Banque nationale de Paris

Il aura fallu deux conseils d'administration en huit jours pour que finalement M. René Thomas soit reconduit, mardi 30 juin, à la tête de la BNP (Banque nationale de Paris). La valse-hésitation des pouvoirs publics dans le choix d'un éventuel successeur à M. Thomas a finalement débouché sur un statu quo (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). A l'expiration de la BNP, il n'y a eu le moindre suspens pour l'UAP (Union d'assurance de Paris). Sans surprise, M. Jean Peyrelevade a été renommé pour deux ans à la présidence de la compagnie d'assurances, qu'il occupe depuis 1988.

La manière dont les choses se sont passées à la BNP est un triste spectacle. C'est un mandat de confiance qui vient de donner l'Etat français un homme incapable de donner un mandat à un homme qui a été victime d'un grave accident de santé n'ayant, à ce moment, accepté de finir son mandat qu'à trois ans, condition qu'un successeur lui soit désigné.

## Carrière à l'allemande

Il y a récemment, il avait accepté de voir son mandat continuer. Le Tout-Paris savait qu'il se tenait énormément à voir le choix du gouvernement se porter sur M. Daniel Lebègue, nommé directeur du Trésor en 1984 par M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des finances, et parachuté comme directeur général de la BNP à la fin de 1987, pour laisser place à M. Jean-Claude Trichet Rue de Rivoli.

D'une vive intelligence, très apprécié au Trésor pour qu'il décidait vite et bien, M. Lebègue n'en était pas moins l'objet de critiques assez vives au sein de la banque. Lui qui reproche de ne pas avoir assez l'état d'esprit de la banque commerciale, de

colonne vertébrale pour se battre efficacement contre l'extérieur. Les préférences de M. Thomas allaient à M. Trichet, mais ce dernier n'a finalement voulu quitter la fonction publique, n'ayant pas douté pour d'autres postes éminents dans le futur. S'il avait accepté, M. Lebègue, son prédécesseur au Trésor, n'aurait pu démissionner restant directeur général de la BNP, et le gouvernement eût été contraint de lui trouver un point de chute : on avait parlé de la présidence des AGF à la place de M. Michel Albert ou de celle du GAN occupée par M. François Heilbronner.

Les derniers ont vu leurs mandats renouvelés. On le sait, M. Lebègue était directeur général de la BNP. M. Thomas, un désespoir de cause, a accepté de « remplacer », mais pour seulement dix-huit mois, jusqu'aux soixante-cinq ans fatidiques de son départ en retraite. Le problème est donc renvoyé au janvier 1994. C'est dire qu'il n'est pas réglé, autant : « Nous sommes un cul-de-sac », gémit-on à la BNP.

Tout même, la première banque commerciale de France mérite qu'elle ne soit traitée comme une simple administration. Est-ce trop demander que soit nommé à la tête d'un tel établissement un homme qui, pendant un temps suffisant, a fait ses preuves dans la banque commerciale, métier devenu difficile et plein de risques ?

M. René Thomas, qui a acquis une réputation flatteuse dans les milieux bancaires français et internationaux, avait débuté en 1961 comme secrétaire général du Comptoir national d'escompte de Paris, fusionné en 1967 avec la BNCI pour former la BNP, avant de devenir directeur général adjoint en 1979 et président en 1982. C'est une carrière à l'allemande, qui lui a permis de faire ses preuves et d'acquiescer pleinement à la culture de l'entreprise.

FRANÇOIS RENARD

## La réforme de la PAC définitivement adoptée à Luxembourg

## Les Etats membres auront une marge de manœuvre agricole importante

A l'issue de la deuxième réunion, mardi 30 juin, les ministres de l'Agriculture des Douze aux modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune (PAC), M. Louis Mermaz s'est montré « satisfait », comme si les décisions et orientations arrêtées à l'issue du coup de force de nature à calmer les craintes des agriculteurs et à les inciter à lever leurs barrières.

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
■ envoyé spécial

Au-delà de l'aspect technique des questions abordées, l'idée qui a guidé les ministres pendant la période d'urgence de deux jours (jusqu'en 1994-1995), une large marge d'appréciation quant à la manière de mettre en œuvre la réforme. Une façon de donner au principe de subsidiarité. Cela vaudra notamment pour le calcul des aides à l'hectare au profit des producteurs de céréales et d'oléagineux, les prix résultant de la PAC. La France organisera ses références céréalières et oléagineuses comme elle l'entend, a commenté le ministre de l'Agriculture et de la forêt.

## Une brèche dans le principe de cohérence

Sur la base des céréales, conformément aux souhaits exprimés par les organisations professionnelles, les versements compensatoires établis en prenant en compte, pour un tiers, la production nationale, et pour deux tiers, le rendement moyen dans des zones plus limitées. Les primes tiendront compte, le plus possible, des performances individuelles et collectives des exploitations.

Deuxième point de satisfaction pour M. Mermaz, étroitement lié au premier : M. Ray Murr, la commissaire européenne chargée des affaires agricoles, a accepté, à titre provisoire, que la courbe de remboursement des rendements (utilisée pour le calcul des versements compensatoires), déjà appliquée aux oléagineux, soit maintenue. Ce qui aboutit sans doute à l'intérêt des agriculteurs, à accepter une réforme de la politique de cohérence qui une relation fixe entre les prix et primes versés aux producteurs d'oléagineux et aux céréales.

Un point positif pour Paris : le soutien communautaire accordé

troupeaux mixtes (vaches laitières et viande) élevés dans les régions défavorisées - un problème qui concerne principalement le Massif Central - dont M. Mermaz estimait qu'il avait injustement été négligé, sera amélioré. Aujourd'hui, les exploitants qui, dans ces régions, atteignent le niveau de 60 000 litres de lait par an (correspondant en moyenne à un troupeau de 10 vaches) n'ont plus le droit de toucher les primes à la vache allaitante. Il sera vraisemblablement porté à 120 000 litres.

La encore, animé par l'idée de mieux quadriller, en fonction des caractéristiques régionales, l'aide à

l'élevage, M. Mermaz a demandé que soit revu le régime de soutien aux éleveurs traditionnels herbagers, situés par exemple en Normandie, en Bretagne, ou dans les Pyrénées. Compte tenu des dispositions adoptées en 1992, ceux-ci seraient en relativement mal par rapport aux producteurs alimentant leurs animaux avec du maïs, lequel bénéficie d'un soutien financier appréciable.

La réforme de la PAC constitue un cadre, il fallait le compléter des règles d'application, puis des dispositions nationales, a commenté M. Mermaz.

PHILIPPE LEMAITRE

## La journée nationale d'action de la FNSEA et du CNJA

## Les agriculteurs se sont mobilisés dans quatre-vingt-cinq départements

Les agriculteurs se sont largement mobilisés, mardi 30 juin, à l'appel de la FNSEA et du CNJA, pour exprimer leurs craintes à l'égard des effets de la réforme de la politique agricole commune (PAC), en organisant dans la quasi-totalité des régions des barrières à routes - ou en même temps que les camionneurs - ou le blocage de certaines villes. A Lourdes, nous signalons notre correspondant Jean-Jacques Rollat, la circulation des pèlerins a été très perturbée.

Ces opérations ont touché 85 départements (la Bretagne généralement à l'écart) et mobilisé 300 à 1 000 personnes dans les endroits. Elles se sont généralement déroulées dans le calme, les manifestants acceptant de se disperser en cas d'intervention des forces de l'ordre. Cependant, une manifestation a dégénéré à Pau, où un agriculteur a grièvement blessé à la main par une grenade lacrymogène. A Digne,

un agriculteur a été légèrement blessé. Les agriculteurs ont muré certaines entrées de la préfecture de Saône-et-Loire, à Mâcon.

En Gers, les agriculteurs occupent pendant près de cinq heures la préfecture d'Auch. La sous-préfecture de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) a été assiégée. Des manifestations ont eu lieu dans les sous-préfectures, les préfectures et les sous-préfectures, les agriculteurs ont organisé des sit-in, déversé du foin, jeté des pneus ou jeté des œufs. Des paysans ont retardé le passage du TGV Toulouse-Paris en bloquant le vote près de Castelsarrasin, et les lignes Paris-Nantes et Paris-Bâle ont été bloquées plusieurs heures.

En Bassin parisien, les manifestants ont renoncé à se rassembler à Rungis (Val-de-Marne), et le dispositif policier spécifique a été mis en place le 30. Des agriculteurs de l'Aube ont « inauguré » à leur façon la nouvelle section Troyes-Châlons-sur-Marne de l'A-26, quatre heures avant l'ouverture

officielle. Certains groupes ont prouvé d'imagination : à Brantôme (Dordogne), deux responsables agricoles ont déposé plainte auprès de la gendarmerie contre M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt, pour « non-assistance à personne en danger ». La plainte a été dûment enregistrée.

Commentant la journée d'action, qu'il a qualifiée de « réussie », M. Christian Jacob, président du CNJA, s'en est pris à M. Mermaz - qui est à Luxembourg pour un conseil des ministres, estimant qu'« à chaque fois qu'il allait à un genre de réunion, il revenait à Paris avec des mains... ». Il a réclamé la mise en place par Paris d'un plan d'adaptation, notamment la diminution des charges supportées par les paysans. « Les 700 000 agriculteurs allemands, a-t-il souligné, ont obtenu, comme pension à la PAC, une aide de 7 milliards de francs leur gouver-

150 000 000 000



صكرا عن الاصل

# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Un **rouble** unifié entre en vigueur

### Le gouvernement russe a adopté un nouveau programme de réformes

Mis à part la décision d'introduire, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, un cours unique pour le rouble, timide prélude à une réelle convertibilité de la monnaie, le plan d'approfondissement de la libéralisation économique, présenté mardi 30 juin par le gouvernement, présente plus comme un catalogue de bonnes intentions que comme un calendrier précis de la poursuite des réformes économiques.

#### MOSCOU

Un envoyé spécial

«Ce programme, bien qu'il ne soit pas destiné à être officiellement présenté devant le **Parlement**, doit démontrer à la communauté internationale l'attachement de la direction russe à la politique de réforme et au passage à l'économie de marché», pouvait-on lire dans les *Izvestia* du mardi.

Avant la réunion des pays les plus industrialisés, à Munich, du 6 au 8 juillet, le gouvernement de Moscou a tenu à faire preuve de sa bonne volonté, à fixer un cadre général, un échéancier, sans pour autant préciser la date à la nature des réformes concrètes. Un exemple : il n'a toujours pas indiqué quand seront libéralisés les prix de l'énergie, une décision estimée comme prioritaire par le FMI (Fonds monétaire international).

Trois étapes sont prévues au terme desquelles l'économie russe devrait retrouver un rythme de croissance positif, comme l'a expliqué le vice-premier ministre, M. Igor Galitzin. La première étape, dite «de crise», vise à poursuivre la libéralisation et la stabilisation financière. L'objectif sera de faire descendre jusqu'à 20 % le PNB (produit national brut) par rapport au prix qui sera fixé par les autorités et à 10 % de la production mondiale, les *Izvestia* ont écrit. Le déficit des dépenses publiques

devrait être stabilisé à 3,5 % du PNB, l'inflation réduite à 3 % en 1992 et à 2 % l'année suivante. La deuxième étape, au terme de laquelle devraient être développées les entreprises privées à la concurrence, vise à réduire à 40 % la part des entreprises d'État dans le PNB. La croissance du PNB devra alors suivre son rythme d'avant la crise, c'est-à-dire s'inscrire en hausse de plus de 10 % en 1991 et en 1992. La troisième étape, dite «reconstruction», vise à voir une croissance du PNB de 3,4 % par an et une forte hausse des exportations de haute technologie.

L'introduction du 1<sup>er</sup> juillet d'un cours unique pour le rouble à un taux initial de 125 roubles pour 1 dollar devrait favoriser considérablement les exportateurs russes qui, jusqu'à présent, échangeaient leurs devises qu'ils gagnaient à un taux inférieur à celui du marché. Cette décision, premier préalable à une véritable mise du rouble, pourrait certes stimuler les exportations, mais certains craignent qu'elle ait aussi un effet inflationniste. Le fonds de stabilisation du rouble, de 6 milliards de dollars, dont la moitié a été transférée par les gouvernements occidentaux en avril, n'a pas encore vu le jour, et on ignore si la banque centrale aura les moyens psychologiques et financiers d'en assurer une nouvelle chute du rouble.

Le programme de réformes doit être présenté au Parlement russe à la fin de cette semaine et il est probable que les négociations autour d'un accord entre M. Boris Eltsine, président de la Duma, et le gouvernement russe, qui ont été très tendues, se poursuivent. Le président russe semble maintenant acquis à l'idée, dite «industrielle», qui estiment prioritaire l'augmentation de la production, c'est-à-dire la poursuite des libéralisations.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## INDUSTRIE

Un revers pour le monde coopératif

### Bongrain l'emporte sur Besnier pour la reprise de l'ULN

Le conseil d'administration de l'Union laitière normande (ULN), réuni mardi 30 juin, a rejeté la proposition de reprise de l'ULN par Bongrain et rejeté celle de Besnier. Une décision en commandite constituée pour reprendre les activités de ce groupe coopératif qui représente 10 % de la collecte de lait en France. Son capital sans déduction à 40 % par l'ULN, 40 % par les banques et 14 % par Bongrain. Elle devait être responsable de la gestion. Le conseil a réparti entre la Sodial (Violette) et Entremont. Toutefois, les négociations se poursuivaient mercredi 1<sup>er</sup> juillet pour préciser les engagements financiers de chacun.

Jusqu'en bout, la bataille a opposé les deux B (Bongrain et Besnier) pour la reprise de l'Union laitière normande (ULN), un des premiers groupes agroalimentaires français (15 milliards de francs de chiffre d'affaires et 500 salariés). Cette entreprise, l'Ouest, au bord du dépôt de bilan depuis le début de l'année, passe dans le secteur privé. Elle ne peut avoir son matriciel son développement. Cette issue est un revers pour le monde coopératif, tant pour sa manière de gérer un groupe que pour son incapacité à venir porter secours à une entreprise du secteur. Quant au choix du repreneur, la logique la plus économique que politique. La solution Besnier, apparemment la plus efficace, a été rejetée. Bongrain, plus affirmé, a pu convaincre les producteurs de lait de l'ULN. Un atout de taille en ces temps de crise.

La santé financière de ce groupe, basé sur M. Auguste Grandin, président de la deuxième guerre mondiale, n'a jamais été brillante. Ce regroupement de sept

coopératives, du premier maillon des vallées d'Elle et Vire, s'est développé en grande partie grâce aux subventions agricoles pour les produits à base de lait, la poudre et le beurre. Le conseil d'administration, composé de notables, confiait donc la direction générale de l'entreprise à des hauts fonctionnaires connus pour leurs relations à Bruxelles.

Cette rente à la situation a permis à l'ULN de développer sa production de lait et de se constituer en un des premiers exportateurs français de produits agroalimentaires. Toutefois, cette croissance n'était pas sans effets négatifs sur les résultats. Au contraire, les déficits apparaissent conjugués à la faiblesse, la politique des quotas laitiers, décidée en 1984, obligeait l'ULN à revoir sa stratégie pour le lait. Les produits à valeur ajoutée, comme les desserts, l'emmental et les yaourts. Le groupe intensifiait alors ses efforts sur des marques comme Elle et Vire, Meule d'Or ou Mamie Nova.

Un autre virage, celui de l'international, était pris au début des années 90 sous l'impulsion de M. Alain Julien. Ce repreneur directeur général, venait dans une série d'acquisitions à Belgique et en Espagne, espérant constituer un groupe européen d'envergure. Le tout sous le bienveillant des administrateurs mais sans le consentement de son banquier principal, le Crédit agricole, qui prenait ses distances. La fragilité des finances élaborées pour ces acquisitions, le poids de l'endettement et les pertes d'exploitation conduisaient l'ULN au dépôt de bilan en mars 1992. Cette catastrophe provoquait par la suite l'éviction de M. Julien de son poste de directeur général, tandis que le président du conseil d'administration, M. Michel Ledru, était renouvelé à l'unanimité. Les fonctions de président de l'ULN qu'il avait depuis juillet 1989...

Un consortium de seize banques, conduit par le Crédit agricole, accor-

dait alors un crédit-relais à l'ULN attendant les plans de restructuration. La cession de la GUF (Général ultrafrais), société contrôlant Mamie Nova. Devant l'importance de l'enjeu, les banques du monde agricole, les pouvoirs publics, via le CIRI (comité interministériel de restructuration industrielle), s'en mêlaient.

À mi-juin, deux candidats, Bongrain et Besnier, déposaient leurs candidatures au CIRI. Débutait alors une lutte acharnée entre deux groupes familiaux mais discrets et semblables. Les deux candidats voulaient chacun s'affirmer à un niveau européen. M. Jean-Noël Bongrain, soixante-sept ans, a partir d'Iloud dans la Haute-Marne, M. Michel Besnier, cinquante ans, a partir de Laval dans la Mayenne. Ont, l'espace de quarante ans, transformé leur petite laiterie en un groupe leader des marchés. Si Bongrain a inventé le Caprice des diables en 1956, qui fut la base de son expansion, Besnier s'est appuyé sur son camembert Président créé en 1968.

#### Coups de poignard

Jusqu'à présent, lors des rachats d'entreprises, les coups de poignard n'ont pas manqué, raconte un proche de la négociation pour décrire l'ambiance tendue des discussions. En position d'arbitre, les pouvoirs publics penchent dans un premier temps pour la solution Besnier, ce dernier ayant l'expérience de la gestion d'envergure, la dernière en date étant celle de la BSN en 1990. De plus, ce groupe couvre tous les métiers de l'ULN, contrairement à Bongrain, uniquement présent dans le fromage. Mais trois problèmes surgissent alors : l'hostilité des producteurs de lait de l'ULN pour qui passer dans le concurrent, qui plus est privé, s'apparente à un acte de trahison ; le poids d'une dette de monopole dans l'Ouest ; la fragilité du capital de l'entreprise.

La succession de M. Michel Bes-

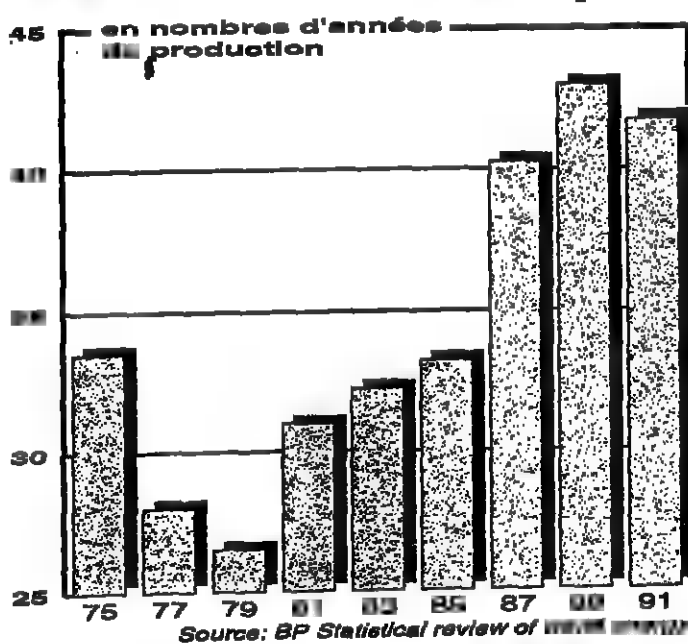
nier pose problème puisque cette société, jusqu'à présent familiale et non cotée en Bourse, a une taille trop importante (19 milliards de francs de chiffre d'affaires) pour être reprise par un groupe français. Pour cela les pouvoirs publics ont envisagé un montage d'entrée dans le capital de Besnier de Sanoft, une filiale d'Elf-Aquitaine, présente dans le fromage, l'intermédiaire d'Entremont. Ce projet ne fut concrétisé. A la fin de la semaine dernière, Sanoft changea alors de camp pour rejoindre celui de Bongrain.

A partir de là, les jeux étaient quasiment faits. A Bongrain l'ULN, même si ce groupe fromage n'a jusqu'à présent fédéré que la PME, il doit désormais gérer, en accord avec les banques, une entité trois fois plus grosse que lui en terme de chiffre d'affaires. C'est une logique mixte qui a prévalu. Ce n'est pas forcément la plus économiquement souhaitable, mais celle qui fera le moins de vagues, compte tenu de l'agitation dans les campagnes, entendaient-on dans les milieux bancaires après l'annonce de cette décision. Concrètement, ce devait permettre à Bongrain de se renforcer dans la collecte du lait, où il était peu présent avec 700 litres (2 milliards de litres pour l'ULN à 4,1 milliards pour Besnier), et de prendre une position appréciable dans le camembert. Cœur de Lion, lancé voici deux ans par l'ULN, détient 15 % du marché, talonnant le leader Président (16 %). Les autres branches pourraient être cédées aux partenaires du montage (Sodial, Entremont...).

La déception du groupe Besnier est la hauteur de l'attachement mis dans la bataille. Dans un communiqué, particulièrement dur, la firme Laval condamne la solution de l'ULN. «L'exclusion financière relative du jeu de Monopole» est le «gâchis industriel». En revanche, la firme Laval est mise chez le nouvel acquéreur. A lui de démontrer, au-delà de ce choix politique, de ce montage financier ou il est impliqué, ses capacités.

DOMINIQUE GALLOIS

### Baisse des réserves mondiales de pétrole



Pour la deuxième année consécutive, les réserves mondiales de pétrole ont diminué en 1991, selon l'édition 1992 du BP Statistical Review of World Energy. Totalisant 1 000 milliards de barils, elles ne représentent plus que quarante-trois ans de production. Il faut remonter à 1975 pour observer un tel fléchissement. Pour l'expliquer, les experts mettent en avant la faiblesse des prix. De 24 dollars en moyenne en 1990, le prix du baril de brut, le brut de référence en mer du Nord, est revenu à 20 dollars en 1991, sur fond de consommation mondiale stagnante. Le plus étonnant est que cette baisse des prix a produit l'effet inverse du conflit du Golfe et de l'effondrement de l'ex-URSS. Des événements dont on aurait pu penser qu'ils allaient créer des réserves durables sur le marché.

## INDICATEURS

### ALLEMAGNE

Inflation : + 0,3 % en juin. Les prix de la consommation ont augmenté de 0,3 % en juin en Allemagne. L'Ouest par rapport au mois précédent, a indiqué mardi 30 juin l'Institut fédéral statistique. Cette hausse ramène à 4,3 % la progression de l'indice des prix au glissement annuel (juin 1992 comparé à juin 1991) contre 4,8 % en mai et une pointe à 4,8 % en mars. Sur le territoire de l'ancienne RDA, l'indice des prix s'est élevé à 0,5 % en mai, 14,2 % en juin.

### ÉTATS-UNIS

Conjoncture : + 0,6 % pour l'indice composite au mai. L'indice composite des principaux indicateurs économiques américains, publié par le Département du Commerce, a augmenté de 0,6 % en mai, après + 0,3 % en avril. Cinq des onze indicateurs formant l'indice ont enregistré une évolution positive (redressement des prix des matières premières, la durée du travail hebdomadaire notamment) six, une orientation négative (baisse des commandes de consommation, la baisse monétaire, les demandes de permis de construire, augmentation des allocations chômage).

Consommation : l'indice de confiance en juin. En dépit de la reprise de l'économie, la confiance des consommateurs américains est restée stable en juin, une enquête du Conference Board, organisme patronal. En revanche, les consommateurs sont moins optimistes sur l'évolution de la conjoncture au cours des prochains mois.

## COMMUNICATION

Après un audit de l'inspection des Finances

### M<sup>me</sup> Christiane Doré défend sa gestion de la régie publicitaire d'A 2-FR 3

«Chez nous, on est dans la comptabilité», M<sup>me</sup> Christiane Doré, présidente de la régie publicitaire d'Antenne 2-FR 3, a répondu aux critiques de la presse. Elle a défendu sa gestion et sa collaboration avec les médias. Elle a souligné que la régie a été créée pour répondre à un besoin de communication et qu'elle a été gérée de manière transparente.

Tout d'abord, il est vrai qu'un audit de la régie a été effectué. Mais, selon M<sup>me</sup> Doré, ce n'est pas une fin en soi. C'est une manière de vérifier la gestion et de s'assurer que tout se passe dans les règles. Elle a souligné que la régie a été créée pour répondre à un besoin de communication et qu'elle a été gérée de manière transparente.

Deuxième problème : la régie d'Antenne 2-FR 3 a-t-elle été créée pour répondre à un besoin de communication ou pour répondre à un besoin de profit ? M<sup>me</sup> Doré a répondu que la régie a été créée pour répondre à un besoin de communication et qu'elle a été gérée de manière transparente.

Troisième problème : la régie d'Antenne 2-FR 3 a-t-elle été créée pour répondre à un besoin de communication ou pour répondre à un besoin de profit ? M<sup>me</sup> Doré a répondu que la régie a été créée pour répondre à un besoin de communication et qu'elle a été gérée de manière transparente.

## FINANCES

Les suites de l'OPA

La Ruche méridionale

### Deux dirigeants de la BUE condamnés pour délit d'initiales

Deux dirigeants de la Banque Union européenne (BUE) ont été condamnés mardi 30 juin, par le tribunal correctionnel de Paris, à une amende de 100 000 francs et à quatre mois d'emprisonnement avec sursis pour «délit d'initiales». Cette condamnation est la première d'une série de poursuites visant des dirigeants de la BUE pour des délits d'initiales.

Un an auparavant, Rallye SA et CFAO avaient présenté une OPA sur les actions de la Ruche méridionale (LRM). Or la COB, lors d'une enquête, avait relevé des infractions commises «au cours des semaines précédant le dépôt de l'offre par Rallye SA, le 28 décembre 1990». Ainsi, le 4 novembre de la même année, la Banque de l'Union européenne (BUE), qui présentait l'offre pour le compte de Rallye, avait acquis une société holding dont l'unique actif était une participation de 9,94 % dans LRM. Toujours selon la COB, en rachetant des titres déjà en sa possession, la BUE avait effectué des opérations sur le marché des cours des jours qui suivirent le rachat de la société holding, la BUE détenait 12,2 % du capital de LRM le jour du dépôt de l'offre. La COB avait alors établi que, au moment même où ces achats étaient effectués, la banque détenait des informations sur les actions de LRM.

Au cours de cette même audience, le tribunal, a aussi condamné deux dirigeants de la Ruche méridionale, M. et M<sup>me</sup> Docks de France à 100 000 francs d'amende pour avoir négligé de déclarer le franchissement de seuil. La COB avait constaté à l'époque que la Ruche méridionale, à qui la BUE avait racheté la participation dans la société holding le 4 novembre 1988, n'avait pas signalé le franchissement de seuil à la COB.

Régissant cette décision judiciaire, l'Union européenne de CIC - qui, à depuis absorbé la BUE - attendait faire appel.

F. Bn.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

L'Assemblée Générale de la Société de la Tour Eiffel s'est tenue le 23 juin 1992 et a approuvé les comptes de l'exercice 1991, dont le bénéfice net s'élève à 4 018 F contre 289 922 F pour l'exercice précédent.

Les résultats de la Société de la Tour Eiffel, comprenant en 1992 des plus-values de cession d'actifs pour 3 194 000 F, témoignent d'une nette progression, et les perspectives de rendement des participations sont encourageantes pour l'avenir.

L'Assemblée a décidé de reprendre la distribution d'un dividende fixé à 10 F par action, plus avoir fiscal de 5 F, qui sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1992.

## CNIM

Construction industrielle  
la Méditerranée

L'Assemblée générale réunie le 24 juin 1992 sous la présidence de M. Vsevolod DMITRIEFF a approuvé les comptes de l'exercice 1991.

Le bénéfice net consolidé part du Groupe s'élève à 64,8 millions de francs, soit 70,9 F par action.

Le dividende net a été fixé à 20 F par action (30 F avoir fiscal compris) contre 18 F (avoir fiscal 9 F) pour l'exercice 1990. Il sera payable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1992.

## SELECTIBANQUE

## UNE NOUVELLE DIMENSION

L'Assemblée Générale des actionnaires de SELECTIBANQUE, banque du groupe ISM SA, réunie sous la présidence de Christian SABBE, a approuvé les comptes de l'exercice 1991 qui traduisent par un bénéfice net de 115,6 millions de francs. Le dividende a été fixé à 13,42 francs par titre, avec effet de 1,25 franc compris, et sera distribué le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Résultats comparés	1990	1991
(en millions de francs)	pro forma	
Produit net bancaire	140,9	148,8
Résultat courant d'exploitation	105,5	125,9
Bénéfice net	101,6	115,6

Au cours de son allocation, le Président a rappelé les deux importantes augmentations de capital de l'an dernier. La première, en mars 1991, a porté le capital de 75 millions à 205 millions de francs, les fonds recueillis étant affectés à l'achat de 30 % du capital d'I.C.C., SICOMI d'ISM SA; la deuxième, en juillet 1991, a conduit à absorber CODETEL en même temps qu'I.C.C. absorbait la filiale SICOMI de CODETEL. Ainsi s'est trouvée créée une entité cohérente de l'immobilier d'entreprise et dotée de plus de 1,5 milliard de francs propres.

SELECTIBANQUE qui n'intervient pas dans le financement des promoteurs et des marchands de biens dont l'activité s'exerce dans un secteur actuellement difficile, a enregistré une production assez élevée : 400 millions de francs auxquels s'ajoute le dernier exercice avec France Telecom de 300 millions de francs - les résultats de sa nouvelle structure ont déjà évolué de manière satisfaisante.

Enfin le Président s'est adressé aux actionnaires anciens porteurs de titres CODETEL pour leur dire que leur placement était maintenant promoteur d'avenir et de rendement.

## Groupe ISM SA

## icc

## UNE FUSION ABSORBÉE

L'Assemblée Générale des actionnaires d'I.C.C., SICOMI de SELECTIBANQUE, la banque du groupe ISM SA, a approuvé les comptes de l'exercice 1991 qui ont apporté un bénéfice de 71,8 millions et a décidé la mise en distribution le 10 juillet prochain d'un dividende de 21,50 par action.

Le Président Christian SABBE a rappelé que l'exercice avait été marqué par la réforme des SICOMI et par l'absorption de CODEMIBAIL, ancienne filiale à 100 % de CODETEL. Devenue l'instrument privilégié de distribution de crédit-bail immobilier du groupe ISM SA, I.C.C. a pu soulever 351 millions d'engagements nouveaux, contre 150 millions en 1990, quasi exclusivement en crédit-bail. Les engagements cumulés au 31 décembre 1991 atteignent ainsi un montant brut de 2 600 millions.

L'accélération des mises en exploitation, l'extension au nouvel ensemble de la politique rigoureuse traditionnelle d'amortissement d'I.C.C. et la quasi-absence de profits exceptionnels ont pesé sur le résultat de l'ensemble qui, en légère diminution de 2,3 millions, se caractérise non seulement de certaines charges liées à la fusion, la reprise de la gestion par ISM SA de tous les contrats CODEMIBAIL, l'amélioration de la politique de financement, et les perspectives de développement justifient le maintien du dividende pour l'exercice 1991 et permettent de compter sur l'accroissement du résultat en 1992.

Avec le crédit-bail SICOMI, I.C.C. complète la gamme d'intervention de la société mère SELECTIBANQUE dans le financement de l'immobilier d'entreprise. Elle bénéficie ainsi des complémentarités avec l'ensemble des entités du groupe ISM SA qui dispose de tous les instruments permettant de satisfaire les différents besoins immobiliers des entreprises.

## Groupe ISM SA

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

## ÉCONOMIE

## Les pays riches et l'insaisissable reprise

## III. - Grande-Bretagne : le prix du renoncement au « grand large »

A quelques jours du sommet des sept grands pays industrialisés du 6 au 8 juillet à Munich, nous poursuivons notre enquête sur la situation des pays riches (le Monde du 11 juin et du 1<sup>er</sup> juillet). En Grande-Bretagne, le gouvernement de M. John Major tente de remettre l'économie sur le chemin de la croissance. Mais les signes de reprise restent incertains, et les marges de manœuvre sont limitées par les contraintes de la discipline communautaire et par les pesanteurs traditionnelles de la culture britannique.

## LONDRES

de nos correspondants

L'acte de décès de « Noddy » a été signé le 18 juin. Les épitaphes ne manquent pas pour saluer la disparition d'un organisme représentatif du dernier vestige d'une politique contractuelle à la française, tentative qui, faute de volonté politique, ne s'est jamais concrétisée. En annonçant l'exécution du National Economic Development Council (NEDC de « Noddy »), le Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, s'est contenté de souligner que le forum réunissant les représentants des pouvoirs publics, des syndicats et de l'industrie, censé être le lieu où s'élaborait une politique économique, témoignait d'une approche « corporatiste » dépassée. Il a en effet bien longtemps que le dialogue tripartite, tel que l'avait conçu Harold Macmillan en 1962, était devenu un dialogue de sourds.

« Noddy » enterré, la relation des relations sociales britanniques apparaît sans tarder. M. Thatcher refusait de traiter avec les syndicats, parce que l'idée de consensus lui était étrangère : la compétition individuelle devait l'emporter sur la responsabilité collective. En matière de pouvoir, les conservateurs n'ont guère sollicité les services des partenaires sociaux pour opérer, grâce à une politique de privatisations éphémères, une séparation de plus en plus prononcée entre l'État et le marché.

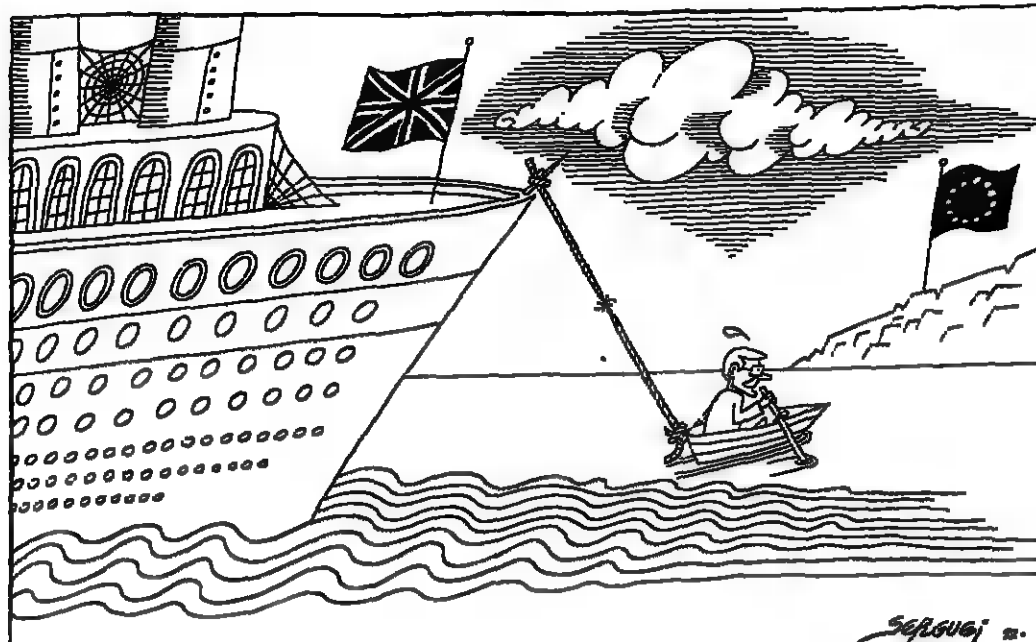
Le premier ministre a récemment confirmé cette orientation devant le Congrès de la pensée libérale qu'est l'Adam Smith Institute : moins d'État, toujours moins d'État, pour libérer l'économie. Pourtant, à la différence de son prédécesseur, il considère que les pouvoirs publics doivent aussi exercer un rôle régulateur de l'économie. Le paradoxe de ce « neo-libéralisme » britannique est d'allier le démantèlement de l'État à un plus grand interventionnisme : les ambitions de l'influent ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Michael Heseltine, sont, à cet égard, sans ambiguïté, même si son libéralisme est au sein du gouvernement, par les partisans plus orthodoxes du libéralisme « thatcherien ».

Le temps  
nécessaire

Au moment où les économistes s'accrochent à l'idée que la Grande-Bretagne est totalement la plus grave récession qu'elle ait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement de M. John Major dispose de certains atouts en même temps qu'il pait de sérieux handicaps.

Ayant surmonté l'épreuve des élections parlementaires du 9 avril, le premier ministre bénéficie d'un long mandat politique pour mettre en œuvre une politique qui, du fait de l'aggravation du déficit budgétaire, aura forcément le goût amer des économies forcées. Pendant la période pré-électorale, le vieux dogme « thatcherien » du « on ne dépense que ce que l'on possède » a été sérieusement remis en question. Le gouvernement parvient à réduire les très impopulaires listes d'attente dans les hôpitaux publics du NHS (Service national de santé) : un nombre malade ne peut pas se faire soigner auprès des hôpitaux privés.

Les besoins d'emprunt du secteur public, c'est-à-dire le déficit budgétaire, ont atteint 11 milliards de livres l'année, soit l'équivalent de 275 milliards de francs. Tout porte à croire que ces besoins grimperont jusqu'à 32 mil-



lions de livres au cours du prochain exercice (plus de 310 milliards de francs), qui représenterait 4,5 % du revenu national. Encore ce chiffre est-il faussé par les privatisations, auxquelles lesquels le déficit atteindrait 5,75 % du PNB.

Tout cela est évidemment beaucoup trop, surtout au moment où Londres se veut partenaire principal de l'Europe. Bien que la Grande-Bretagne ait la liberté de rejoindre le marché unique économique et monétaire, les « convergences » prévues par l'UEM imposent de limiter le déficit des finances publiques à 3 % du PNB. Discipline d'autant plus contraignante qu'il faut d'une part aider à la reprise de l'économie et d'autre part la doctrine du Parti conservateur est basée sur la réduction de la pression fiscale. Un taux de 20 % a été introduit, après les élections, dans le barème de l'impôt sur le revenu, avec pour conséquence de réduire les rentrées fiscales et d'alourdir le déficit.

Familles  
dépossédées

Comment d'ailleurs réduire les dépenses de l'État, qui absorbe près de 45 % du PNB ? Le gouvernement de M. Major s'est lancé dans une vaste réhabilitation des services publics. Les transports, l'éducation et la santé, notamment, ont désormais meilleure réputation. Grâce à cette grande idée du « majorisme » qu'est la « citizen's charter » (la charte des citoyens), les services publics devraient devenir plus performants. Le plus, dans un pays où chacun reste viscéralement attaché aux bienfaits du welfare state (l'État-providence), il n'est a priori pas question de remettre en cause ce système. Un système pourtant extrêmement coûteux et de plus en plus lourd à gérer. Les ménages se voient beaucoup endettés pour financer les dépenses de consommation imposées au cours des années 80. Mais, avec la crise, le prix des logements a chuté, entraînant de considérables moins-values au même temps que grimpait le chômage : cette année, 75 000 familles ont vu des dépossédées de leur résidence principale, faute de pouvoir honorer leurs traites.

Fausse richesse pour certains donc, surtout au quotidien. Les prix des biens de consommation ont augmenté beaucoup plus vite qu'en Grande-Bretagne que dans d'autres pays européens. La qualité des prestations offertes par les services publics - notamment les transports - est loin d'atteindre, par exemple, les standards français. Le « rail » qui constitue les « arteries » des Britanniques de l'autre côté de la Manche, pour « piller » les supermarchés de Calais, ne répare les voitures ou ne faire soigner dans les hôpitaux français est témoin. La richesse britannique est, d'autre part, de plus en plus inégalement répartie, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creuse.

Quelques signes parmi d'autres : l'importance grandissante du phénomène des homeless (les sans-abri), qui touche près de 100 000 familles en Angleterre ; la multiplication des mendiants que l'on voit dormir à l'entrée des boutiques des quartiers du centre de Londres, une vision qui avait disparu depuis la seconde guerre mondiale.

Les bonnes intentions de M. Major, qui souhaite promouvoir une classless society, société qui offre l'égalité des chances, se heurtent à la réalité d'un pays qui s'éveille lentement, comme en témoignent les barrières entre « classes » sociales. Même si l'on assiste à un moment de la fréquentation des écoles privées, les collèges, lesquels ont tendance à perpétuer une éducation élitiste, si la Grande-Bretagne est dirigée par un premier ministre à formation universitaire, les hauts fonctionnaires, les dirigeants de la City et les industriels restent largement issus du moule d'Oxbridge (Oxford, Cambridge). Et ce moule bien sûr, ne porte pas à une vision réformatrice de la société. Dans le cadre d'une compétition internationale accrue, cet état des choses a une importance.

Le plus préoccupant pour le gouvernement britannique est d'un « tassement dans l'émigration », mais, avec plus de 3 700 000 chômeurs - 9,6 % de la population active - et une reprise économique encore incertaine, l'espoir d'une amélioration apparaît tenu : certains experts gouvernementaux estiment que le niveau du chômage ne baissera pas en deçà du seuil de 2,5 millions avant la fin de la décennie. Le piège de la pauvreté (une conséquence indirecte des avantages sociaux du welfare state) se reforme ainsi sur un nombre croissant de travailleurs : dans les ghettos urbains du nord de l'Angleterre, les chômeurs de la « troisième génération » ne sont pas rares.

La Grande-Bretagne paie le prix des erreurs passées, au premier rang desquelles la négligence gouvernementale à l'égard de l'éducation et de la formation. Seulement 34 % environ des jeunes gens âgés de seize à dix-huit ans bénéficient d'un système d'éducation ou de formation, contre 47 % en Allemagne et 60 % en France. M. Major s'est attaqué à cette insuffisance chronique en dégageant plusieurs dizaines de millions de places nouvelles de formation. Un effort louable, mais une goutte d'eau dans la mer. La « révolution » de la formation en Grande-Bretagne ne peut être par l'austérité budgétaire.

Paix sociale  
paradoxe

Pourtant, les mentalités commencent à évoluer. Lors de la récession de 1979-1981, les employeurs avaient taillé à priori dans les budgets de formation, un réflexe qu'ils n'ont plus aujourd'hui. Les industriels britanniques mesurent mieux l'incidence de la formation sur la productivité. En dépit de progrès notables, cette dernière, comme le montre un rapport du patronat britannique, la Confederation of British Industry (CBI), est de 11 % de ce qu'elle est en Allemagne. Globalement, l'industrie britannique souffre toujours de handicaps pour s'imposer dans la compétition internationale : l'appareil productif est un bon qualitatif, mais sa

capacité est insuffisante ; les travailleurs sont médiocrement formés ; l'absence de concertation avec les pouvoirs publics a retardé les reconversions industrielles trop tardives.

La production n'a progressé que de 0,5 % par an en moyenne depuis 1979, les espoirs d'une relance semblent la plupart du temps liés à la seule progression du savoir-faire japonais, notamment dans l'électronique et l'industrie automobile.

Au moment où l'on assiste à un déclin de l'activité des services financiers, l'industrie n'est pas capable de prendre le relais. L'un des rares secteurs dont elle bénéficie est la paix sociale - exemplaire en Europe. Cette situation, paradoxale dans un pays où le taux de syndicalisation reste l'un des plus forts des pays industrialisés, est le résultat d'une politique systématique de réduction du pouvoir syndical dans l'entreprise, par M. Major poursuivie.

Les chiffres sont éloquent : les Trade Unions ont perdu 3,5 millions de membres depuis 1979, et, en 1991, le nombre de journées perdues à la suite d'arrêts de travail a été le plus faible depuis un siècle. Il faudra cependant davantage de temps pour que le retour de la croissance. Le chancelier de l'Échiquier est soumis à des pressions de plus en plus vives pour obtenir la mise en œuvre d'un réaménagement des partis du livre sterling, les partisans de cette mesure estimant que les exportateurs sont actuellement pénalisés par un taux de change trop élevé. Une « dévaluation », expliquent-ils, rendrait les produits britanniques plus compétitifs. M. Major a fermement refusé de laisser entraîner dans cette voie, tout comme M. Lamont, qui déclare en outre qu'il n'est pas question pour le moment de baisser le taux d'intérêt.

Vu le très faible écart de taux avec le voisin allemand, le gouvernement britannique est en effet contraint d'attendre que Francfort décide de réduire son loyer de l'argent avant de faire le même. La baisse du deutschemark au rapport à la livre, conforte, à Londres, cette analyse, en même temps que le premier ministre manifeste son attachement à l'Europe et à ses disciplines du SME.

La priorité reste la lutte contre l'inflation. Objectif : évaluer, si possible, le niveau atteint (2 %) par le Japon, même si cela se traduit par des sacrifices supplémentaires en matière de chômage. Dans ces conditions, quelle reprise économique attendre ? La semaine dernière, les prévisions du gouvernement comme celles du patronat britannique plus imprécises. Au mieux, la reprise sera lente et de courte ampleur. Le Trésor a successivement annoncé une croissance de 2,5 % en 1992, puis 2 %, enfin de 1 %.

Les « eurosceptiques » du Parti conservateur ont tiré argument. Pour eux, l'économie britannique, renouant au « grand large », acquiesce à un bien lourd tribut à l'Europe.

LAURENT ZECCHINI

Prochain article :

Italie :

« crise de confiance »  
par Marie-Claude Decamps



500000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 2 juillet 1992 • 19

## Le Monde des Carrières

Etablissement public à vocation financière intervenant dans le pays en voie de développement pour le financement de projets de recherche pour son siège basé à Paris :

### UN INGÉNIEUR

Celui-ci aura pour mission de conduire l'instruction, l'évaluation et le suivi des projets soumis au financement de l'établissement dans les secteurs :

#### Eau et énergie.

Il devra contribuer à la réflexion générale sur les problèmes d'intervention dans les domaines suivants :

- Développement rural.  
- Restructuration des filières de production.  
- Aménagements hydro-agricoles.  
- Préparation et suivi de programmes d'ajustement sectoriel agricole.

Il devra en outre contribuer à la réflexion générale sur l'adaptation des techniques d'intervention dans le cadre des activités.

Une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle de quelques années sont nécessaires pour réussir ce poste qui implique des qualités de contact et de négociation, une disponibilité pour des missions (essentiellement en Afrique), un intérêt marqué pour les problèmes de développement ainsi qu'une maîtrise des techniques d'évaluation économique et financière.

Une bonne maîtrise de l'anglais et du portugais est requise.

Ecrire sous réf. 8534 - Le Monde Publicité  
15-17, rue du Colonel-P.-Avia, 75002 Paris CEDEX 15.

Etablissement public à vocation financière intervenant dans le pays en voie de développement pour le financement de projets de recherche pour son agence à DAKAR (Sénégal) :

### UN AGRO-ÉCONOMISTE

Celui-ci aura pour mission de conduire l'instruction, l'évaluation et le suivi des projets soumis au financement de l'établissement dans les domaines suivants :

- Développement rural.  
- Restructuration des filières de production.  
- Aménagements hydro-agricoles.  
- Préparation et suivi de programmes d'ajustement sectoriel agricole.

Il devra en outre contribuer à la réflexion générale sur l'adaptation des techniques d'intervention dans le cadre des activités.

Une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle significative de plusieurs années sont nécessaires pour réussir ce poste qui suppose un intérêt marqué pour les problèmes de développement, ainsi qu'une bonne connaissance des techniques d'évaluation économique et financière.

Ecrire sous réf. 8535  
Le Monde Publicité  
15-17, rue du Colonel-P.-Avia,  
75002 Paris CEDEX 15.

Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique de la Haute-Loire  
ALVERGNE

### CHARGÉ de MISSION

Vous assurerez un Programme Européen LEADER préparatoire à un Parc Régional Naturel.

Dans ce cadre, vous coordonnerez les divers partenaires collectifs territoriaux.

Vous ferez preuve de capacités relationnelles, vos aptitudes à piloter des opérations complexes, votre formation supérieure et votre expérience dans un domaine proche seront valorisées dans ce poste et dans son évolution.

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo) à l'Agence à qui vous confiez ce recrutement - 21, rue Pompoire 43000  
Tél. 04 77 31 00 30 - Mairie 43016 Projact.

Ingénieur suisse (ingénieur diplômé des Ecoles polytechniques fédérales EPF) peut mettre son expérience internationale en œuvre dans un poste de direction au plus haut niveau, acquise lors de nombreuses années et couronnées de succès, à disposition d'entreprises importantes et d'associations économiques d'intérêt, en tant que :

### Conseil d'administration actif/conseiller

et ce pour des entreprises/institutions suisses qu'étrangères. Expérience au niveau mondial en matière de planification, de réalisation et de suivi de projets complexes, de même qu'en matière de stratégie et d'organisation. Conception de nouvelles structures.

Sous signe des continents globaux et de l'optimisation de structures. Réseau de relations de premier ordre, démontrable auprès d'instances de décisions nationales et régionales. Quadrilingue.

Un contact avec le 7141, Le Monde Publicité,  
15/17, rue du Colonel-P.-Avia, 75002 Paris CEDEX 15.

IMPORTANTE STRUCTURE CULTURELLE EN RÉGION RHÔNE-ALPES  
recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADMINISTRATEUR

35 ans environ - Poste à pourvoir immédiatement

Fonctions :  
- administration et gestion ;  
- relations avec les pouvoirs publics et l'ensemble des partenaires ;  
- relations extérieures.

Profil :  
- formation supérieure ;  
- qualité humaine et sens de l'organisation ;  
- connaissances culturelles approfondies ;  
- capacité à travailler en équipe.

Les candidats avec curriculum vitae, références, photo et prétentions à envoyer, avant le 15 juillet 1992, au CNAC, 155, cours Berliet, 38000 Grenoble.

## CONSEILS EN CARRIÈRE

### Le Guide du Recrutement

En partenariat avec  
CONTESSÉ

Agence Conseil en Communication  
pour les Ressources Humaines

Cet ouvrage de 150 pages (format A4) vous fournit les coordonnées mises à jour des professionnels du recrutement (cabinets et chasseurs) efficaces à Paris et dans les régions.

Association de journalistes  
GROUPE DE PRESSE  
Multimédia  
recherche

### JOURNALISTE

économique et financier confirmé pour poste à responsabilité

Envoyer C.V., photo, prétention sous n°8540  
LE MONDE PUBLICITÉ  
15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75002 PARIS CEDEX 15

Association de journalistes  
CADRE

chargé de la qualité des produits (agro-alimentaire, environnement).

- formation scientifique  
- expérience professionnelle  
- esprit d'initiative et sens du travail en équipe

- capacité de négociation avec les partenaires français et étrangers  
- qualités rédactionnelles.

Ecrire sous réf. 8538  
Le Monde Publicité  
15-17, rue du Col.-P.-Avia  
75002 Paris CEDEX 15

Formateur d'adultes, le secteur social et d'éducation spécialisée sont vos terrains d'action, et l'approche juridique vous intéresse. L'INSTITUT REGIONAL DE TRAVAIL SOCIAL PARIS recrute :

### UN FORMATEUR

à temps plein chargé de l'unité juridique. Vous serez responsable de la formation d'éducateurs spécialisés et de moniteurs éducateurs. Ad. CV et lettre de motivation, à :

M. le Directeur Général  
ITIS 1885, 145 avenue Parmentier, 75010

### FORMATEUR MANAGEMENT

formation en management, créée en 1988

jeune professionnelle diplômée de 3 à 5 ans d'expérience

de formation, de conseil ou d'un service d'études.

- juriste DEA, DES ou équivalent en matière de droit des consommateurs

- maîtrise des outils de gestion, de diagnostic organisationnel, de gestion des projets, de gestion de la qualité.

- maîtrise des outils de gestion de la qualité, de diagnostic organisationnel, de gestion des projets, de gestion de la qualité.

Le succès dans ces deux postes requiert autonomie, maturité relationnelle et volonté d'implication.

Ecrire sous réf. 8539  
Le Monde Publicité  
15-17, rue du Col.-P.-Avia  
75002 Paris CEDEX 15

IMPORTANTE  
Ecole d'Enseignement Supérieur Parisienne prépare à l'Examen Comptable rech. d'exp.

PROFESSEURS  
EXPERIMENTES EN

Comptabilité Générale, des Sociétés, Gestion Financière, Analytique, Contrôle de Gestion, Droit Civil et des Sociétés, Economie Générale et d'Entreprise

Adresser lettre et C.V. sous réf. :  
Le Monde Publicité,  
15-17, rue du Col.-P.-Avia  
75002 Paris CEDEX 15.

Société étudiante à PANTIN dont l'activité va de la Conception à l'Impression.

Recherche COMMERCIAUX expérimentés clients

Tél. : 48-81-88-10

LE BREP  
Institut d'études  
SPÉCIALISÉES FINANCES  
COLLECTIVITÉS LOCALES

recherche

CHARGÉ D'ETUDES

formation supérieure en matière d'implication (finances locales, économie ou aménagement)

Envoyer CV à BREP  
4, pl. Sorbonne, 75006 PARIS

La lynde française de la recherche enseignante (LFR) recrute enseignants expérimentés pour la rentrée 92 en :

- français  
- mathématiques  
- sciences de la vie et de la terre

Env. CV à la Lynde Française de la Recherche Enseignante, 71 boulevard de la République, 93100 La Plaine St-Denis

PMR Champigny  
Soutpère Publications

recherche  
VRP exclusif  
pour Paris et R.P.

Fixe + Com.  
Véhicule indispensable

Tél. pour RDV : 48-83-81-00.

plus  
INTERIM

recherche pour secteur MAIRIE-LA VALLÉE

SECRÉTAIRES  
BILINGUES  
ANGLAIS

OUVERTES A LA MICRO

40-70-15-10

Société à vocation internationale, recherche pour son siège

un chef  
DE COMPTABILITÉ

La société de 45 à 50 personnes, d'une solide expérience professionnelle et d'une bonne connaissance d'une bonne connaissance de l'audit, devra être en mesure d'animer une équipe de dix comptables.

Le poste suppose une grande mobilité pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Pratique de l'anglais et de l'espagnol appréciée.

Env. CV + photo et lettre de motivation sous réf. 8539 à LEV-TOLUNA/ASSCOM 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS (qui transmet).

GROUPE DE COMMUNICATION

Recherche pour son département publicité

JEUNES FEMMES

- 25/40 environ  
- excellente présentation

Env. CV + photo à DND - 185, av. de Clichy PARIS-17

LA FONDATION  
EUROCENTRES

recherche pour diriger son centre linguistique international de

LAUSANNE

Personne environ 35-40 ans francophone + anglaise et si possible bilingue Formation univers. Exp. et goût de la gestion + animation d'une équipe, sens de la communication et sens de la pédagogie.

La fondation de la recherche enseignante (LFR) recrute enseignants expérimentés pour la rentrée 92 en :

- français  
- mathématiques  
- sciences de la vie et de la terre

Env. CV à la Lynde Française de la Recherche Enseignante, 71 boulevard de la République, 93100 La Plaine St-Denis

PMR Champigny  
Soutpère Publications

recherche  
VRP exclusif  
pour Paris et R.P.

Fixe + Com.  
Véhicule indispensable

Tél. pour RDV : 48-83-81-00.

plus  
INTERIM

recherche pour secteur MAIRIE-LA VALLÉE

SECRÉTAIRES  
BILINGUES  
ANGLAIS

OUVERTES A LA MICRO

40-70-15-10

Société à vocation internationale, recherche pour son siège

un chef  
DE COMPTABILITÉ

La société de 45 à 50 personnes, d'une solide expérience professionnelle et d'une bonne connaissance d'une bonne connaissance de l'audit, devra être en mesure d'animer une équipe de dix comptables.

Le poste suppose une grande mobilité pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Pratique de l'anglais et de l'espagnol appréciée.

Env. CV + photo et lettre de motivation sous réf. 8539 à LEV-TOLUNA/ASSCOM 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS (qui transmet).

GROUPE DE COMMUNICATION

Recherche pour son département publicité

JEUNES FEMMES

- 25/40 environ  
- excellente présentation

Env. CV + photo à DND - 185, av. de Clichy PARIS-17

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### 3ème CYCLE TRANSPORT

#### DEA TRANSPORT

Responsables : R. PRUD'HOMME (Paris XII) P. BAUCHET (Paris I) M. SAVY (Ecole Polytechnique) Ponts et Chaussées

Renseignements pratiques : J. LESAGE - Université de Paris XII - IUP

CRETEIL CEDEX

Tél. : 42-26-57-23

Date limite de dépôt des candidatures : 7 septembre 92

Recrutement : Dossier + entretien.

#### DEA ECONOMIE DES TRANSPORTS

Responsable : D. L'HUILLIER

Renseignements pratiques : H. SVEÇ-SUZANNE

CRETEIL CEDEX

Tél. : 42-26-57-23

Date limite de dépôt des candidatures : 15 septembre 92

Recrutement : présélection + entretien

#### DEA ECONOMIE DES TRANSPORTS

Responsable : A. BONNAFANT

Renseignements pratiques : D. BLOY - LET - MRASH Lyon II et ENTPE

33 LYON CEDEX 07 - Tél. : 72.72.64.03

Date limite de dépôt des candidatures : 15 juillet

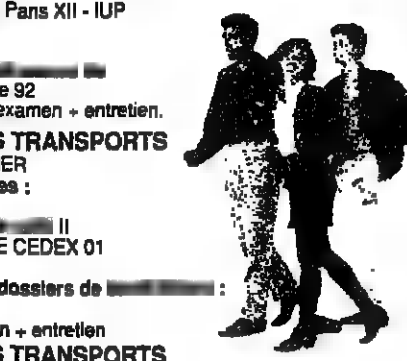
Recrutement : présélection + entretien.

Ces DEA sont par l'AFT-IFTIM

AFT

AFT-IFTIM

La Fondation Eurocentres



## PUBLICATION ASSISTEE PAR ORDINATEUR

Temps plein : 21/9/92 au 8/1/93 ; édition, mise en page, typographie, scannérisation.

Cours : 10 semaines du 21/9/92 au 27/11/92 - 18 h - 21 h ; formation : base : édition sur Macintosh ; mise en page : typographie, scannérisation.

## BUREAUTIQUE TRAITEMENT DE TEXTE

Cours de soir : 10 semaines du 21/9/92 au 19/12/92 - 18 h - 21 h ; secrétariat sur ordinateur : IBM PC 7 semaines - Macintosh 3 semaines - WORD, tableurs etc.

Renseignements /Inscriptions :

Faculté de Droit - Formation Permanente  
54, Bd Desgranges - 92331 SCEAUX Cedex - Tél. (1) 40.91.18.20

## DEMANDES D'EMPLOIS

F. 31 a. BREVET DE GESTION DU PERSONNEL / Dt social, exp. 4 a. (ent. calim. l'invrai) comme sup. DRH ou CONSULTANT

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77

Rech. immédiate d'enseignement de la langue espagnole. Etas scolaires. Etas de formation traduction. Licence de psychologie espagnole. Préparation de Matériaux 82/83. Tél. 42-84-87-77



terrains

12-11-10 02:00:11

12-11-10 02:00:11



سكنيا مع الامن

Le Monde ■ Jeudi 2 juillet 1992 ■ 21

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			7 PIÈCES 58 m², 5 <sup>e</sup> étage	8, place de l'Église SAGGEL - 47-42-44-44	30 000 + 2 958 21 600	3 PIÈCES 58 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-15-09	7 000 + 1 111 5 310
STUDIO 31 m², 1 <sup>er</sup> étage	11, rue Toumefort GCI - 40-16-28-88	4 356	3 PIÈCES 58 m², 5 <sup>e</sup> étage	11, rue Alex-Cabanel AGF - 44-86-45-45	7 000 + 1 111 5 310	4 PIÈCES 197 m², 3 <sup>e</sup> étage	197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-14-85	7 698 + 650 5 814
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 71 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	14, passage Du-Guesclin AGF - 44-86-45-45	1 100 + 1 111 1 100	3 PIÈCES 70 m², 1 <sup>er</sup> étage cave	BOULOGNE 1, rue du Château AGIFRANCE - 46-05-88-81	5 750 + 1 232 4 296
STUDIO 40 m², 1 <sup>er</sup> étage poss. parking	80-82, rue St-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44	1 100 + 735 1 100	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 102 m², 3 <sup>e</sup> étage cave	BOULOGNE 4, rue Nungesser-et-Coli AGIFRANCE - 46-05-88-81	10 288 + 1 843 7 320
2/3 PIÈCES 64 m², 4 <sup>e</sup> étage	185, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44	8 000 + 1 111 8 000	5 PIÈCES 171 m², 1 <sup>er</sup> étage ascenseur	89, rue Boissière SAGGEL - 47-42-44-44	12 485 + 1 111 8 000	3 PIÈCES 77 m², 3 <sup>e</sup> étage parking, cave	BOULOGNE 24, rue de Sully AGIFRANCE - 46-03-81-83	5 339 + 1 423 3 989
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO 44 m², 1 <sup>er</sup> étage	17, rue de Longchamp AGF - 44-86-45-45	2 582 + 300 4 870	3 PIÈCES 75 m², 1 <sup>er</sup> étage balcon, parking	GARCHES 70, rue du Dr-Debat CIGIMO - 48-00-89-89	5 180 + 510 3 999
4 PIÈCES 160 m², 6 <sup>e</sup> étage balcon, park.	32, av. George-V CIGIMO - 48-00-89-89	22 000 + 3 000 15 000	STUDIO 44 m², 1 <sup>er</sup> étage	4, rue F.-David SOLVEG - 40-67-06-89	1 111 + 1 111 1 111	3 PIÈCES 95 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon, parking	GARCHES 13, rue des... CIGIMO - 48-00-89-89	6 600 + 880 5 022
STUDIO 34 m², 5 <sup>e</sup> étage	31, rue d'Amsterdam GFC - 48-01-82-82	3 600 + 279 14 350	5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6 <sup>e</sup> étage balcon	4, rue F.-David SOLVEG - 40-67-06-89	1 111 + 1 980 16 275	4 PIÈCES 98 m², 1 <sup>er</sup> étage balcon possibilité parking	NEUILLY 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89	9 890 + 1 512 7 391
5 PIÈCES 144 m², 3 <sup>e</sup> étage	66, bd Malesherbes GCI - 40-16-28-88	15 885 + 1 885 4 458	<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			PAVILLON 4 118 m², garage	RUEIL-MALMAISON 13, allée Marcel-Jouhaud AGIFRANCE - 48-03-43-04	7 014 + 192 4 991
3 PIÈCES 67 m², RC	45, rue du Commerce AGF - 44-86-45-45	781 + 458 187	4 PIÈCES 90 m², 5 <sup>e</sup> étage balcon	117, rue Cardinet SOLVEG - 40-67-06-89	1 155 + 1 620 7 225	2 PIÈCES 58 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	SAINT-CLOUD 8, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45	4 847 + 825 3 449
6 PIÈCES 187 m², 1 <sup>er</sup> étage	8, square St-Rouge AGF - 44-86-45-45	985 + 985 14 350	4 PIÈCES 138 m², 5 <sup>e</sup> étage	8, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	17 000 + 2 208 4 089	4 PIÈCES 88 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	SURESNES 18, rue S.-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45	6 730 + 1 315 4 789
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
4 PIÈCES 100 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	1, rue Pélée LOC INTER - 47-45-15-08	319 + 750 038	2 PIÈCES 58 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	110, rue Marcadet AGF - 44-86-45-45	1 240 + 3 275 5 680	2 PIÈCES 58 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84	3 700 + 834 2 934
2 PIÈCES 48 m², 3 <sup>e</sup> étage balcon, box	ch. de Phalebourg GCI - 40-16-28-88	485 + 485 4 600	3 PIÈCES 71 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	27 bis, rue... SAGGEL - 42-86-61-05	1 247 + 4 089 5 300	5 PIÈCES DUPLEX 120 m², 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> étage parking	VINCENNES 35, av. du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45	11 295 + 1 200 8 038
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>					
2 PIÈCES 51 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	12 bis, rue du Moulin- de-la-Pointe SAGGEL - 47-42-44-44	4 600 + 1 111 3 312	4 PIÈCES 88 m², RC jard. 118 m², park.	BAILLY 12, square des Mairies SOLVEG - 40-67-06-89	5 300 + 1 095 4 375			
2 PIÈCES 51 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	21, rue Vergnaud SAGGEL - 47-42-44-44	5 802 + 802 3 888	3 PIÈCES 75 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue de La Rochejaquelein AGF - 44-86-45-45	287 + 155 474			
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>77 - HAUTS-DE-SEINE</b>					
2 PIÈCES 53 m², 7 <sup>e</sup> étage parking	80, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45	6 110 + 1 111 4 490	3 PIÈCES 125 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 33/35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-86-45-45	2 + 2 9 614			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

**AGIFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

**GFC**  
GROUPEMENT  
POUR LE FINANCEMENT  
DE LA CONSTRUCTION

**GENERALI**

**LOC INTER**  
Téléphone Tél. 1-800-1111

**PHENIX GESTION**  
AGF GROUPE DES  
ASSURANCES DE  
FRANCE

**SAGGEL VENDÔME**  
GROUPE UAP

**SOLVEG**  
LOCALITE VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

**Le Monde**

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90







**ES FINANCIERS**  
**Second marché** **PARIS**

## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 1<sup>er</sup> JUILLET

Cours relevés à 10 h 30

# Règlement mensuel

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4095 CNE 9%	4700	4821	4821	+ 0.11	Comptex	256	527	528	+ 0.16	525	537	535	535	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4096 Olycan T.P.	880	882	882	0.00	Coulin (C)	216	345	345	0.00	345	345	345	345	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4097 Renault T.P.	1820	1820	1820	0.00	CSE	320	320	320	0.00	320	320	320	320	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4098 Renault Prod. T.P.	1780	1780	1780	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4099 St. Gobain T.P.	1132	1132	1132	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4100 Thomson T.P.	720	720	720	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4101 ACCOR	748	748	748	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4102 Air Liquide	720	720	720	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4103 Alcatel-Alsthom	625	625	625	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4104 Alstom	1440	1440	1440	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4105 AFAP St. Germain	475	475	475	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4106 Amertik Inc.	150	150	150	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4107 Aus Im Cda Média	130	130	130	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4108 B&W	114	114	114	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4109 Ball-Beckman	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4110 Bell Investiss.	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4111 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4112 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4113 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4114 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4115 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4116 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4117 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4118 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4119 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4120 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4121 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4122 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4123 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4124 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4125 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4126 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4127 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4128 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4129 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4130 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4131 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4132 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4133 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4134 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4135 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4136 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4137 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4138 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4139 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4140 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4141 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4142 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4143 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4144 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4145 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4146 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4147 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4148 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4149 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4150 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4151 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4152 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4153 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4154 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4155 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4156 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4157 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4158 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4159 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4160 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4161 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240	3240	3240	0.00	3240	3240	3240	3240	0.00	Sodasol	104	1001	1001	0.00
4162 B&W	80	80	80	0.00	Danier	3240													

**COMPTANT** (sélection)**SICAV**

**30/6**

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préfin. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préfin. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préfin. incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CC (CP)	211	214 80	Performance	187	180	Etrangères	Adelin	198 37	181 11	Emission	198 37	181 11	France	483 81	488 82	Préfin. Excessif	110 18	108 10		
Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CITRA (A. B.)	1350		Pan. France	193	193		Agroparc	758 13	771 87	France	758 13	771 87	France	102 03	98 08	Préfin. Excessif	250 48 81	250 48 81		
10.80% 79/94	104 74	1 50	Compt.	326	329	Pan. Océan.	220	220	A.E.R.	600 53	604 12	Emission	600 53	604 12	France	1193 78		Profibus	1011 44				
Emp. E.S. 12.24/82	104 74	1 50	Cap. Ind.	6880		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	288 130 06	288 130 06	France	288 130 06	288 130 06	France	36 50	36 50	Quercy	129 62				
10.20% sans SS	103	3 12	Cap. Ind. Alcan.	325	361	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	625 05	607 43	France	625 05	607 43	France	41 99	41 99	Rachet					
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	648	648	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7283 76	7283 76	France	7283 76	7283 76	France	226 10	226 10	Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	19 80		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	436 98	406 81	France	436 98	406 81	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1142 93	1108 84	France	1142 93	1108 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1082 95	1082 95	France	1082 95	1082 95	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	169 32	164 28	France	169 32	164 28	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7689 10	7689 10	France	7689 10	7689 10	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	870 05	870 05	France	870 05	870 05	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	131 48	127 88	France	131 48	127 88	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	103 94	103 94	France	103 94	103 94	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	119 70	112 30	France	119 70	112 30	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	139 67	136 08	France	139 67	136 08	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	114 28	110 84	France	114 28	110 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%																							

Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CC (CP)	211	214 80	Performance	187	180	Etrangères	Adelin	198 37	181 11	Emission	198 37	181 11	France	483 81	488 82	Préfin. Excessif	110 18	108 10		
Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CITRA (A. B.)	1350		Pan. France	193	193		Agroparc	758 13	771 87	France	758 13	771 87	France	102 03	98 08	Préfin. Excessif	250 48 81	250 48 81		
10.80% 79/94	104 74	1 50	Compt.	326	329	Pan. Océan.	220	220	A.E.R.	600 53	604 12	Emission	600 53	604 12	France	1193 78		Profibus	1011 44				
Emp. E.S. 12.24/82	104 74	1 50	Cap. Ind.	6880		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	288 130 06	288 130 06	France	288 130 06	288 130 06	France	36 50	36 50	Quercy	129 62				
10.20% sans SS	103	3 12	Cap. Ind. Alcan.	325	361	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	625 05	607 43	France	625 05	607 43	France	41 99	41 99	Rachet					
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	648	648	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7283 76	7283 76	France	7283 76	7283 76	France	226 10	226 10	Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	19 80		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	436 98	406 81	France	436 98	406 81	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1142 93	1108 84	France	1142 93	1108 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1082 95	1082 95	France	1082 95	1082 95	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	169 32	164 28	France	169 32	164 28	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7689 10	7689 10	France	7689 10	7689 10	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	870 05	870 05	France	870 05	870 05	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	131 48	127 88	France	131 48	127 88	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	103 94	103 94	France	103 94	103 94	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	119 70	112 30	France	119 70	112 30	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	139 67	136 08	France	139 67	136 08	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	114 28	110 84	France	114 28	110 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%																							

Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CC (CP)	211	214 80	Performance	187	180	Etrangères	Adelin	198 37	181 11	Emission	198 37	181 11	France	483 81	488 82	Préfin. Excessif	110 18	108 10		
Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CITRA (A. B.)	1350		Pan. France	193	193		Agroparc	758 13	771 87	France	758 13	771 87	France	102 03	98 08	Préfin. Excessif	250 48 81	250 48 81		
10.80% 79/94	104 74	1 50	Compt.	326	329	Pan. Océan.	220	220	A.E.R.	600 53	604 12	Emission	600 53	604 12	France	1193 78		Profibus	1011 44				
Emp. E.S. 12.24/82	104 74	1 50	Cap. Ind.	6880		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	288 130 06	288 130 06	France	288 130 06	288 130 06	France	36 50	36 50	Quercy	129 62				
10.20% sans SS	103	3 12	Cap. Ind. Alcan.	325	361	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	625 05	607 43	France	625 05	607 43	France	41 99	41 99	Rachet					
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	648	648	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7283 76	7283 76	France	7283 76	7283 76	France	226 10	226 10	Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	19 80		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	France	1088 10	1088 10	Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	436 98	406 81	France	436 98	406 81	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1142 93	1108 84	France	1142 93	1108 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	1082 95	1082 95	France	1082 95	1082 95	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	169 32	164 28	France	169 32	164 28	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7689 10	7689 10	France	7689 10	7689 10	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	870 05	870 05	France	870 05	870 05	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	131 48	127 88	France	131 48	127 88	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	103 94	103 94	France	103 94	103 94	France	104 71		Rachet	161 23				
PTT 11.25% 86	103	3 12	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	119 70	112 30	France	119 70	112 30	France	104 71		Rachet	161 23				
10.20% sans SS	103	3 12	Compt.	350		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	139 67	136 08	France	139 67	136 08	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	81		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	114 28	110 84	France	114 28	110 84	France	104 71		Rachet	161 23				
CAT 9.5%																							

Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CC (CP)	211	214 80	Performance	187	180	Etrangères	Adelin	198 37	181 11	Emission	198 37	181 11	France	483 81	488 82	Préfin. Excessif	110 18	108 10		
Emp. E.S. 9.75%	123 90	7 40	CITRA (A. B.)	1350		Pan. France	193	193		Agroparc	758 13	771 87	France	758 13	771 87	France	102 03	98 08	Préfin. Excessif	250 48 81	250 48 81		
10.80% 79/94	104 74	1 50	Compt.	326	329	Pan. Océan.	220	220	A.E.R.	600 53	604 12	Emission	600 53	604 12	France	1193 78		Profibus	1011 44				
Emp. E.S. 12.24/82	104 74	1 50	Cap. Ind.	6880		Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	288 130 06	288 130 06	France	288 130 06	288 130 06	France	36 50	36 50	Quercy	129 62				
10.20% sans SS	103	3 12	Cap. Ind. Alcan.	325	361	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	625 05	607 43	France	625 05	607 43	France	41 99	41 99	Rachet					
CAT 9.5% 12/197	103	0 98	Compt.	648	648	Pan. Invest.	223 70	223 70	Alcan	7283 76	7283 76	France	7283 76	7283 76	France	226 10	226 10	Rachet	161 23				
CAT 9.5%</																							

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

### Cote des Changes

[illegible]

MARQUE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/7	COURS DES BILLETS vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/7
Etats Unis (1 usd.)	8 122					
Esc.	8 225					
Allemagne (100 dm)	336 120			Dr fin (à la en barre)	56800	
Belgique (100 F)	16 335			Dr fin (en lingot)	57 100	
France (100 F)	258 250			Napoléon (200)	329	
Grèce (100 drachmes)	4 444			Pièce Fr (10 F)	350	
Danemark (100 kr.)	67 400			Pièce Suède (20 F)	327	
Géol. Bretagne (1 L)	2 752			Pièce Latine (20 F)	322	
Grèce (100 drachmes)	9 782			Souverain	426	
Italie (100 L)	372 900			Pièce 20 dollars	1980	
Suède (100 kr.)	93 070			Pièce 10 dollars	970	
Norvège (100 L)	85 800			Pièce 5 dollars	625	
Autriche (100 sch.)	47 740			Pièce 50 peson	2125	
Espagne (100 pes.)	5 224			Pièce 10 florins	338	
Portugal (100 esc.)	4 030					
Canada (1 \$ can.)	4 287					
Japon (100 yens)	4 078					

Leaseurs du Monde	187	Spagna Valenti	429 01	417 53	Perbus Opportunites	125 53	120 41	UAP Primera Cit...	10355 61
Mactos	1112	Bell Cash cap	8380 68		Purbus Pamrose...	370 67	547 41	UAP-Associations	123 85
Parting Parov	350	Estimex cap	857 41	638 36	Purbus Rotate	223 65	219 25	Un-France	1151 18
Quelcom	22	Exotic Leaders	1058 05	1058 05	Pervel	623 02	610 80	Unfr 34	579 92
Rosam N.V.	219 10	Eurodyne	1211 03	1181 48	Placecom A...	1467 38	1438 61	Unifrance	1171 94
Sa-Globex-Intl	1812	Euro Gas	6305 91	6141 28	Placecom J...	7275 40	7280 88	Un-Gamme	1288 08
SEPR	1256	Europe Roanole	500 50	535 05	Placecom M...	67400 32	67265 79	Un Hégons	1337 30
SMT. Goup.	0 40	Francea	14505 08	14505 08	Placecom Nord	382 53	363 25	Univ...	237 80
SPR act. H	283	France-gin	9875 32	9455 50	Platinide	133 48	129 91	Unvers Actions	1238 51
Wattman	1100	France Genetec	258 57	259 05	Prose Croissance	21915 85	21893 96	Unvers Odgations	1771 87
		France Index Scac	113 11	109 80	Prest Gestion	662 15 67	662 18 67	Valorg	2085 48
		France Odgations	468 25	403 71	Primeur Dtlg	10655 06	10644 42	Valnot	53624 34

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

**Le Monde-RTL**  
**ENTREPRISES**  
 à 72h15 avec RTL















سكنى مع الامم

Le Monde

# ARTS • SPECTACLES

L'exemple et la règle

**H**ier, quand nous avons vu les photos de Martin Parr, nous avons eu l'impression que c'était la fin d'un monde. C'est peut-être exagéré, mais il y a quelque chose de nouveau dans son travail. Il ne se contente pas de montrer ce qu'il voit, il nous fait partager son point de vue. C'est ce qui rend son travail si intéressant. Il nous fait découvrir des choses que nous n'avions jamais vues auparavant. C'est une véritable révolution dans la photographie.



Je ne pense pas avoir imposé quoi que ce soit. Deborah, nous aimons toujours les mêmes choses.



Le photographe britannique Martin Parr a étudié les goûts de ses compatriotes sur la décoration d'intérieur et a recueilli leurs réactions.

J'ai vu le papier peint, le papier peint m'a vu, ça a été un coup de foudre.

Lang pour les lycées

Les lycéens ont vu les photos de Martin Parr. Ils ont été impressionnés. Ils ont aimé voir ce qu'il y avait derrière les portes closes. Ils ont aimé voir la vie telle qu'elle est, sans filtre. C'est ce qui rend son travail si intéressant. Il nous fait découvrir des choses que nous n'avions jamais vues auparavant. C'est une véritable révolution dans la photographie.

CALIFORNIA

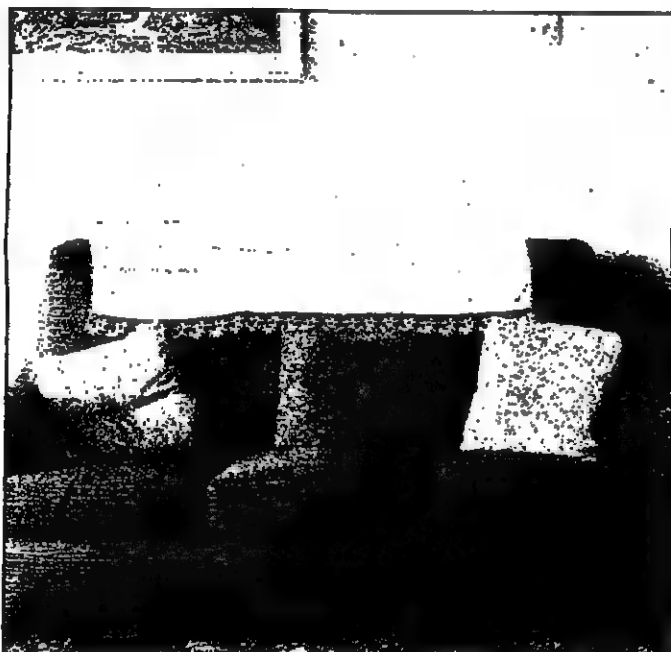
UNIVERSITY

STUDY

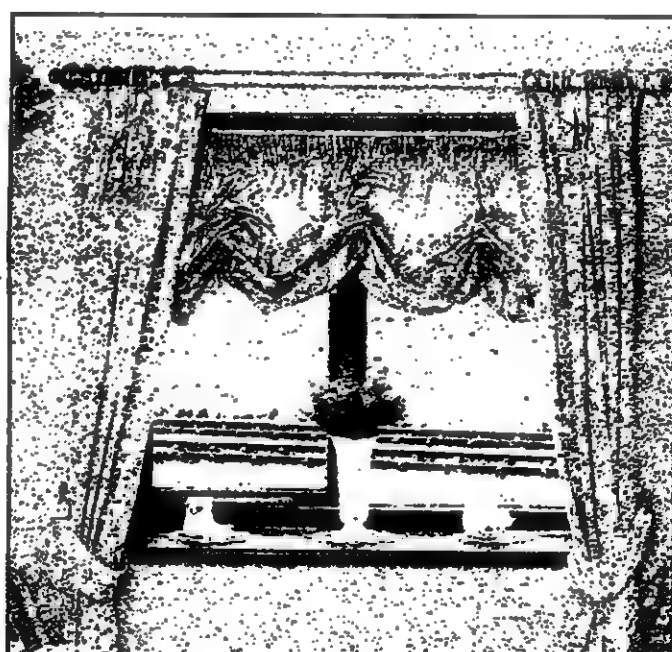
HOME

solides

solides



A chaque fois qu'on achète un truc on se dit : « Ça sera mieux », et à chaque fois c'est pire.



Nous essayons de retrouver cette ambiance édoardienne, de la cave au grenier.



Je me souviens très bien du jour où un tapis s'est envolé parce que c'est le jour où la MIA a annoncé l'assassinat de Kennedy.

ARLES 1992

XXIII<sup>e</sup> Rencontres de la photographie

## CLICHÉS D'UN INTÉRIEUR ANGLAIS

L'HIVER dernier, les Londoniens ont découvert 2 000 photos géantes affichées aux quatre coins de leur ville. Les photographes britanniques censés illustrer les mauvais et bons goûts des Britanniques sur la décoration. Elles étaient toutes prises dans des intérieurs visités, et elles traduisaient une culture d'habitants (voir photos ci-dessus). La présentation de ces photos était concomitante de la diffusion par BBC 2 d'une grande enquête.

Après Londres, les Arlésiens vont découvrir, place du Forum, les photos de Martin Parr. Quel choc ! Rarement un photographe aura provoqué une telle polémique. Les uns crient à la supercherie, ne voyant que la vision d'un monde vulgaire, banal, impersonnel, kitsch. Les autres voient en Martin Parr un peintre redoutable des coutumes de l'animal humain. « Du voyeurisme poussé à l'extrême », pouvait-on lire dans *The Guardian*, « pornographie sociale », a écrit *The Independent*. Ce photographe anglais à l'humour désabusé jusqu'à Magnum, son travail est très controversé.

Peu importe. Parr est intéressant car il cristallise les questions de la photographie contemporaine : le documentaire, l'objet de création, d'exposition, l'implication du photographe dans le sujet, les antagonismes entre la composition, la banalisation du cadrage, le jeu comme terrain d'investigation, les jeux de la représentation, le voyeurisme, l'humour comme mode d'expression, l'importance de la couleur, la mise en scène de l'image, les enjeux de la diffusion, la signification du grand format d'exposition. Il y a quinze ans, quand les photographes « espéraient que le fait de pointer leur appareil sur les sources de honte

des d'injustice influencerait l'opinion et amènerait véritablement le monde meilleur », comme le dit Martin Parr (1), le dernier aurait été qualifié d'imposteur. Mais, aujourd'hui, l'approche de la photo documentaire a changé. Les photographes ne dénoncent plus, ils interrogent, ils réapproprient le réel. Ils ne cessent de décrire « la culture homogénéisée du monde occidental ». Ils dissèquent, détournent les habitudes de la fameuse classe, si représentative du goût moyen, quand elle préférerait dénoncer la misère du monde. Les livres présentent, avec un humour décapant emprunté aux écrivains satiriques anglais, les coutumes de ces sociétés trioties, à la plage (*The Last Resort*, 1986), dans leur rapport à l'argent (*The Cost of Living*, 1989), et aujourd'hui leurs goûts en matière de décoration (*Signs of the Times*, 1992).

Martin Parr n'est pas isolé dans sa quête rigoureuse d'un réalisme social. Si rien ne paraît plus vain que vouloir définir abruptement une création « nationale », l'Angleterre présente trop de photographes qui travaillent dans le même sillon depuis dix ans pour ne pas s'essayer au rapprochement. Le Musée d'art moderne de New-York (MOMA) s'y est trompé, en consacrant un mouvement par une exposition, en 1991. « La Photographie britannique des années Thatcher ». Des écoles d'art, comme celle de Farnham (où Martin Parr enseigne), révèlent une création foisonnante dans le documentaire. Le mouvement est si fort que le nouveau cinéma britannique – Stephen Frears, Terence Davis, David Leland, Mike Leigh, Ken Loach – s'inspire de lui aussi imprégné d'un même réalisme critique.

Le Royaume-Uni a

dans le domaine la photo une bonne réputation pour le documentaire », explique Martin Parr, qui rappelle que l'expression a été inventée dans les années 1930 par le cinéaste anglais John Grierson. Le grand Bill Brandt donnera au genre ses lettres de noblesse avec ses livres *The English at Home* (1936) et *Literary Britain* (1951). La dizaine de photographes qui ont émergé dans les années 80 – Martin Parr, Chris Killip, John Davies, Jo Spence, Paul Graham, Nick Waplington, Graham Smith – sont bien plutôt les enfants de Tony Ray Jones qui a développé une œuvre dense et corrosive sur les coutumes de ses contemporains. Il a disparu, après une carrière fulgurante, à l'âge de 45 ans, des suites d'une leucémie.

Complètement occultée, moribonde, la photo britannique rebondit aujourd'hui au point d'être la plus passionnante d'Europe. Elle est dure, drôle, vulgaire, bouleversante. Elle dialogue avec l'écrit. Bref, elle vit. Les signes du temps de Martin Parr, qui envahissent tout, la rue, la télévision, les magazines, les écoles d'art, les livres, les galeries, les festivals, les musées. Être partout, établir des ponts, n'est-ce pas la raison d'être de la photographie ? (Lire pages 28 à 32).

MICHEL GUERRIN

(1) Extrait du catalogue du Mai à la photo à Reims où Martin Parr présentait ses travaux et des étudiants.

\* Soirée Grand-Bretagne le 11 juillet, Théâtre antique.

\* « Signs of the Times », exposition place du Forum, hôtel du Forum, du 8 juillet au 11 août.



# MÉMOIRE D'UNE ESPAGNE DISPARUE

PAMPELUNE  
envoyé spécial

Le hall de l'université de Navarre est superbe : de grands arbres, du marbre bien tondu. L'endroit est si agréable que l'on ne se rend pas compte que l'on est en Espagne. Le marbre du hall est impeccable, lisse et brillant comme un miroir. Pas de papiers, de graffiti ni de laisser-aller. Un univers ordonné, clean, poli, dans lequel on pénètre après avoir franchi deux tourniquets et rassuré d'un regard aimable un gardien. Ce saint des saints, fief de l'Opus Dei, a été la scène d'un attentat à la bombe récemment, alors, on se méfie, mais sans plus.

C'est là, au sous-sol de ce temple destiné au façonnage des vertus chrétiennes, que se cache un trésor : la donation José Ortiz Echague. L'endroit, apparemment, n'avait pas de photo. C'est tout ce qu'il y avait de grand, de beau, de précieux. C'est César, un architecte, responsable de l'Opus Dei en Allemagne, qui a retrouvé le matériel et l'ami passionné qui a retrouvé

José Ortiz Echague (1886-1980) a, toute sa vie, magnifié dans ses images pictorialistes, qu'il traitait lui-même de façon minutieuse, l'Espagne traditionnelle, profonde, rurale et chrétienne. Mais Ortiz Echague fut également un capitaine d'industrie, pionnier de l'aviation, fondateur de la Société de construction aéronautiques et président de la firme automobile SEAT pendant dix-sept ans. Etrange personnage qui ce photographe qui, par son métier, contribuait à détruire une Espagne ancestrale qu'il fixait en amateur sur pellicule.



dans les locaux de la faculté de lettres de l'information. Elles y sont restées enfouies depuis sa mort en 1980 jusqu'à ce que l'on découvre l'universitaire Ramon Eparza le soin d'en ressusciter les trésors pour que l'Espagne du monde entier qui avait vu Ortiz Echague, capitaine d'industrie qui a toujours su trouver le temps libre pour se consacrer à son amour de la photo.

Il lui a d'ailleurs donné soixante-quinze ans de sa vie. A l'âge de douze ans, en 1898, il reçoit son premier appareil, un Kodak ; en 1913, il quatre-vingt-sept ans, une vue défilante le conduit à abandonner définitivement ce qui fut sa passion et il ne s'est jamais détourné. Lorsqu'il meurt à quatre-vingt-quatre ans, cet artiste laisse 30 000 négatifs, quatre livres (sur un total à 200 000 exemplaires qui reflètent le parcours esthétique et culturel d'un homme qui se consacrait comme le premier photographe espagnol.

Trois personnes s'affairaient pour préparer l'exposition d'Arles, déambulant au milieu des vides de 86 originaux qui vous accrochent l'œil, y imprimant les repères magnifiques d'un monde contrasté. Impossible de ne pas être saisi par la force qui se dégage de ces portraits de châteaux ciselés dans le carbone. José Ortiz Echague a utilisé en 1913 pendant toute sa vie, pour ses tirages, le procédé du carbone direct dit « procédé Fresson » qui, lui, est « beaucoup plus riche en détails » beaucoup plus stable dans le temps. Lorsque le petit-fils Fresson a vu la production de papier, Ortiz Echague a racheté le brevet et l'appareillage et lui-même fabriqué le papier, le Carbondir. C'est dire à quel point il attachait de l'importance à cette méthode d'impression comme dépassée qui, pour lui, n'avait pas son pareil « pour assurer un certain contrôle sur la modulation du cliché ». Le procédé Fresson est la forme d'expression qui s'adaptait le mieux à ce qu'il voulait montrer, estime Ramon Eparza.

Le laboratoire, ce perfectionniste, qui devait passer

plus d'une journée sur un seul tirage, a été reconstitué dans la faculté. Y figure notamment, toute rutilante et nettoyée, au grand regret de Ramon Eparza, la cuve utilisée pour faire les tirages sur laquelle il faisait couler l'eau mélangée à de la sciure, les fines particules de sciure entraînées par la gélatine. Juste à côté de la bibliothèque personnelle, composée de 100 000 livres, une majorité d'ouvrages sur le pictorialisme. Ce style photographique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, visait à imiter la peinture. Ortiz Echague en est un des principaux représentants dans le monde. Dans ses livres d'images, un ouvrage surprend : le célèbre *l'Instant décisif* (1952) de Cartier-Bresson, dont les théories sur le « moment décisif » à l'opposé du style d'Ortiz Echague. Gerardo Vielba, président de la Société royale de photographie de Madrid, qui a connu Ortiz Echague au cours des vingt dernières années de sa vie, ne peut fournir d'explications. Photographie critique, il ne s'agit pas de cette théorie qui a inspiré le photographe mais qu'il préférerait plutôt parler de « l'Instant fugitif ».

Un petit musée présente les appareils photos, divers objets, sa riche collection de photographes pictorialistes — c'est dire s'il aimait le genre — qui sera également présentée à Arles, ainsi que des photographies choisies parmi les 1 000 photos choisies par ses soins. L'université n'en possède que 312 (beaucoup ont été « enterrées » dans des cartons au Musée du peuple à Madrid, d'autres appartiennent à la famille). Des récompenses, des affirmations d'exposition témoignent du succès de reconnaissance que n'a pas connu Ortiz Echague. Il a envoyé ses tirages dans le monde entier, quelquefois simplement pour se procurer des films (il vivait aux Etats-Unis contre cinq dollars) à une époque où l'Espagne franquiste était boycottée, mais, le plus souvent, pour faire connaître ses travaux. En Nouvelle-Zélande, en Chine, en Afrique du Sud, dans les continents.

Ortiz Echague ne fait un personnage

méconnu. De larges zones d'ombre subsistent. Ortiz Echague est un homme à la fois contradictoire, contrasté et équilibré qui a mené de front plusieurs passions. Basque par sa mère, Andalous par son père, il a été, comme ce dernier, ingénieur militaire. Lors de ses études à l'Académie militaire de Grenade, il découvre les vols en ballon au cours desquels il photographie une Espagne qu'il chérira plus en plus. La nature sa vocation pour l'aviation et les techniques nouvelles. Il fut le troisième Espagnol à obtenir son brevet de pilote. En 1923, il fonde la Société de construction aéronautiques qui deviendra la plus importante entreprise dans ce domaine à la tête de laquelle il est resté pendant quarante-sept ans. Son plus grand bonheur fut, dans les années 50, de pouvoir franchir le mur du son à bord d'un F-5 aux Etats-Unis.

Comme cela ne suffisait pas, à partir de 1950 pendant dix-sept ans, il présidera aux destinées de la SEAT (Société espagnole d'automobiles de tourisme) dont il fit également la première firme du monde dans cette branche. Gerardo Vielba se souvient combien il était fier, à la fin de sa carrière, de pouvoir « sortir » 8 000 voitures par jour. Il manifesta son orgueil en lui montrant la photo où il est représenté avec la première SEAT 600.

Homme de progrès, d'avant-garde, il accepte volontiers, comme il le dit lui-même, le qualificatif d'« archaïque » dans le domaine de la photo. Il a été le pictorialisme à s'y tenir jusqu'au bout, de la première photo officiellement connue, *Le Sermon au village* (1903) à la dernière, *Sorocco au Sahara* (1964). Qu'il soit le dernier, le seul au monde, à utiliser un style jugé réactionnaire des années 20 et ringard aujourd'hui. Bien sûr, il y a eu des variantes, des périodes où Ortiz Echague a montré plus de mouvement, d'instabilité, à partir de 1960 surtout, mais la ligne et le procédé adoptés sont restés immuables car ils correspondent le mieux à ce qu'il voulait montrer : l'Espagne des traditions, l'Es-

pagne profonde, une Espagne en train de disparaître, le son plus grand regret.

qu'il affirmait. Ortiz Echague n'a pas voulu à rajouter la tour disparue d'un château, les fils électriques, les voitures pour retrouver une certaine pureté, assombrir les murs de maisons pour faire ressortir la blancheur d'une forteresse, utiliser deux négatifs (un pour le ciel, souvent « chargé », un pour la scène) pour fabriquer « son » image. Il a le plus souvent composé des clichés, les a minutieusement planifiés, n'hésitant pas à faire fabriquer des vêtements pour retrouver l'authenticité d'un personnage.

Sa jeunesse fut assombrie par la perte des colonies et par la mobilisation de membres de sa famille partis se battre aux Philippines, Cuba ou au Maroc. Lui-même ira de nombreuses reprises dans ce dernier pays. En 1913, il quitte précipitamment l'Argentine pour participer à la guerre marocaine. Ortiz Echague est un nationaliste qui, comme le dit l'une de ses sœurs, « plaçait l'Espagne au-dessus de tout ». Il était sensible aux idées du Mouvement de 1898, appelé aussi le mouvement de la « Régénération », qui voulait préserver « le sel » de l'Espagne et... ses colonies, qui voulait ressusciter les vraies valeurs.

Homme de droite, il n'a cependant jamais milité dans un parti politique. « Nous n'en avons jamais, jamais parlé », reconnaît Gerardo Vielba. Militaire, il a prêté serment à la République et s'est rangé pendant la guerre civile du côté des franquistes sans participer aux combats. Il s'occupait de ses avions à Cadix et à Séville. En 1938, la mort de deux de ses fils à bord d'un navire coulé aux Baléares le marquera profondément. Pendant les quarante années de la dictature, il ne s'est mêlé de rien. « Il n'était ni franquiste ni antifranquiste », selon Antonio Vidal Quadras, auteur d'une thèse dans laquelle il analyse les lignes de Ortiz Echague. « Il a fait son travail, dit-il, c'est tout, sans d'autre préoc-



A gauche : « Devant la Vierge de la Rosée », 1953. Ci-contre : « Femmes voilées de Vejer », 1948.

cupation que de faire progresser le pays. » Plutôt du genre « travail, famille, photo ».

Il n'a pas non plus fait partie de l'Opus Dei (1) qui était une institution trop « catholique » pour pouvoir l'attirer. « Il a été un bon catholique mais n'a jamais été plus loin », précise Vidal Quadras. Profondément croyant, José Ortiz Echague a eu le privilège, la force de persuasion, le pouvoir de travailler dans les couvents. *L'Espagne mystique* est un témoignage impressionnant d'un monde ignoré, un monde de clichés flamboyants, lyriques, se rapprochant plus des peintures de Zurbaran d'un pictorialisme mièvre. Les tirages sont ceux d'un amateur qui voulait mémorialiste d'une Espagne éternelle.

MICHEL BOLE-RICHARD

D'après le spécialiste de la photographie, professeur à l'université de Bilbao, c'est plus un « documentaliste » qu'un pictorialiste. Il est à la recherche d'un idéal esthétique, d'une Espagne mythique. C'est pour cela qu'il modifie et retouche ses tirages afin de leur correspondre la réalité à sa vision, contrairement à

(1) L'Opus Dei, « L'œuvre de Dieu », est un mouvement catholique fondé en 1928 par monseigneur Escriva de Balaguer. Son dernier a été béatifié par le pape Jean-Paul II le 17 mai 1992.

\* Espace Van-Gogh, du 8 juillet au 16 août.



حکذا بن الامين

DON McCULLIN  
photographe de guerre

ARLES 9

# LA MORT DROIT DANS LES YEUX

« J'aime l'art. Je veux que mes photos aient un peu. » L'Anglais Don McCullin est réputé pour ses aphorismes, aussi durs que ses clichés, mais il est moins connu que ses images, en dépit de ce qu'il accumule, il préfère la photo (anonyme) publiée dans la presse à l'impression dans un livre ou accrochée au mur. Ses photos ? Des visions cauchemardesques, enregistrées sur des terrains de guerre, à Chypre, au Vietnam, en Irlande, au Biafra, au Cambodge, en Ouganda. Ses livres ? Plutôt des manifestes, bruts, noirs.

L'hommage qui lui sera justement rendu à Arles - sa première exposition en France - l'événement des Rencontres, mais, derrière McCullin, planent les fantômes de cette génération de photographes de guerre, qui ont grandi à ses côtés et auraient bien ri en voyant leurs images finir dans les musées et les festivals. Gilles Caron, Larry Burrows, Henri Huet, Kyoji Sawada... Tous ont été au Vietnam ou au Cambodge. Philip Jones Griffiths, qui vit à New-York, mais dont les conflits ont été le regard, et Don McCullin qui croit que son « heure n'est pas encore venue... »

Cette génération s'est révélée dans les années 60-70, quand l'Amérique s'engageait au Vietnam. Ils en ont rapporté des coups de poing, à peine supportables, dans le but de révéler « l'injustice et la souffrance ». Dans ce registre, personne n'est allé aussi loin que McCullin : « Je suis le photographe de guerre le plus dur, le plus brutal, le plus cru, le plus direct, le plus violent qui soit », disait-il, un jour. Il y parviendra, montrant la guerre dans toute son horreur, au point de noircir exagérément ses tirages publiés dans les hebdomadaires londoniens. « Des images extrêmes pour mettre en relief des événements extrêmes », juge un journaliste de l'Observer. « Le tirage sombre, c'est ma colère », confirme le photographe.

Il faut quelques certitudes pour montrer la guerre en partie décomposée, des blessures béantes, la vue d'une veuve à 1,50 m, les corps squelettiques des jeunes Biafrais, une mère nourricière à la poitrine dévastée. Les clichés sont en noir et blanc, c'est bien du sang rouge qui éclabousse le cadre. Et il y a ces regards douloureux que seul McCullin cherche, que l'objectif trouve, que les quatre millions de lecteurs du Sunday Times découvraient, tous les dimanches matin, à l'heure du breakfast, entre deux œufs à la coque. Avec McCullin, le mythe de la guerre romantique est mort. Certains n'ont pas supporté, comme la firme Volkswagen qui a retiré ses pages de publicité de l'hebdomadaire après un reportage sur le Biafra.

Peu de ces photographes trop proches des terrains de bataille en ont survécu indemnes. Beaucoup sont morts (1), beaucoup ont été sourds, font des cauchemars ou ont sombré dans la drogue et l'alcoolisme. D'autres ont décroché, préférant, comme David Douglas Duncan, un des piliers de la Corée et du Vietnam, se tourner vers la photo de fleurs, dans le sud de la France. Donné pour mort à plusieurs reprises, roué de coups dans une prison en Ouganda, au Salvador, McCullin a eu, au Cambodge, le tympan éclaté, les deux jambes criblées d'éclats de mortier et a vu « gicler le sang » de ses cuisses. « McCullin est celui qui est allé le plus loin, au bout de la fatigue et de l'horreur », affirme le photographe Hubert Le Campion, qui lui a travaillé.

C'était l'époque où la vie des photographes se confondait avec leurs images. Né en 1935 à Londres, le parcours de McCullin est tracé : « Je suis un produit de Hitler : je suis né le 30, j'ai été bombardé dans les années 40, puis les gens de Hollywood m'ont montré les films sur la violence », confie-t-il au journaliste Francis Wyndham. Dans son livre *Homecoming* (2) qui rassemble ses photos d'Angleterre, il explique : « Je connais l'odeur de la pauvreté. C'est un peu celle de la serpillère qui n'a jamais été lavée dans la crasse du plancher qu'elle tente de nettoyer. » C'est parce qu'il a passé une enfance pauvre que McCullin a pu supporter les horreurs de la guerre. Ses premières photos, prises en Angleterre, sont, comme le dit John Le Carré, « des photos de guerre prises en temps de paix. Partout où il va, il en fait un champ de bataille » (3). Tels ces aveugles, fous, mendiants et chômeurs. Ou ce troupeau de moutons, paisible, mais en route vers l'abattoir.

McCullin a développé l'extraordinaire développement de la presse illustrée britannique dans

De la guerre du Vietnam au Kurdistan irakien, l'Anglais Don McCullin a couvert la plupart des grands conflits du monde de ces trente dernières années. Ses images noires, parfois insoutenables, d'Indochine ou du Biafra, ont fait un journaliste responsable qui n'a cessé de réfléchir à son rôle. McCullin incarne une génération disparue, qui ne se reconnaît pas dans les années 80. Alors, il déserte les champs de bataille, et rebondit vers la photo de natures mortes et de paysages. Mais avec la même force.

En 1960 : Town, The Sunday Times magazine, The Observer, The Daily Telegraph. Après des reportages remarqués sur les tensions raciales en Grande-Bretagne, il se distingue pendant les événements de Chypre, en 1964, qu'il couvre pour l'Observer. Son portrait d'une femme turque, publié après la mort de son mari, est consacré « photo de l'année » par un jury international. Mais c'est pour le Sunday Times qu'il réalise ses plus grands reportages, à partir de 1966. Au Vietnam surtout, il participe au mouvement de l'opinion publique mondiale, notamment avec son reportage historique sur la bataille de Hue en 1968.

Il entretenait des relations passionnelles avec le magazine dont il était « une âme mal payée ». Rétribué au « strict tarif syndical », McCullin obtiendra un bon bonus, après sa blessure au Cambodge en 1970... Mais le magazine a toujours l'intelligence de lui laisser le contrôle de ses images. Contrairement à ses confrères, Don McCullin rapatriait lui-même ses pellicules à Londres. Il développait, tirait les épreuves et participait à la mise en page. Le directeur de la photo, son complice Michael Rand.

C'est l'époque où les photographes s'impliquaient dans leur sujet, au point de couvrir des reportages textes-images, comme Douglas Duncan au Vietnam, Gordon Parks sur les ghettos noirs américains en 1968, comme Don McCullin au Congo en 1964. Ce dernier n'est pas naïf au point de croire qu'un cliché peut changer le monde, mais il peut sensibiliser les gens. Ses photos d'Indochine du Biafra en 1969 « sont celles qui horrifient le plus, provoquent le plus d'argent, le plus de manifestations dans les rues de Londres », explique le journaliste Mark Haworth-Booth. Sa caméra capte le regard d'une personne meurtrie, blessée, pour donner mauvaise conscience au lecteur, au spectateur. Jusqu'ici, le photographe était neutre, s'effaçait derrière l'image au point d'éviter le regard des « acteurs », mais si la caméra était aveugle, McCullin, au contraire, regardait son sujet droit dans les yeux, réussissant à communiquer la compassion qu'il éprouve et la honte d'être là, impuissant.

Mais qu'il photographie la campagne anglaise, ses copains, la guerre, les fleurs, la misère, McCullin maîtrise toujours ses sujets, comme s'il voulait freiner le flot d'une actualité sordide pour mieux la dénoncer. En temps de guerre, où le moindre peut sauver la vie, les mouvements calmes et réfléchis de McCullin sont aussi légendaires qu'effrayants. Il travaille sans moteur ni appareil automatique, contrôlant la lumière avec une cellule - « Je ne me cours le risque d'être tué » - et plus il me tromper d'exposition », - « Je vise toujours lentement : Le snapshot rapide, ce n'est pas pour moi. » Il prend qu'une vingtaine de rouleaux chaque fois, ne voulant pas « un John Wayne du reportage ».

La grande époque du journalisme photographique terminée pour McCullin avec les années 80. Lors



Un Américain au Vietnam. 1968.

de la guerre des Malouines, en 1982, « les autorités n'ont voulu de moi sur aucun bateau, mais ont trouvé de la place pour trois millions de barres de chocolat... », constate-t-il avec ironie corrosive. Le 11 mai 1986, lorsque Rupert Murdoch, patron du Sunday Times, a convoqué la rédaction : « Je ne veux plus de misère de guerre dans ce journal, mais des loisirs et des modes de vie », dit le patron de la presse. « Grâce à Dieu, je ne suis pas fait pour Murdoch », commente avec humour McCullin, qui a bien senti qu'une époque était révolue, lorsque le virage du Sunday Times s'est pareillement négocié par de nombreux magazines de par le monde...

« J'étais devenu un loser. » La personnalité et les images de Don McCullin collent plus à ces années 80 dans lesquelles, au dépit de la crise, il faut « penser positif ». Mais il n'est pas mécontent d'avoir mis sur la touche, pendant vingt ans de photos de guerre l'ont usé : « J'ai cinquante-sept ans, je n'en peux plus. Chaque reportage devenait un voyage vers la peur, l'horreur. Parfois, je priais, alors que je ne suis pas croyant. » Le chien fou qui portait la guerre comme attirail par la violence, excité au point d'avoir les cheveux qui se dressaient sur la tête, a laissé la place à un photographe réfléchi mais usé par les souvenirs douloureux. Celui de huit cents enfants en train d'agoniser. Celui d'une géologie ougandaise, où il a vu sa mort annoncée, entend, dans la pièce d'à côté, les hurlements des prisonniers massacrés à coups de machette. Celui du soldat donné pour mort mais qui bouge encore. Celui des Khmers rouges auxquels il échappe grâce à ses talents de nageur...

Enfin par sentiment de s'immerger dans la vie des gens et de voler leur douleur. Au point de veiller à obtenir l'accord des gens photographiés. Au point d'avoir mauvaise conscience de gagner de l'argent de ce genre de sujets : « Doit-on rapporter la vérité ou se cacher le tapis ? Ça fait vingt ans que je pose cette question. J'étais comme un mauvais garçon, même si mon obsession était de capter la dignité des gens ; même si, contrairement à d'autres photographes, je ne me suis jamais comporté comme un animal. Mais si je n'avais pas changé, j'aurais explosé, un peu comme un train qui arrive en gare et qui ne s'arrête pas. »

Changer, c'est tourner la photographie de natures mortes et de paysages que Don McCullin pratique depuis 1983. Quelle évolution ! Elle si radicale que la profession reste incrédule. « Beaucoup

ont pensé que j'étais devenu fou, que je m'étais transformé en marshmallow. Moi, pour la première fois, je sens pur, car je trempe plus mes mains dans le sang. » Pourtant, la continuité est évidente : les images sont un peu moins noires, mais les visages sont aussi intenses, les fleurs aussi fragiles, les nerfs du paysage s'apparentent à des tranchées. C'est également un retour à la guerre d'émotions. Je peux attendre des heures pour voir une fleur s'ouvrir. »

Surtout, McCullin bourne ses nouvelles images de références. Dans le reportage déjà, il rendait hommage à Bill Brandt et Cartier-Bresson, « ce maître de la composition ». Là, ses inspirations sont plus picturales (la luminosité rappelle les champs de bataille d'Uccello), des clin d'œil à la photo du dix-neuvième siècle : Le Gray, Fenton, Brady, Stieglitz, Steichen. Autant de noms que McCullin citait déjà il y a vingt ans. « Je suis embarqué pour une autre bataille, guerre d'émotions. Je peux attendre des heures pour voir une fleur s'ouvrir. »

Aujourd'hui, McCullin entre dans un musée. Il est considéré comme un des plus grands photographes de guerre de l'Histoire. Pour l'exposition d'Arles, le Centre national de la photographie lui a consacré un livre dans la collection « Photo Poche » qui rassemble le panthéon des photographes (4). Un artiste ? Sur son sujet, comme sur les autres, il n'a varié : « On peut faire des photos de guerre ou de douleur et se déclarer artiste. C'est même indigne. Indigne de vendre une galerie ce genre d'images. Je n'ai vendu que sept photos, mais j'ai toujours veillé à ce qu'il n'y ait pas de gens qui souffrent sur l'image. Avec mes paysages, je ne heurte plus personne. » Il donne même du plaisir, rejoignant un des photographes qu'il admire le plus : auquel il ressemble le moins : Jacques-Henri Lartigue.

MICHEL GUERRIN

(1) Près de soixante-dix journalistes ont été tués ou ont disparu durant la guerre du Vietnam. La plupart étaient des photographes, obligés de « mourir » première ligne.

(2) Macmillan, Londres, 1979.

(3) Images des ténèbres, introduction de John Le Carré. Robert Laffont, 1980.

(4) Centre national de la photographie (CNP). « Photo Poche », 55, 63 photos, 50 F. La série « Contacts », coproduite par le CNP, la KS Visions, présente à Arles le 9 juillet un film consacré à Don McCullin.

\* « Don McCullin, reporter des ténèbres ». Palais de l'archevêché, du 8 juillet au 16 août.



ARLES 92

COLLECTION PRIVÉE

la Hulton Deutsch Picture Company

# UN TRÉSOR DE DIX MILLIONS DE TIRAGES

LONDRES

notre envoyé spécial

C'est qu'on verra dans la cité provençale n'est que l'extrême pointe de l'iceberg immergé à Londres. Là, au nord-ouest de la ville, deux banals hangars en briques abritent la Hulton Deutsch Picture Company, la plus grande collection privée d'images jamais rassemblée en Europe, voire au monde. Près de dix millions de tirages, presque autant de négatifs. Les originaux et les épreuves sont rangés sur des rayonnages métalliques, dans des enveloppes de papier kraft.

Conséquence de la politique ultra-libérale de Margaret Thatcher, ce trésor est, depuis 1988, sous la main de l'ancien président d'une entreprise de télévision privée, la Hulton Deutsch. La plupart des archives avaient été réunies par la BBC, à partir de 1958, autour de la Hulton Picture Company. M<sup>me</sup> Thatcher les avait sous-utilisées et désirait se débarrasser de quelques « bijoux de la couronne », la BBC a dû se séparer de un fonds photographique où se trouvent réunies les dépouilles de nombreux agences, comme celles de puissants groupes de presse.

Deux collections ont trouvé refuge dans une poussière relative. Certaines comportent quelques dizaines de clichés, d'autres sont riches de plusieurs centaines de milliers d'images. Ainsi les 100 000 plaques sur verre de la London Stereoscopic Company (LSC) conservées. Cette agence fut créée en 1854 par William Swann Nottage, photographe et inventeur. Il commença par fournir en photos les éditeurs de la recherche de modèles à graver. Il devait, par la suite, trouver un point de reproduction directe des clichés dans les journaux.

La LSC, qui fonctionnait jusqu'en 1912, proposait à la presse, mais aussi aux particuliers, des vues urbaines, des portraits de tous les coins du monde, des scènes de la vie quotidienne, des portraits-cartes de visite et des reportages comme celui sur la guerre de 1914-1918. Chaque image, juxtaposée deux fois sur un support de verre, permettait, grâce à un appareil spécial - le stéréoscope - une vision qui donnait l'illusion du relief. Gros succès dans les années 1910. En 1912 également, les plaques impressionnées en Birmanie du capitaine Linnaeus Tripe, dès 1857. Comme les 120 photos sur la reconstruction du Crystal Palace, à Londres, qui datent de 1856. En partie, les

fragile matériel, les archives de Fox dont, négatifs, correspondent forcément aux tirages.

Il y a là un énorme travail à remettre en ordre à achever. Les archives de Keystone (Londres) sont mieux classées, et les négatifs rangés chronologiquement, par sujets. Au fil des ans, des poids lourds comme Topical Press, General Photographic Agency ou Central Press Agency viennent gonfler le fonds initial. Rejoins par des bataillons plus légers ou plus spécialisés : la Rischitz Collection (photos de 1858 à 1900), la Hulton Collection (Inde, 1858; Chine, 1860; Japon, 1867), la Henry Gutman Collection (avec tous les grands noms de la photographie parisienne de l'entre-deux-guerres, de Ray à Kertész), le fonds Eric Auerbach (opéra, musique classique et jazz, 1940-1970), le fonds Cabot (vues aériennes et nautiques) ou la Hulton Collection (portraits, 1902-1931).

Des pépites se trouvent aussi dans les archives des journaux disparus. Le Daily Express, l'Evening Standard ou, surtout, le Picture Post, l'équivalent du Life américain, fondé à la suite de la vente de William Hulton, un riche professionnel de la presse britannique, et Stefan Lorant, un Hongrois d'origine juive, qui avait tâté du photojournalisme dans son pays natal, puis à Berlin. Il avait été responsable de la partie illustrée de l'illustrateur Munchner avant de débarquer à Londres, après un bref passage à Paris. C'est en Grande-Bretagne que son talent va donner toute sa mesure.

En 1935, il lance le Weekly Illustrated. En 1937, Lilliput, un hebdomadaire populaire de poche, où la

photographie joue un rôle essentiel. Les textes signés Liam O'Flaherty ou Upton Sinclair. L'image acquiert une autonomie. Elle devient une arme humoristique - c'est le cas en Angleterre. Lorant juxtapose des clichés pour ridiculiser les régimes totalitaires : le coiffeur Antoine, pompeux, saisi (par Brassai) à l'orgue, et Goebbels, l'air furibond, tapotant un clavier (un document Keystone). Il utilise largement les photos de ses compatriotes, Moholy-Nagy ou Kertész, mais on retrouvera les images dans le Picture Post qu'il fonde avec William Hulton en 1938.

Cet hebdomadaire d'actualité reprend les recettes du photoreportage que connaissent parfaitement les professionnels d'Europe centrale : caméras légères, pellicules sensibles, cadrages audacieux, grande mobilité, regards pointus sur la réalité sociale. Stefan Lorant va faire travailler des (futurs) grands noms de l'image fixe : Umbo (Otto Umber), Martin Munke, Alfred Eisenstaed, Felix H. (Hans Baumann), Hulton (Kurt Hubschmann), la plupart d'entre eux fuyant le nazisme. La photographie photographique d'une situation de guerre sont signés Robert Capa (la guerre d'Espagne), Hulton (Paris la nuit) ou Bill Brandt (les sous-vêtements féminins). Le journal, qui atteignait un tirage de plus d'un million d'exemplaires, disparaît à la fin des années 1930. Entre-temps, le génial Hongrois aura émigré aux États-Unis où il vit encore. En 1947, William Hulton, convaincu de l'importance d'avoir sous la main un important stock de photos qu'il peut utiliser pour ses propres journaux, mais aussi diffuser par ailleurs, rachète les fonds d'entreprises concurrentes. C'est ainsi que reprendra la BBC.

Aujourd'hui, Brian Deutsch, David Allison et Terry Binas, le trio qui gère la Hulton Deutsch Collection, sont confrontés à un triple programme : identification, conservation et transposition. « Il faut identifier l'image, son auteur et l'origine du fonds », explique Terry Binas, qui a fait ses premières armes au département photo de Christie's. C'est une tâche difficile, loin d'être achevée, d'autant que les négatifs ne correspondent pas nécessairement aux tirages et que la possession d'une épreuve n'implique pas forcément un droit de reproduction. Ce travail effectué, il faut organiser la diffusion de ces images. Aussi la Hulton Deutsch Collection s'est-elle associée avec Philips pour transposer ce fonds photographique en vidéos. Dix mille images sont déjà numérisées et reliées à une banque de données expérimentale. On peut, à partir de mots-clés, par arborescence, appeler sur un écran des séries d'images de plus en plus précises, aux légendes de plus en plus détaillées.

Pourquoi une telle d'archives photographiques lancée dans une politique aussi ambitieuse éprouve-t-elle le besoin, artisanal, de présenter quelques images à Arles ? Parce que je veux faire connaître cette collection, dit Terry Binas. Et Arles me semble un lieu idéal. En Grande-Bretagne, les gens s'intéressent moins à la photo, qui ne jouit pas encore du même statut qu'en France.

EMMANUEL DE ROUX

« Les images de la Hulton Deutsch Picture Company ». Espace des arènes. Du 8 juillet au 16 août. Soirée, le 8 juillet.



Bill Brandt : « Fashion in Bras », 1931.

GEORGES DUSSAUD

Voyage au Portugal

## UN CELTE CHEZ SES COUSINS DU SUD

TRÁS-OS-MONTES

notre envoyé spécial

TOUT le Trás-os-Montes se résume dans une vision : en un mois de juin, les genêts, surchargés de fleurs, éclatent de lumière sur les nuages gris. Ce n'est pas un hasard si un diction local qualifie ainsi la région septentrionale du Portugal : « Trois mois d'été, trois mois d'hiver et six d'enfer ». Il y a longtemps que les Trasmontanos ont appris à vivre avec cette folie météorologique. Aux hivers violemment rigoureux succèdent des étés brûlants. Dans l'entre-deux, un climat qui hésite continuellement entre les extrêmes. Pour faire face, les maisons sont de gruit et les hommes d'une pièce, entiers, grands, larges d'épaules, qui vous regardent à face et ont sur le visage les mêmes rides que leur sol. Respectueux des us et coutumes, ils s'habillent de houppelandes, de pèlerines, de robes ou de vêtements de bure ou de chaume (1).

« Au-delà des monts », telle la traduction littérale, un « pays du Nord dans un pays du Sud », telle la définition qu'en donne Georges Dussaud. Cet ancien vendeur Nestlé, préretraité de cinquante-huit ans, est venu tard à la photographie. S'affirmant « fou d'images », il a guetté son regard, depuis onze ans, autour du village de Montalegre, dans un pays de montagne granitique et de lacs artificiels, le Barroso. Coup de cœur, passion pour un monde rude et isolé, réminiscence d'un passé commun : Dussaud le Breton n'a-t-il pas été l'original que les hommes de Trás-os-Montes ?

A Montalegre, tout le monde connaît « le photographe français », qui loge chez l'habitant, que l'on tutoie et que l'on aime pour sa « sympathie ». Par son parler portugais, l'humain dialogue avec d'anciens émigrés revenus au pays, comme Joaquim Lopes

Georges Dussaud a effectué, dans le cadre du projet « Europe rurale 1993 », cinq missions photographiques dans la région du Trás-os-Montes, au nord du Portugal. Présenté à Arles, ce reportage a été financé par le ministère français de l'Agriculture et a pour ambition de sauvegarder la mémoire de la ruralité dans les pays de Trasmontanos. Mais que pensent les Trasmontanos de leur portrait réalisé par un étranger ?

Pires, maire de Meixide et ancien chauffeur de taxi à Paris. Des photos de Dussaud traînent sur une de ses étagères : « Il faut bien que quelqu'un s'occupe de garder des traces de notre histoire, on voit bien qu'avec l'Europe notre façon de vivre est condamnée. Dussaud, c'est un peu l'ami de la famille. »

Aida Fernandes Lopes Ferreira, la hameau de Gralhães, s'étonne de son intérêt porté « pour un coin perdu » du Portugal, mais se jette sur les clichés de « l'étranger » dès qu'on lui présente. Toute heureuse, elle reconnaît le cimetière, et les anges sur les tombes d'enfants. « Quelle idée de prendre des photos de cimetières ! Qui va peut intéresser ? »

Ça intéresse Georges Dussaud, qui, au gré de ses rencontres, s'attache à rendre l'univers de ce pays vivant chichement de l'élevage et d'une agriculture archaïque. Avec l'application d'un ethnographe, il arrache des bribes d'une vie qu'il avait déjà en partance. Enregistrés à jamais, le bouf du peuple (on l'appelle par la chega (2)), la préparation de la pâte à pain dans le four communautaire, les rituels qui entourent l'abattage du cochon. Toutes ces images se lisent à travers le prisme, forcément réducteur, de ce qu'il appelle lui-même « les images de mémoire ». Difficile course contre le temps, qui efface, détruit et malmené les traditions trasmontanas. Malin en tout, donc, et au plus vite.

Malin dans le Trás-os-Montes n'est pas seulement par les photos de Dussaud. José Adelino Fidalgo, un maçon en France, gère une petite pension à Montalegre, où le photographe a séjourné. « Il nous montre comme des gens attachés, alors que depuis quelques années notre pays se développe. Le Portugal, ce n'est pas cette image d'une agriculture arriérée. Ce n'est pas honnête de se parer, par la photographie un monde de vieux, qui tombe en ruine. J'aurais aimé qu'il donne

une image plus dynamique. Un de ces jours, il risque de se faire casser son appareil par des gens qui en ont marre de l'image qu'on donne de leur vie... »

Le père Antonio Fontes, prêtre à Vilar-de-Perdizes, dans le district de Montalegre qu'il parcourt en Mercedes, explique le coup de sang : « Georges nous a montré l'intérieur qu'on n'a pas envie de voir photographié. Vous savez ce que c'est : on n'a pas la maison sale... » Teresa Gonçalves Delgado, soixante-cinq ans, dont la vieille maison aux murs noirs de suie, dégage une forte odeur de feu de bois, répond que « Georges nous a montré des choses que nous ne voyons pas, mais après tout c'est notre vie, il n'y a aucune raison d'en avoir honte ». Mieux, le père Fontes juge cette démarche essentielle, tant il est attaché à la sauvegarde du patrimoine luso-galicien (la frontière avec l'Espagne n'est qu'à quelques kilomètres) : « J'aimerais pouvoir montrer aux gens ce que nous sommes, mais les chegas du bois dans le pays, ça n'est pas le Portugal. En fait, il nous a montré aux Européens ce qu'ils ne voient plus chez eux, mais qu'ils ont oublié d'avoir chez eux leur propre pays. »

L'essentiel est bien là. Au-delà de la représentation folklorique de ce petit morceau de terre, Georges Dussaud nous a fait accéder à l'universalité. Il y parvient quand une scène de pêche dans un lac du Trás-os-Montes rappelle l'ambiance moite des lacs du Mékong. Quand le son d'une cloche semble s'élever d'un paysage caractéristique du Portugal.

ACACIO PEREIRA

(1) Portugal. Miguel Torga. Ed. Arles, coll. « Lieux », 1988.

(2) Combat de bouf.

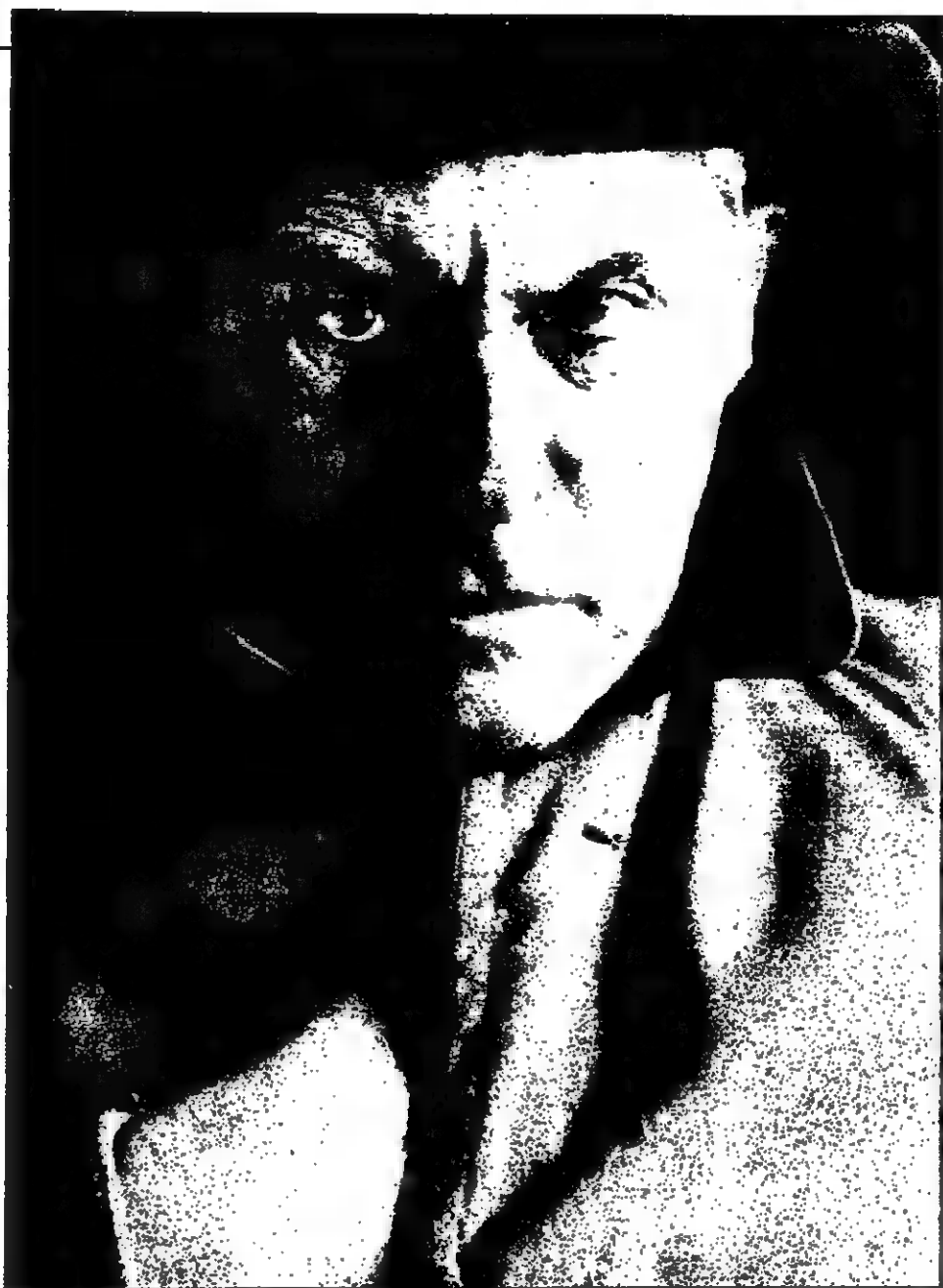
« Salle Pablo-Neruda, du 8 juillet au 16 août.

1500



# JUSTE AVANT DE FRANCHIR LA LIGNE

**Dramaturge, romancier, philosophe, peintre et photographe, le Polonais Stanislaw Ignacy Witkiewicz (1885-1939), dit Witkacy, est l'une des grandes figures de l'avant-garde polonaise de ce siècle. Avec Witold Gombrowicz et Bruno Schulz, il transforme le réel en un bout de tuyau, se réalise ainsi des portraits en gros plan (yeux, nez, bouche) de des autoportraits où il apparaît en juge, drogué, bigot... Witkiewicz, comment les visages en apparence banals commandent une réflexion impérieuse sur l'identité.**

**Witkiewicz en Napoléon, 1937-1939.**

« J'ai éteint ma lampe et j'ai éprouvé un horrible sentiment, j'ai eu le sentiment que j'allais devenir fou – mais cette fois non au figuré mais **sérieux**. (...) J'ai fait quelques compositions monstrueuses et j'ai survécu à un état d'enfernement frôlant la folie. J'ai peur de ne plus revenir. J'ai pensé aujourd'hui – n'ai-je pas déjà franchi cette petite ligne. (...) J'ai eu un entretien avec Boren (...), la psychanalyse est sur le point d'être terminée. Mais je n'y crois pas pour autant. Si j'en suis sûr, ce ne sera pas grâce au complexe de l'embryon dont j'aurais pris conscience (1) ». Juste avant l'extinction – des apparences, de l'unicité, de l'identité, de la raison ; juste avant la chute des masques, le franchissement de la « petite ligne » : pourquoi ne pas adopter ce moment-là, cette position précise, ce programme de regard à l'instant de voir les photographies de l'auteur de ces lignes (écrites en février 1913).

L'inconnu célèbre que nous font découvrir ou redécouvrir les Rencontres d'Arles – cent cinquante photos exposées – a plus d'une réputation, et pas vraiment celle de photographe, en dehors d'un cercle très restreint, en dépit de quelques expositions précédentes (Bruxelles, Glasgow, et l'exposition « Présences Polonaises » à Paris, au Centre Georges-Pompidou, en 1983). Peintre, auteur de romans et de pièces de théâtre, théoricien de l'esthétique et philosophe, Witkacy, comme il se nommait lui-même, fut l'une des grandes figures de l'avant-garde polonaise d'avant la seconde guerre mondiale. ■■■  
formons un groupe d'écrivains très difficiles, peu popu-

lares et en opposition à la vie littéraire polonaise», rapportait dans ses *Souvenirs de Pologne* Witold Gombrowicz, parlant de Witkiewicz, de Bruno Schulz et de lui-même.

Et l'auteur ■■■ **Ferdysdurke** et ■■■ la Pornographie esquissait, dans les années 60, de son compatriote moins illustre disparu — en fév. 1885, ■■■■  
■ ■■ donné ■■■■ en septembre 1939 en ■■■■■■  
que l'armée russe venait de pénétrer en Pologne — un portrait à l'eau-forte qui peut aussi éclairer une partie de  
l'œuvre photographique : « Ainsi donc l'intelligence de Wikiewicz était remarquable, son courage, son obstina-  
tion ■■■■ intransigeance, merveilleux, ■■■■ il lui man-  
quait sans doute le sens de l'effort direct, il fut trop sou-  
vent un théoricien qui ne se rendait pas compte qu'il  
envoyait, irritait, qu'il était incapable de vivre avec  
l'homme vivant (...). Malgré tout, la ■■■■ de cette puis-  
sante figure avançant dans la neige (...) avec tout son  
cortège de ■■■■ ■■■■ rien le fixait ni bavant ■■■■ paroles  
■■■■■ vraiment dramatique. On avait l'impression ■■■■  
quelque chose d'excellent se déformait, repoussé au fond  
d'une cornière douloreuse... »

L'œuvre photographique? Il aura fallu du temps, et le ~~matérialisme~~ - ou le ~~maté~~ de force? - de quelques ~~filles~~ et spécialistes ~~pour~~ ajouter cette dimension à l'œuvre picturale et écrite de Wilkacy. Si Witkiewicz a pris un nombre considérable de photos. et dès son plus jeune âge, il a tenu cette activité en marge de toutes les autres. Les photos en sont-elles un contrepoint possible, ou nécessaire, pour les lecteurs de *l'Inassouvissement* ou

■ ■ *Métaphysique d'un veau à deux têtes*, pour les connaisseurs ■ la théorie ■ la forme pure? C'est l'un des enjeux possibles ■ la présentation d'Arles.

A travers les portraits, autoportraits et mises en scène photographiques, on prêtera plutôt attention à l'imminente faille du **portrait** et à la raison toujours **absente** qui toujours présente par l'entreprise infinie de fixer le plus improbable : l'essence d'un visage ou de son au-delà, son double caché, ce que dissimule son double, la vérité **absente** de la parodie, le mensonge de la vérité prête au portrait. Pour cette quête inquiète de l'identité, dans cette enquête sans **fin** ni tête, inévitablement, qui parle **de** le dire **de** la répétition, de surface **de** l'intériorité, **de** bricolé, comme **le** la recherche du procédé qui donnerait accès à l'indice décisif. Un bout de visage, **de** l'optique **de** l'appareil, isole un fragment du visage sous promesse à **de** flou qui ruine toute précision **de**

Rien n'est plus brutalement vrai que la très simple métaphore d'un autoportrait d'avant 1914 : le verbe **brist** incomplet ne donne à voir que les fragments **mal joints d'un visage incomplet**. Or l'autoportrait multiple de Saint-Petersbourg (entre 1915 et 1917) : ce quintuple **visage** la garde impériale du **roi** (grâce à un jeu de miroirs), de ces deux fois de profil **à l'envers** autres presque de face, est-il au complet ? Et que fonce-t-il **à l'envers** ce rassemblement muet ? Contre qui ? On retiendra le commentaire lointain et fantasmatique de **l'autoportrait** pourrait constituer **une** évocation dans

les Amers : « La révolution russe de février 1917 à juin 1918 m'a beaucoup donné à penser (je ne puis dire chose malheureusement, j'ai regardé comme d'une loge, n'ayant rien d'y prendre part suite de blocages schizoïdaux). J'ai observé cet événement très près, officier garde impériale a commencé ».

De près, mais de loin; en regardant, mais sans voir;  
au vrai, mais pour rire de toutes les postures et grimaces  
qui peuvent s'agencer à l'infini; de regard plein à  
vide et tout aussi bien de regard vide à image pleine:  
va-et-vient incédés à indécidable - ou jamais  
rien vient en jouer la comédie - l'innanité.

Faut-il, peut-on intégrer Wikiewicz, au fût-ce que par cousinage, à la grande famille des photographes reconnus, ~~qu'on~~ avait avec beaucoup de perspicacité l'exposition du Glasgow (Third Eye Centre, 1989)? C'est ~~ce~~ Julia Margaret Cameron. Le père de Wikiewicz, peintre lui aussi, s'était d'ailleurs longuement ~~occupé~~ aux portraits et aux scènes allégoriques de Cameron, dans une ~~maison~~ de 1899. L'affaire, plus complexe s'il s'agit d'invoquer ~~des~~ parentés esthétiques avec Alvin Langdon Coburn, Alexandre ~~Reis~~ ou Edward Weston. Ou ~~encore~~ aux ~~auto~~portraits de Max Duchamp. Ailleurs, on a aussi évoqué les photographies ~~de~~ René Magritte ou d'August Strindberg.

Se risquer à renouveler ou à compléter cet exercice qui vaudra. D'autres pistes existent, pour **interroger** la relation particulière de Witkacy au mystère des **physionomies**, des **regards**, des **visages**. La Ferme de portraits **S. J. Witkiewicz** n'est **pas** une. Ou plutôt **des** productions de cet atelier de peinture créé par Witkacy pour **montrer** **des** **visages** au sein d'un seul point de vue **de** l'art utilitaire. Singulière attitude, au moment où **prolifèrent** les **ateliers** **de** **photographie**. Witkiewicz **mène-t-il**, **comme** **lui-même**, **des** **fronts** **renversés**, la **supposition** **d'un** **bataille** **de** **principe** déjà bien dépassée entre **peinture** **et** **photographie** ?

Avec son théâtre du bizarre ou **le théâtre avant la lettre** (une trentaine d'œuvres dramatiques), Witkiewicz nous confie **un monde**, au plus près, à la limite des apparences, des identités, de la raison. Il paraît que le dramaturge polonais Tadeusz Kantor (mort en 1990) s'indigna un jour du rapprochement opéré publiquement, et en sa présence, par une éminente spécialiste de Witkacy, Ursula Czartoryska, entre « les conceptions de la photographie chez Witkiewicz et les motifs photographiques » dans son œuvre. L'exagère était en particulier l'appareil géant qui prend place dans *La classe* et où l'appareil mitraillette inventé par Kantor — *Wielopole Wielopole*. Eh bien, on risque de provoquer l'ère posthume de Kantor, redisons ici que quelque chose de la grinçante banalité des œuvres de Witkiewicz et la terrifiante hypéractivité onirique qui nimbe l'œuvre d'un autre grand **théâtre** polonais.

L'exposition Witkiewicz que nous proposons ■■■ Ren-  
■ d'Arles n'offre aucune prise au spectaculaire ■■  
■ un quelconque sentiment de jamais ■■■ c'est  
■ c'est beaucoup ■ nous donner accès à ce qui  
■ aurait pu ■ que l'album ■ photos d'un ■ po-  
■ nais du ■ siècle. Or cet ordinaire se dérobe. Il  
■ vole en éclats sous la poussée d'imperceptibles écarts et  
■ ■ laisse plus place qu'à l'ombre d'un doute.

MICHEL KAJMAN

(1) La plupart des données biographiques et citations reproduites dans cet article sont extraites de l'ouvrage d'Anna Micinska, *Witkacy. La vie et l'œuvre*, publié en polonais, allemand, anglais et français par les éditions Interpress de Varsovie. Les traductions françaises des œuvres de H. Witkacy ont été publiées par les Éditions L'Âge d'homme.

■ Chapelle du Méjan, du 8 juillet au 30 août.

## Italie, état des lieux

**Le Théâtre** est un décor prisé, voire pillé, par les photographes du monde entier, la photographie italienne en est méconneue. Arles lui rend hommage à travers deux expositions, un débat, et surtout une soirée-projection, au Théâtre antique, le 11 juillet. Guy Mandery, responsable de cette soirée, prépare un livre sur la photo en Sicile. L'esquisse ici un état des lieux.

L'absence d'institutions publiques : l'Italie n'a pas de ministère de la culture, pas d'aides publiques. Dans ces conditions, la photo n'a ni statut ni reconnaissance : aucune structure, que ce soit au niveau de l'État, des provinces ou des villes, pas de subventions, pas de bourses, pas de centres comme le CNP en France, pas d'école, pas de festivals importants comme Arles... Bref, l'Italie se trouve dans la situation de la France de l'avant 87, quand les originaux d'Atget étaient entrassés dans des caisses à bois. Mais une prise de conscience se fait sentir. La Ville de Milan donne un peu d'argent, les banques soutiennent des projets individuels, le Festival de Turin s'agrandit depuis 1985.

Les lieux de la photo : les photographes sont, pour le plus, regroupés dans des clubs amateurs dénommés *circoli*, que l'on trouve dans chaque ville, et qui s'apparentent aux photoclubs français qui fleurissaient dans les années 60-70, avant que le « boom » au niveau de l'Etat et des municipalités ne les rejette dans l'ombre. Des grands noms sortent des *circoli*, comme Berengo Gardin (La Gondole à Venise) ou Giacomelli (La Boussole, dans les Marches).

Beaucoup enseignent et produisent des livres (Electra est la principale éditeur spécialisée). L'intérêt pour la photo se manifeste également dans le foisonnement des revues, bien plus nombreuses qu'en France : Foto, Fotografia, Fotopratica, Fotogramma, Tutti Fotografi, Zoom Italia, Progresso fotografico, etc.

Les galeries : Arles rendra hommage à Il Delfinno (Milan), qui est le principal ~~galerie~~ privée du pays, la plus ancienne en Europe également : six cents expositions en vingt-cinq ans, huit cents photographes présentés ! Son directeur est Lanfranco Colombo, directeur commercial dans une société, qui se présente un peu comme l'ambassadeur de la photo italienne. La politique de la galerie est justement de ne pas en avoir, tant les noms obscurs succèdent aux photographes confirmés. Cet espace est l'image de la photo en général : un amateurisme engagé, mais qui manque de crédibilité.





**Le patrimoine :** l'entreprise privée Alinari, propriétaire d'archives photos qui ont fait la mémoire de l'Italie, rachète des fonds privés, publie des livres et catalogues et propose ses expositions, comme la belle collection Wulz (une famille de Trieste) dont le fameux portrait surréaliste de la fermière a fait le tour du monde. L'Est pour sa part possède des archives du dix-neuvième siècle, mais les responsables rencontrent de gros problèmes de moyens de conserva-

**Les grandes figures :** il y a beaucoup moins de photographes connus qu'en France. Ils se répartissent entre

deux grandes traditions : le reportage et le paysage. On connaît quelques-uns, comme Fulvio Roteri dont le livre *Vivire Venise* approche l'atmosphère d'exemplaires; le *Formidabile Scianna*, de l'agence Magnum, ami de Cartier-Bresson, et dont Arles présentera le travail de mode; Mario Giacomelli, de stature internationale, vit dans les *Modi*; et souffert de l'absence de débouchés pour la photo dans les années 60. Il exerce deux professions : imprimeur-typographe et géant de camping. Il ne sera pas à Arles car le festival correspond à la haute saison du camping. Il flânait à Ravenna travaillant dans le magasin de fournure de sa famille, à côté de Modène. Le sicilien Aldo Fallai, des photos mariées pour financer son travail personnel sur le portail, Franco Fontana en revanche a eu la judicieuse idée d'organiser des stages un peu partout en Italie. Gianni Berengo Gardin vit de ses livres - près de cent cinquante - dont beaucoup sur le *Formidabile*. Gabriele Basilico a la mission photo du *DATAR*, et accepte les commandes d'architecture.

**Le photojournalisme** : les succès du reportage humaniste ont longtemps fait le complexe du "doux" français (Cartier-Bresson, Doisneau, Ronis, Bouhat). Mais depuis deux trois ans, il y a un net renouveau du reportage, que l'on trouve dans la plupart des magazines. Le lancement, il y a quelques années, de suppléments illustrés de premier ordre - à l'instar de *Repubblica* ou *Sette* (il *Corriere della Sera*) - a renforcé un photojournalisme déjà florissant.

L'événement est Contrasto, une agence de jeunes reporters très ambitieux qui témoignent de l'émergence de ce nouveau reportage. Ils ont multiplié ■ sujets ■ URSS bien avant la chute du mur de Berlin et, ils distribuent l'agence Annum en Italie.

**Le paysage :** la photo  paysage est la plus abondante. Le *paesaggio* en Italie est un ouvrage-clé, qui rassemble Gianni *Paesaggi*, Jodice, Bassico, Bionni, Rattinello, Castello, Cresci, *Paesaggi*. Ces photographes savent que nous avons tous un morceau d'Italie dans notre mémoire, mais ils nous  à voir  ces  sans pour autant  démythifier. Ils sondent la source d'Aries, nous rendrons hommage à Luigi *Paesaggi*, qui vient de mourir à quarante-neuf ans. C'est un des photographes qui a amené un grand souffle pour une nouvelle image du territoire. Ses photos sont un constat clinique  d'une grande poésie dans le jeu de la représentation : photos dans la photo, multiples références à l'histoire  la peinture, à la carte postale, mais avec un *realismo* tout personnel. Gianni est inconnu en France et c'est inexplicable. Est-ce là du chauvinisme culturel français ?

M.G.

★ *Voyage dans l'Italie des Italiens*, soirée au Théâtre antique, 11 juillet.

**16 août** Salle **l'Ancienne-Poste**, du 8 juillet

★ Vincenzo Castella. Caisse d'épargne, pl. de la République, du 11 juillet au 16 août.



ARLES ■ 2

HERVÉ GUIBERT  
rétrospective et portraits

« Le lit de Napoléon » par Hans-Georg Berger.



« La secrétaire » par Hervé Guibert.

## DIALOGUE SUR L'ILE D'ELBE

ILE D'ELBE

de notre envoyée spéciale

Au sommet d'une colline très verte, un monastère domine un paysage incroyablement vaste, qui paraît loin de tout, perdu dans le temps. Un ancien monastère restauré. Sans eau ni électricité, mais reconstruit en maison d'habitation, résidence, et centre d'activités artistiques dans la chapelle vide. Sur les deux murs en longueur de ce rectangle parfait danse une citation du photographe Bernard Faucon : « Un jour on se réveille devant le plus beau paysage, et on n'a plus envie que de le rendre-mir. » Au fond, la copie kitsch d'un tableau maniériste représentant la Vierge. L'original a été volé, retrouvé, récupéré le curé du village. Santa-Caterina, île d'Elbe.

Dans la maison habite Hans-Georg Berger, Muni-chois polyglotte, l'un des fondateurs du groupe théâtral indépendant le plus important de la République fédérale d'Allemagne pendant les années 70, la Rote Armee Fraktion, puis directeur du Festival de Munich.

Un jour, poussé par une irrésistible force, il est venu à Elbe. Coup de foudre pour cette colline, pour ce

L'œuvre d'Hervé Guibert est liée au monastère de Santa-Caterina à l'île d'Elbe, aujourd'hui transformé en musée culturel international. Il y a écrit beaucoup de ses livres, il y a pris nombre de ses photos avec son petit Rolleiflex offert par son père. Il y a tourné un passage du film-testament, « la Pudeur », l'impudeur. A l'Ermitage réside son ami Hans-Georg Berger qui, pendant dix ans, a enregistré le visage de l'écrivain, jusqu'à la mort de ce dernier, en décembre 1991. Les photos de Guibert sont exposées à Nîmes, celles de Berger à Arles. Retour à Elbe, où leurs photos répondent.

monastère alors en ruine, dans un terrain plein de débris, aujourd'hui devenu jardin des roses. Roses de toutes époques, de tous les pays, y compris la Chine où l'on travaille la fleur de façon que ses pétales se transforment en filaments, uniformément verts.

La maison comporte une chambre indépendante, fermée de l'extérieur par un verrou. Dedans, on reconnaît : un Pinocchio à côté d'un lit à moustiquaire, un éléphant articulé, un tableau représentant un jeune moine brun. Objets rencontrés dans les écrits sur les photos d'Hervé Guibert. A plusieurs reprises, il est venu, il a raconté, montré Santa-Caterina. Hervé Guibert dans la campagne, hors des lumières de la ville, des troubles, Hervé confronté insectes, aux mulots, au d'eau ; confronté au calme obligatoire, et non reconstruit chez soi, ou quelque part dans une chambre... Inimaginable, et cependant, c'est lui qui a demandé venir, par lettre protocolaire, à Hans-Georg Berger qu'il avait rencontré à Munich.

Hervé Guibert a fait mentir Brecht, qui disait que « l'eau et l'huile jamais se confondent ». Il s'est intégré à Santa-Caterina. Plus exactement, d'année en année, il a fait partie de ses univers. Cette emprise progressive il lit sur ses photos - font partie la rétrospective organisée à Nîmes - celles de Hans-Georg Berger, exposées à Arles.

Tout a commencé par un jeu. Probablement pour prouver la réalité de l'inimaginable, Hans-Georg Berger a voulu fixer « beaux moments » de la vie d'un homme, d'un ami, d'abord réticent, qui peut-être crai-

gnait de révéler une figure inconnue de lui-même. Alors, il se cache derrière un grand parasol et ne laisse voir qu'un pied nu. Mise en scène de la timidité. Mise en scène d'un attitude au milieu de l'herbe, des arbres, devant la mer, contre le ciel. Seul face à un stylo et un cahier, épiait un rat dans une cage, écrivant les Aveugles. Et aussi, malgré tout, Hervé Guibert un compagne de gens qui apportent dans leur allure, leur façon de regarder la campagne et de la découvrir, un air de l'air des villes.

Un jeu de jeu qui dérive en affrontement complexe : « ... Dans le langage psychiatrique, la folie à deux », communiquée ou simultanée par contagion réciproque, est un délire de même espèce, manifesté chez deux individus vivant ensemble... La folie, encore, peut-être intermittente, périodique, circulaire : tout le caractère vacancier », écrit Hervé Guibert dans l'Image de soi ou l'Injonction de beau moment, livre qu'il a préfacé et qui comporte seize photos de lui prises par Hans-Georg Berger en 1980 et 1986, moment où il était à l'île, nommée.

Après le succès de l'ami qui ne m'a pas sauté la vie, le tirage de l'Image de soi a été rapidement épuisé. L'éditeur (William Blake et Co) a publié une suite. Et le jeu s'est poursuivi, jusqu'à la fin. Le livre des deux périodes, il est postfacé par Hector Bianciotti, s'appelle à présent, comme l'exposition : Dialogue d'images.

Treize ans de jeu, de « délire de même espèce ». De Nîmes à Arles, les photos d'Hervé Guibert prises par lui-même et par Hans-Georg Berger se répondent. Dialogue d'images, autour d'une image toujours plus travaillée, mise en ombres, en formes, en rires parfois, en émotion plus rare. Les beaux moments d'une vie qui s'échappe. Quand la jeunesse est là, faire l'inévitable, on y pense. Mais la photo, par sa nature même, est une façon d'arrêter le temps.

Dans l'un et l'autre cas, on retrouve une ronde, une vision en cercle, autour de la personne photographiée, et aussi les douceurs tremblées du flou, les passages d'ombres jusqu'au noir ou à l'Alibi lumineux, une fascination pour le dédoublement - Hervé Guibert a su détecter dans les musées des portraits d'hommes qui lui ressemblent, il a voulu faire inscrire dans un miroir bizarrement suspendu son reflet, le reflet, séparé de lui-même qu'on ne voit pas. L'un et l'autre cas, les photos soulignent le détail, les lointains du paysage, les photos transparentes, les photos de la mer, les fines rayures sur la peau, l'énergie des mains immobiles. Le regard surtout, l'intensité inexorable de son œil pèse sur ce demandait ce qu'il allait vous extorquer.

On va de photo en photo, on réentend la voix feutrée, les mots précis et décidés. Sur une plage, on reconnaît la silhouette perdue dans un manteau, épaules courbées comme pour échapper à quelque chose. A travers une fenêtre, un chat furieux fixe l'homme invisible - Hervé Guibert entretenait avec des relations agressives, souffrait d'allergies, il fuyait. Il a ainsi les instants où, dans les cultures primitives, passent par l'image - d'une fenêtre, d'un rideau, d'une couverture, d'un sourire... tout alors devient emblème.

Le jeune Bacchus grave, le front caché par les boucles, s'affine, mûrit trop brusquement. Le penser à la maladie du vieillissement accéléré qui frappait certains humains dans le Runner. Les traits se creusent, les raideurs du corps s'amollissent, les attitudes posées se défont. Il y a une inclination lasse de la tête, le cou emmitouffé, les épaules alanguies. Ce n'est plus un jeu.

Le regard pourtant n'est pas moins aigu, en dépit d'une sorte de douceur un peu lasse, une sagesse. Un regard qui raconte une lucidité orgueilleuse, la volonté d'assumer la vie telle qu'elle

lui est donnée. « Je ne dirais pas que j'ai été, parmi d'autres, un témoin de ce changement physique, mais de l'évolution de sa beauté », écrit Bianciotti. C'est vrai, l'harmonie des traits ne s'est jamais démentie. Hervé Guibert ne s'est pas déformé. Les images qu'a laissées de lui Hans-Georg Berger contiennent la réponse aux images que lui-même a captées d'un monde qu'il a agrippé, décapé, mis à nu. Les reflets de ses traits impitoyablement beaux, uniques.

La chambre est vide, à présent, à Santa-Caterina à Paris. Sur le bureau, le lendemain de la mort, traînent des feuilles écrites.

COLETTE GODARD

Rétrospective Hervé Guibert. Ecole Nîmes. 10, Grand-Rue. Nîmes. Tél. : 90-93-24-75. Du 8 juillet au 15 août.

Dialogue d'images. Hans-Georg Berger/Hervé Guibert. Librairie Actes Sud, Espace du Méjan, Arles, du 8 juillet au 16 août. L'exposition présentée à la FNAC Montparnasse à Paris, du 5 janvier au 27 février 1993. Livre édité par William Blake et Co., Bordeaux, postface d'Hector Bianciotti, p. 275 francs.

## Autres rendez-vous

EXPOSITIONS  
(du 8 juillet au 16 août)

- *Colomb* : Les portraits d'artistes (Picasso, De Stael, Ernst, Miro...) réalisés dans les années 1900 par le maître du galeriste Pierre Loeb.

- *L'Europe en 1914* : la bourlingue de Marie-Pierre Vincent dans les lieux de la Commune.

- *Figures* : figures d'artistes du XXe siècle par Jean-François Baur.

- *L'Arlesienne* : le portrait type de l'Arlesienne, à la fin du XIXe siècle, par Arthur Barut.

- *Le paysage européen* : une vision du territoire par les photographes de nationalités diverses dont celle du Français Thibaud Cuisin.

- *Recueil sur paysages* : Réflexion et méditation sur le plateau Mithras, près de Grenoble, par Eric Dessert.

- *Photographes européens* : une histoire : une réflexion en images sur le passé culturel de l'Europe.

- *Le livre* : les ouvrages qui ont marqué les grands courants historiques et esthétiques de la photographie.

- *Les abbayes bénédictines* : la vie monacale selon le monastère de Saint-Etienne d'Enghien.

- *Reconnaissances* : mélanges de fragments urbains et photos de famille.

- *Panorama européen de la jeune photographie professionnelle* : une sélection du jury du prix Kodak.

- *Photographes allemands dans la collection du FIAC* : les objets de l'Appel et le Forçé.

LES SOIRÉES AU THÉÂTRE ANTIQUE (22 heures)

L'Europe, de son actualité à sa mémoire (8 juillet). Soirée Grande-Bretagne (9 juillet). Soirée allemande et soirée keichu Teller (10 juillet). Voyage dans l'Italie des mille ans (11 juillet). Soirée grecque (12 juillet).

\* *Expositions internationales de la photographie d'Arles*. 10, Grand-Rue à Arles. Tél. : 90-96-76-06. Catalogue, Editions Maeght.

## A l'Ermitage de Santa-Caterina

Comme chaque année, l'Ermitage reçoit en résidence des artistes : en août et septembre, ce sont des plasticiens anglais, membres de l'Académie britannique à Rome. L'Ermitage publie des recueils d'œuvres d'artistes séjournés dans l'Ermitage - leur langue originale, plus une traduction italienne. Les numéros 1 et 2 comportent des œuvres d'Hervé Guibert, Mathieu Lindon, Eugène Savitzkaya, Marie N'Diaye, Jean-Yves Cendrey, photos de Bernard Faucon et Eric Poitavin.

En dehors de quelques ateliers en plein air, le 29 juillet, nuit de la nouvelle lune, Bernard Faucon organise une exposition de ses œuvres et bougies.

Autour de l'Ermitage, les fouilles organisées par la British School of Archaeology de Rome et l'Université de Rome ont permis de découvrir au jour d'un préhistorique, une civilisation phénicienne du VIe siècle avant Jésus-Christ, et une nécropole étrusque. Des fouilles zoologiques et botaniques ont permis de découvrir d'oiseaux migrateurs de la montagne, ainsi que la reconstitution de plantes médicinales, originaires de l'île. Et le Jardin des Roses.

Ces activités sont organisées par la Communauté européenne, la région Toscane, la commune de Rio-nell'Elba, l'AFAA, le ministère français des affaires étrangères, l'Académie britannique à Rome, les universités de Pise, Sienne et Modène, le mécène, constructeur turinois, M. G.

150-151



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

### Tous les films nouveaux

#### Devenir Colette

de Danny Huston, avec Mathilda May, Klaus Maria Brandauer, Virginia Madsen, Paul Rhys, Jean-Pierre Aumont, Lucienne Hamon. (1 h 37).  
Pour son second film, le fils de John Huston se livre à une évocation des années de jeunesse de la célèbre romancière. Mathilda May dans le rôle de la jeune Colette, de son arrivée à Paris au premier Claudine.

VO : Elysees-Lacine, 9 (43-59-36-14) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

### Sélection

#### Aux coeurs des ténèbres

de Robert Altman, avec Tim Robbins, Greti Scacchi, Fred Ward, Peter Gallagher, Whoopi Goldberg, Brian James. Américain (1 h 58).  
Altman met à profit sa parfaite connaissance des lieux pour concocter une caricature acide des milieux hollywoodiens, illustrée par un grand nombre de stars dans leur propre rôle.

VO : Forum-Horizon, handispée, 10 (45-08-57-57) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-34-36) ; U. G. C. Odéon, 9 (42-25-10-30) ; U. G. C. Champs-Élysées, handispée, 11 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-80-81) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-51-34-88) ; Mistral, 14 (45-33-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; U. G. C. Mallet, 17 (40-88-02-03) ; U. G. C. Opéra, 18 (45-74-95-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Carne

de Gaspar Noé, avec Philippe Nahon, Sandrine Lenoir, François Poir, Hélène Testud. Français (40 min).  
Gaspar Noé use et abuse des procédés de la presse à scandale pour ce portrait drastique d'un homme simple enfermé dans ses phobias, ses angoisses et son malheur.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### I Was on Mars

de Dani Levy, avec Maria Schrader, Dani Levy, Mario Giallone, Antonio Rey, Penny Arcade, Luis Caballero. Américain (1 h 26).  
Tombée dans une comédie d'Europe du Sud, Levy se livre à une parodie de la culture américaine, en racontant l'histoire d'un homme qui se croit sur Mars.

VO : 14 Juillet Pararnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Latino Bar

de Paul Leduc, avec Genia Rowlands, Roberto Sosa, Antonio Colon, Mirna Prieto, Cecilia Balotin, Milagros Carles, Espana-medical (1 h 20).  
Sans parole et sans folklore, mais en couleur et en musique, les amours tragiques d'une pute mexicaine et d'un petit voyou explosent en un splendide chant torride et libérateur.

VO : 14 Juillet Pararnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Opening Night

de John Cassavetes, avec Genia Rowlands, John Cassavetes, Ben Gazzara, John Blonder, Paul Zoller Lampert. Américain (2 h 24).  
Aux frontières du théâtre et de la vie, la caméra contrebandière de Cassavetes trafique des peurs et des rêves d'une somptueuse actrice, Genia Rowlands au sommet de sa force.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-22-12-12) ; Les Trois Luxembourgs, 8 (46-33-57-77) ; Les Trois Balzac, 9 (46-51-10-50) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Pararnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Retour à Howards End

de James Ivory, avec Anthony Hopkins, Vanessa Redgrave, Helena Bonham Carter, Emma Thompson, James Wilby. Britannique (2 h 22).  
Sous l'éclatance vernissée des victorienes, l'hypocrisie et l'avidité quées au petit point par un Ivory en grande forme, se révèle par l'interprétation exceptionnelle de Emma Thompson.

VO : Gaumont Les Halles, handispée, 1 (40-22-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Les Halles, 1 (40-22-12-12) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-18) ; Gaumont Ambassade, 9 (45-51-13-13) ; Publicis Champs-Élysées, 10 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-80-81) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-51-34-88) ; Mistral, 14 (45-33-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; U. G. C. Mallet, 17 (40-88-02-03) ; U. G. C. Opéra, 18 (45-74-95-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### La Sentinelle

de Anouk Grassein, avec Emmanuel Salinger, Thibault de Montaigne, Jean-Louis Richard, Valérie Dréville, Marianne Dancourt, Jean-Louis Richard. Française (1 h 34).  
L'étrange histoire d'un jeune homme qui se résout à prendre en charge les poubelles de l'Histoire fait, dans un langage à la fois simple et poétique, la plus passionnante découverte du cinéma français de cette année.

VO : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Hautes-Seines, handispée, 8 (46-33-79-39) ; Gaumont Ambassade, 9 (45-51-13-13) ; Gaumont Gobelins (ex Foyot), 13 (47-07-55-88) ; Sept Pararnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Suvarnaksha

de Ritwik Ghatak, avec Madhuri Mittal, Satish Kaushik, Anil Kapoor, Shashi Kapoor, Jeetendra. Indien, noir et blanc (1 h 12).  
Au point de fusion du mélodrame et du pamphlet, Ghatak nous livre une fable sur la corruption pour l'Inde sans issue des exilés.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### The Player

de Robert Altman, avec Tim Robbins, Greti Scacchi, Fred Ward, Peter Gallagher, Whoopi Goldberg, Brian James. Américain (1 h 58).  
Altman met à profit sa parfaite connaissance des lieux pour concocter une caricature acide des milieux hollywoodiens, illustrée par un grand nombre de stars dans leur propre rôle.

VO : Forum-Horizon, handispée, 10 (45-08-57-57) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-34-36) ; U. G. C. Odéon, 9 (42-25-10-30) ; U. G. C. Champs-Élysées, handispée, 11 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-80-81) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-51-34-88) ; Mistral, 14 (45-33-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; U. G. C. Mallet, 17 (40-88-02-03) ; U. G. C. Opéra, 18 (45-74-95-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Les Producteurs

de Mel Brooks, avec Gene Wilder, Zero Mostel, Katherine Mars, Estelle Winwood, John Wood, Christopher Reeve. Américain (1 h 11).  
Le loufoque délirant avec un penchant prononcé pour le mauvais goût révéla le génie de Mel Brooks dans ce premier film, satirique à la crème du monde du Broadway.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

#### Les Amants de la nuit

de Nicholas Ray, avec Farley Granger, Cathy O'Donnell, Howard Da Silva, Jay S. Phipps, Helen Craig, Will Wright. Américain (1 h 35).  
L'histoire d'un couple d'amoureux manipulés par le destin révèle le premier film de l'auteur de *Johnny Guitar* et de *La Fureur de vivre* en film culte, entre polar et mélodrame.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

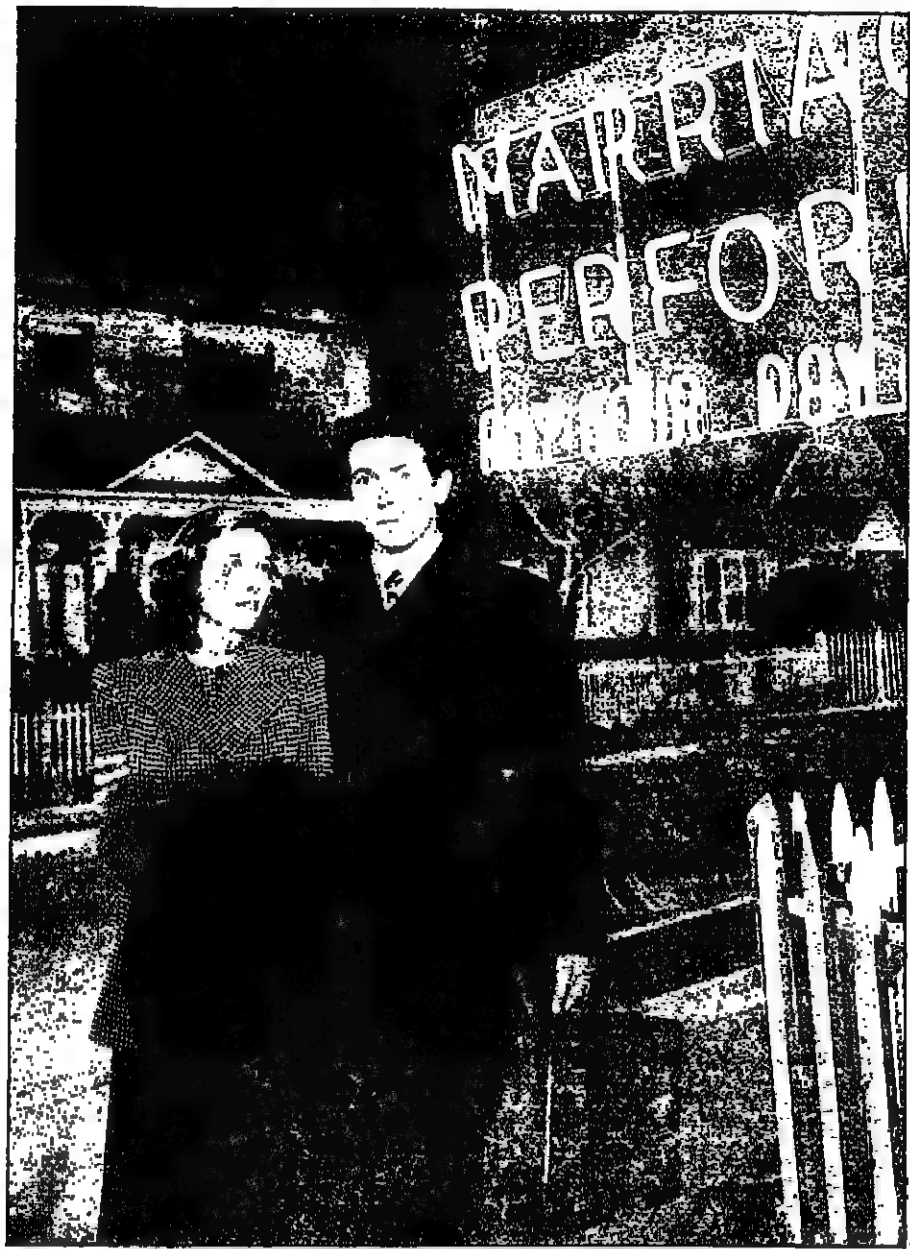
VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).



« Les Amants de la nuit » de Nicholas Ray.

de Nicholas Ray, avec Farley Granger, Cathy O'Donnell, Howard Da Silva, Jay S. Phipps, Helen Craig, Will Wright. Américain (1 h 35).  
L'histoire d'un couple d'amoureux manipulés par le destin révèle le premier film de l'auteur de *Johnny Guitar* et de *La Fureur de vivre* en film culte, entre polar et mélodrame.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

de Nicholas Ray, avec Farley Granger, Cathy O'Donnell, Howard Da Silva, Jay S. Phipps, Helen Craig, Will Wright. Américain (1 h 35).  
L'histoire d'un couple d'amoureux manipulés par le destin révèle le premier film de l'auteur de *Johnny Guitar* et de *La Fureur de vivre* en film culte, entre polar et mélodrame.

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04).

VO : 14 Juillet Odéon, 9 (43-59-36-14) ; Montparnasse, 14 (43-59-36-14) ; Saint-Michel, 15 (44-07-28-04) ; Montparnasse,







MUSIQUE

Classique

**Mercredi 1<sup>er</sup> juillet**  
**Rossini**  
*La Barbière de Séville*  
Jean-Luc Viala (ténor), Louis Quilès (baryton), Ferruccio Furlanetto (basse), Gloria Scialchi, Jean-Luc Viala (soprano), Chœur et Orchestre national de l'Opéra de Paris, Marcello Viotti (direction), Dario Fo (mise en scène).  
Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30 et 21 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 50 F à 580 F.

**Festival d'Auvergne**  
Programme non communiqué  
Svetoslav Richter (piano), Jovana-Il Haydn, Beethoven et Brahms comme il vient de le faire le 24 juin à Paris ? Jovana-Il le nouveau grand Yama de concert qu'il présentait à cette occasion ? Nul ne le sait. Peu importe finalement : c'est Richter qui joue.  
Auvergne-sur-Loire, Église Notre-Dame, 20 h 45. Tél. : 30-38-77-77. De 150 F à 500 F.

**Jeudi 2**  
**Chopin**  
Sonata pour violoncelle et piano op. 65  
Tchaikovsky  
Chanson sans parole  
Sérénade mélancolique  
Valse-scherzo pour violon et orchestre  
Zimbalist  
Festivities sur un thème de Rimski-Korsakov  
Chostakovitch  
Trio pour piano, violon et violoncelle op. 67  
Alexandre Bruckner (violin), Mark Drobinski (violin), Gabrielina Torres (piano), Placé, cette année, sous le signe de la musique slave, le Festival Musique en Sorbonne propose, cette semaine, un concert de musique de chambre russe et polonaise. Des œuvres rares par des interprètes formés là-bas.  
Amphithéâtre Richelieu, 20 h 30. Tél. : 42-62-71-71. Location FNAC, Virgin, Cytam, CROUS. De 50 F à 120 F.

**Rossini**  
*La Cenerentola*  
Il Signore Bruschino  
John del Carlo (baryton-basse), Teresa Ringholz (soprano), Alberto Rimoldi (baryton), Barry Ryan (ténor), Ensemble instrumental Jean-Walter Audit, Maurizio Barbacini (direction), Michael Hampe (mise en scène).  
Deux Rossini de jeunesse, dans des interprétations enlevées, bien chantées et bien dirigées : Paris fête peu Rossini pour son bicentenaire, mais le fait bien.  
Opéra-Comique, Salle Favart, 19 h 30 (les 4 et 5). Tél. : 42-66-88-83. De 40 F à 430 F.

**Mozart**  
Cosi fan tutte  
Amelia Rocco, Erian James (soprano), Rosa Marlon (mezzo-soprano), Rainer Trost (ténor), Rodney Giffy (baryton), Claudio Nicolai (basse), The English Baroque Soloists, The Monteverdi Choir, John Eliot Gardiner (direction, mise en scène).  
L'idée qui sous-tend la mise en scène de Gardiner - coup d'essai loin de constituer un coup de maître - est le caractère interchangeable du physique et de la voix de Dorothea et de Fiordiligi. Avec, comme effet bien prévisible, la monotonie pour l'œil et l'oreille. Vocalement, les deux hommes sont admirables. Despina a une voix plus sombre qu'à l'accoutumée (avec l'Alfonso un peu usé de Claudio Nicolai, elle est l'adulte à côté de quatre marionnettes infantiles). Incohérence du décor, volgarité des jeux de scène, de grands, de très grands

moments de musique... Attendons l'enregistrement (Archiv Produktion).  
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (- le 5). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 440 F.

**Schumann**  
*Spanische Liebeslieder*  
**Brahms**  
*Variations sur un thème de Schumann*  
Brigitte Fournier (soprano), Anna Holroyd (mezzo-soprano), Jean-Paul Fouchécourt (ténor), Francis Duziak (baryton), Emmanuel Sauter, Claire Désert (piano).  
Rarement donnés en concert, les Lieder pour quatre voix de Brahms et de Schumann (ils sont si difficiles à monter) sont de ces œuvres qui, admirablement chantées, vous émeuvent à un point rare. En milieu de programme, Claire Désert joue les variations composées par Brahms sur l'une des Bunte Blätter de Schumann, l'une des pièces les plus graves, les plus denses du musicien. Un concert à marquer d'une pierre blanche, donc.  
Musée d'Orsay, 18 h 45. Tél. : 40-48-48-27.

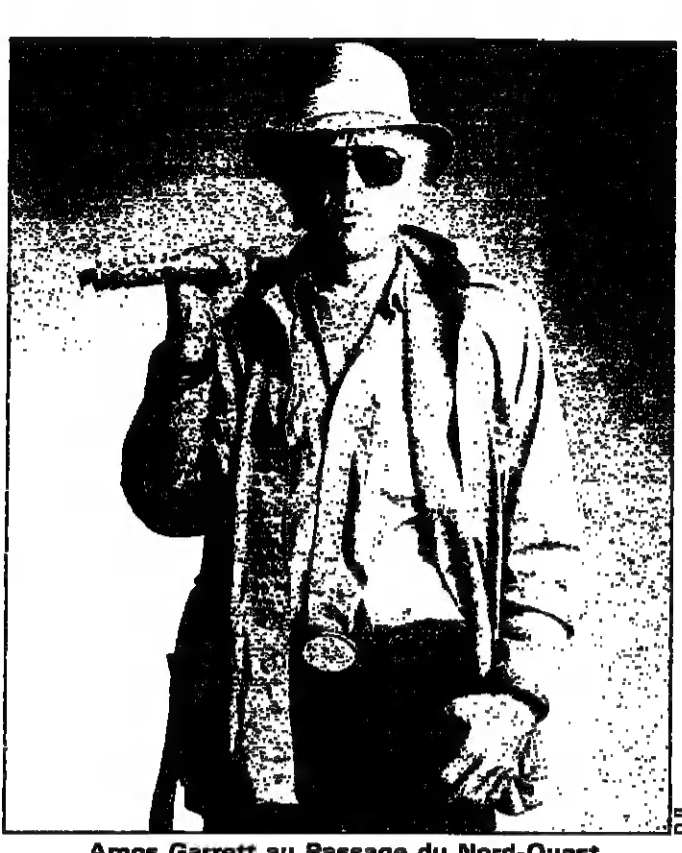
**Vendredi 3**  
**Messiaen**  
*L'Ascension*  
**Haydn**  
Concerto pour trompette et orchestre  
**Beethoven**  
*Symphonie n° 8 et Pastorale*  
Guy Tournon (trompette), Orchestre national d'Île-de-France, Jacques Marclay (direction).  
Retour de Tunisie, où ils ont donné la musique composée par Florent Schmitt pour le Salammbô de Pierre Marodon, l'Orchestre national d'Île-de-France et son chef se posent à Saint-Eustache pour interpréter Messiaen, Haydn et la Pastorale de Beethoven. L'acoustique de cette église n'est pas adaptée à la musique symphonique, mais elle est moins catastrophique que celles de beaucoup d'autres lieux de culte utilisés comme salles de concert.  
Église Saint-Eustache, 21 heures. Tél. : 43-47-53-53. De 50 F à 90 F.

Régions

**Beanne**  
**Bach**  
Cantates BWV 56 et BWV 82  
Concerto brandebourgeois n° 3  
**Marcello**  
Concerto pour hautbois, cordes et continuo  
Petr Koc (hautbois), Collegium Vocale de Gand, Philippe Herreweghe (direction).  
Le Requiem de Biber, la Missa Scala Aretina de Valls, par Leonhardt (le 3) ; deux cantates de Bach, le Troisième brandebourgeois, le Concerto pour hautbois de Marcello, par Herreweghe (le 4) ; la Water Music de Haendel et le Maître de chapelle, par Koopman (le 7) : le Festival de Beanne fête ses dix années d'existence avec faste. A noter un changement de programme, le 18 juillet : les Talents lyriques de Christophe Rousset remplacent le concert des jeunes voix du Studio baroque de Versailles initialement prévu.  
4, 8, 14, 15, 21, 22, 28, 29, 30, 31, 1<sup>er</sup> août, 4, 8, 14, 15, 21, 22, 28, 29, 30, 31, 1<sup>er</sup> août. De 80 F à 280 F.

**Lille**  
**Ravel**  
Concerto pour piano et orchestre en sol mineur  
Le Valse  
Concerto pour piano et orchestre « Pour la main gauche »  
Le Boléro  
Georges Pludermacher (piano), Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesu (direction).  
Un concert tout Ravel, par un orchestre, un chef et un pianiste qui se dévouent depuis longtemps pour la bonne musique française (on se souvient peut-être que le premier disque de Casadesu et de son orchestre était consacré à la première et admirable symphonie de Dutilleul). Il est question que Pludermacher et Casadesu enregistrent les deux concertos de Ravel ensemble. Il y a, en effet, pour un nouveau disque d'œuvres qui n'ont pas été si bien servies que cela jusqu'à présent.  
Le 7, Stade Grimonprez-Jooris, 21 h 30. 120 F.

**Strasbourg**  
**Honegger**  
*Le Roi David*  
Dinah Faust (ténor), Mirella Delunsch (soprano), Marie-Noëlle Viala (alto), Hervé Lamy (baryton), Chœur de Saint-Guillaume, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Erwin List (direction).  
Après le Festival de Saint-Denis qui vient de donner l'auréole d'Honegger sous la direction de Jean-Claude Cassadesu, le Festival de Strasbourg l'inscrit, lui aussi, à son affiche. Dire qu'il faut attendre les années anniversaires pour que certains compositeurs soient à nouveau mis à l'honneur ! Ce Roi David



Amos Garrett au Passage du Nord-Ouest.

était-il moins beau en 1991, sera-t-il moins intéressant à monter l'année prochaine ?  
Le 1<sup>er</sup>, Palais de la musique et des congrès, 20 h 30. Tél. : 58-37-67-67. 180 F.

Jazz

**Eddy Louiss**  
Les poids lourds et les tracteurs des festivals prennent la route du Midi. La musique continue pendant les travaux. Eddy Louiss, seul et incontestable tenant de l'orgue moderne, souffleur de rythmes et pédaleur de danses, est en club. Une chance.  
Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup>, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

**McCoy Tyner**  
Herbie Hancock, Wayne Shorter, Ron Carter  
McCoy Tyner dirige un des big band les plus audacieux de l'époque : pas un conglomérat nostalgico-commercial, pas un rassemblement de circonstance, mais une communauté liée par l'amitié, l'expérience, une certaine idée de l'arrangement et de la composition, et la passion de Thelonious Monk.  
Le 1<sup>er</sup>, Jazz les Moulins, Parc de l'Île-Saint-Germain, 20 heures. Tél. : 42-89-90-34. Location FNAC, Virgin, 160 F.

**Trio Esperança**  
Gilberto Gil  
Chico Buarque  
Le Trio Esperança, trois jeunes filles brésiliennes qui chantent à capella et bien (un disque en cours de sortie) et que l'on a vues, entre autres, aux côtés de Patrick Bruel, ont « invité » porte de Versailles les stars de la chanson brésilienne (Chico Buarque, Gilberto Gil, Ivan Lins...) pour une soirée au profit des enfants de la rue de Rio-de-Janeiro, dans le cadre du festival qui s'est acheté un brasseur célèbre. C'est le monde à l'envers. Mais faut-il bouder pour autant le plateau proposé ?  
Le 5, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-90. De 130 F à 200 F.

**Nat Adderley, Vincent Herring Quintet**  
Un trompettiste à l'ancienne, le survivant des frères Adderley, toujours en activité depuis la disparition de « Cannonball ». Autant dire tout un pan de l'histoire des années 50 et 60, avec en prime un jeune homme réservé des années 90, Vincent Herring, qui joue de l'alto comme un boulet de canon. Le jazz tel qu'on l'imaginait.  
Le 7, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Rock

**Roy Rogers and the Delta Rythm Kings**  
Roy Rogers est un jeune homme discret qui a accompagné le grand retour de John Lee Hooker. Il a également enregistré récemment un album de blues acoustique avec l'harmoniste Buffalo Norton. On ne s'attend donc pas à l'entendre dans des improvisations électriques furieuses et magnifiques, à le voir se lancer dans une version moderne et violente du blues. C'est pourtant exactement ce qui va se passer au Passage du Nord-Ouest.  
Le 1<sup>er</sup>, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Generals

L'inévitable Phil Collins, grand forgeron de tubes et champion du rock familial, flanqué de ses deux compères Mike Rutherford et Tony Banks. Compositions inattaquables, maîtrise vocale, et vingt ans d'expérience qui feront toujours la différence. Un bon investissement.  
Le 1<sup>er</sup>, Hippodrome de Vincennes, 20 heures. 205 F.

**Glenn Frey**  
Glenn Frey fut responsable d'une bonne part du succès plantaire des Eagles. Il vient de sortir *Strange Weather*, un album parfaitement réalisé (et assez prévisible) qui se vendra sans doute (on n'est plus sûr de rien) à des millions d'exemplaires. Pour l'instant, il se contente de s'échauffer à la Cigale.  
Le 2, La Cigale, 20 heures. Tél. : 49-25-81-75.

**Tracy Chapman**  
Tracy Chapman a refait, avec *Matters of the Heart*, son second album, une partie du chemin parcouru ces derniers mois. Mais le royaume dur de chaque camp reste inébranlable. D'un côté ceux qui la considèrent comme l'équivalent contemporain de Joan Baez et Judy Collins, de l'autre ceux qui la pauvreté des mélodies et le littéralisme des textes écraient d'ennui.  
Le 2, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

**Amos Garrett**  
Amos Garrett a joué avec beaucoup de gens, puis il a décidé de développer son jeu de guitare sensuel et mélodique tout seul dans son coin. Du blues, des ballades, du rhythm'n'blues, une légende locale en ballade à Paris.  
Le 2, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

**Calvin Russell Little Village**  
Le quartet John Hiatt-Ry Cooder-Nick Lowe-Jim Keltner a un peu déçu sur disque. Mais leur concert à La Cigale, il y a quelques semaines, fut l'un des plus beaux de la saison. Un grand moment de rock adulte qui n'a rien obéi de sa jeunesse, emmené par un John Hiatt qui n'en finit pas de devenir la star qu'il mériterait d'être.  
Le 3, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-90. De 130 F à 200 F.

**Brand New Heavies**  
Représentants de la nouvelle vague funk britannique, les Brand New Heavies font mentir leur nom et pratiquent le genre avec une souplesse assez séduisante.  
Le 4, La Cigale, 20 heures. Tél. : 49-25-81-75.

**John Campbell New Orleans Revue**  
Chris Whitley  
On a parlé longuement de la New Orleans Revue dans le dernier supplément « Arts et Spectacles », on ne peut que répéter l'évidence : il faut y aller. D'autant qu'on pourra compléter avec Chris Whitley (néo-bluesman, bon auteur) et John Campbell (bluesman à l'ancienne).  
Le 6, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-90. De 130 F à 200 F.

**Fishbone Dirty District**  
EMF  
Ce mini festival aurait pu être baptisé « n'importe quoi » ou « ... et un restaurant ». On ne sait ce que donnera l'addition des ingrédients, simplement que, pour l'instant, il n'y a rien que du bon. Dans l'ordre Fishbone, rock-funk américain combatif ; les VRP, cabaret fran-

çais initiatique ; EMF rock-dance britannique et Screaming Trees, en provenance de Seattle, les deux votre marché, mesdames, messieurs.  
Le 7, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 138 F.

**Buddy Guy**  
Cette semaine le nombre de mesures jouées à Paris est divisible par 12. Encore un concert de blues et non des moindres, avec Buddy Guy représentant entre deux générations (après le Wolf et Muddy Waters, avant les épigones) du Chicago Blues. Compétence et sincérité garanties.  
Le 7, La Cigale, 20 heures. Tél. : 49-25-81-75.

**Fats Domino**  
Il aurait pu (dû) être en tête d'affiche de la New Orleans Revue. Les lois du marché en ont voulu autrement. Pourtant quel meilleur représentant de la souplesse, de la grâce débinaire, du swing facile et mystérieux que Fats Domino ?  
Le 7, Grande Halle de La Villette, 22 h 15. Tél. : 42-49-77-22.

Festivals

**Les Eurockéennes**  
Les têtes d'affiche (Dylan, le 2 ; Lou Reed, le 3 ; Morrissey, le 4 et James Brown, le 5) et des gens qui suscitent la curiosité ou l'enthousiasme (des Manic Street Preachers à Pearl Jam), une poignée de revenants (Francis Desamps, Sterling Morrison et Mo Tucker ou Wilko Johnson) et les espoirs du rock français (Black Maria, Planète Zen, Innocents...), un bon gros festival.  
Du 2 au 5 juillet, base nautique du Malzeu (Territoire de Belfort). Renseignements et réservation. Tél. : 84-21-85-85.

**Flowers Festival**  
Quelques groupes parisiens, à dominante funk (Malka Family, Human Spirit, Trash Corporation...), partent dans le Cher pour une partie de campagne et tout ce qui va avec, scène d'improvisation, pique-nique et rhume des foies.  
Les 3, 4 et 5 juillet, Chazal-Benoît (Cher).  
**Garten Festival**  
C'est surtout le samedi que les rockers iront à Berne avec un très beau programme (Little Village, Los Lobos, les Pogues, Chris Whitley...). Le lendemain sera plus continental (Gipsy Kings et Mystère des voix bulgares).  
Les 4 et 5 juillet, Berne (Suisse). Renseignements et réservation. Tél. : 031-72-12-63.

**Tambours du Burundi**  
Des rythmes surprenants agencés avec un art savant de l'enlaid et de la superposition acrobatique. Plus efficaces que sur disque, les tambourinaires apportent en scène une énergie sans égale.  
Le 4 juillet, Château-Arnoux, ACOC/Ferme de Fontbort, 21 h 30, 100 F. Le 7, Nantes, Cité des Congrès, 20 h 30, 170 F. Le 8, Montigny-en-Gohelle, Gymnase Auguste-Delaune, 20 h 30, de 30 F à 60 F.

Chanson

**La Java des mémoires**  
Six chanteurs, trois hommes et trois femmes, passent en revue le patrimoine de la chanson française. L'ensemble est plutôt frais, et même dans le désordre (la chronologie est pittoresque), tout y est, de *Madame la Marquise à Je suis seul et seul*, en passant par *Je cherche un millionnaire*. C'est parfois drôle, jamais ennuyeux, mais pour attirer un plus large public, il eût peut-être fallu oser plus. L'humour, le jeu de scène, les voix auraient mérité qu'on les poussât vers la vraie comédie musicale.  
Les 1, 2, 3 et 7, 21 heures ; le 4, 17 heures et 21 heures. Théâtre de la Renaissance. Tél. : 42-08-18-05. De 90 F à 150 F.

**Bill Deraime**  
L'Hôtel d'Albret poursuit ses rendez-vous intimes. Belles promenades que celles proposées par ce festival qui ne veut pas en être un, qui s'étire au long des jours, comme un filéneur des rues parisiennes. Bill Deraime, blues, rock, chanson, qui sait ? Le charme des histoires qu'on se raconte pour aller mieux, la voix rocailleuse de ceux qui trahissent sur les routes pour mieux saisir le sens des choses de la vie. Autre conversation musicale à ne pas manquer : Marcel Azzola, en trio, accordéoniste virtuose qui a su dériver de style en style, en traversant ses territoires d'élection, le jazz et le musette, avec le même bonheur.  
Le 2, Hôtel d'Albret, 21 heures. Tél. : 49-27-08-62. 90 F.

**Tournée**  
**Claude Nougaro**  
Maurice et Claude, Claude et Maurice. Un piano, une voix, une maîtrise remarquable de la scène. Avec eux, la France paraît immense, ils la creusent à coups de chants, de long en large, avec un talent sans égal.  
Le 3 juillet, Vichy, Opéra, 20 h 30, de 100 F à 170 F. Le 5, Marseille, dans le cadre du Festival d'été de Marseille, 21 h 15, de 125 F à 150 F (première partie : Chanson Plus Bifurquée).

Musiques du monde

**Tournées**  
**Cheb Mami**  
Retour du petit prince du raï, timide en ville, éclaté en scène, après *Let me raï*, le très bel album paru l'an passé chez Blue Silver. Une voix déployée, moins rugueuse, moins lourde que celle de Cheb Khaled, jusqu'alors décriée par des musiciens en décalé de leur Cheb : Mami incarne le courtin sage du raï, ce qui n'est quand même pas une garantie de rigueur.  
Le 3 juillet, Dijon, le Forum, 20 heures, 80 F. Le 4, Lyon, le Transbordeur, 20 h 45, 100 F.

**Festival**  
**Atout Frio**  
à Marseille  
Un nouveau festival à Marseille, qui trouve ses motivations dans des considérations de politique locale. Ce qui n'empêche pas la présence de quelques artistes remarquables : Claude Nougaro (le 3 juillet), Chris Whitley (le 7 juillet en première partie de Murray Head) ou Manu Dibango, qui animera la fête du samedi soir (le 4).  
Du 3 au 8 juillet dans les îles du Frioul. Tél. : 81-66-66-22.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

des jours, comme un filéneur des rues parisiennes. Bill Deraime, blues, rock, chanson, qui sait ? Le charme des histoires qu'on se raconte pour aller mieux, la voix rocailleuse de ceux qui trahissent sur les routes pour mieux saisir le sens des choses de la vie. Autre conversation musicale à ne pas manquer : Marcel Azzola, en trio, accordéoniste virtuose qui a su dériver de style en style, en traversant ses territoires d'élection, le jazz et le musette, avec le même bonheur.  
Le 2, Hôtel d'Albret, 21 heures. Tél. : 49-27-08-62. 90 F.

**Tournée**  
**Claude Nougaro**  
Maurice et Claude, Claude et Maurice. Un piano, une voix, une maîtrise remarquable de la scène. Avec eux, la France paraît immense, ils la creusent à coups de chants, de long en large, avec un talent sans égal.  
Le 3 juillet, Vichy, Opéra, 20 h 30, de 100 F à 170 F. Le 5, Marseille, dans le cadre du Festival d'été de Marseille, 21 h 15, de 125 F à 150 F (première partie : Chanson Plus Bifurquée).

**Tournées**  
**Cheb Mami**  
Retour du petit prince du raï, timide en ville, éclaté en scène, après *Let me raï*, le très bel album paru l'an passé chez Blue Silver. Une voix déployée, moins rugueuse, moins lourde que celle de Cheb Khaled, jusqu'alors décriée par des musiciens en décalé de leur Cheb : Mami incarne le courtin sage du raï, ce qui n'est quand même pas une garantie de rigueur.  
Le 3 juillet, Dijon, le Forum, 20 heures, 80 F. Le 4, Lyon, le Transbordeur, 20 h 45, 100 F.

**Festival**  
**Atout Frio**  
à Marseille  
Un nouveau festival à Marseille, qui trouve ses motivations dans des considérations de politique locale. Ce qui n'empêche pas la présence de quelques artistes remarquables : Claude Nougaro (le 3 juillet), Chris Whitley (le 7 juillet en première partie de Murray Head) ou Manu Dibango, qui animera la fête du samedi soir (le 4).  
Du 3 au 8 juillet dans les îles du Frioul. Tél. : 81-66-66-22.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

**La sélection**  
« Classique » a été établie par Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sornel.  
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

DANSE

**Festival Ionesco**  
Les structures du sacré chez les Arabes

**Les structures du sacré chez les Arabes**

**Les structures du sacré chez les Arabes**

**Les structures du sacré chez les Arabes**



## LA SÉLECTION

## ARTS

## Nouvelles expositions

## Marseille

## Jean-Michel Basquiat, une rétrospective

Il réalise ses premiers graffitis en 1977, sur le pont de Brooklyn, puis dans tout Manhattan. Il devient street art, en 1981, participa pour la première fois à une exposition. Après son succès à New York, il est devenu, comme son passage au monde. Une rétrospective.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Du 3 juillet au 21 septembre.

## Saint-Paul-de-Vence

## L'Art en mouvement

Comment l'art du vingtième siècle s'est saisi du mouvement, et l'a décliné sur tous les tons : grave, amusé, grinçant. En une exposition qui balaye un champ large, depuis les chronophotographies de Man Ray jusqu'aux machines de Tinguely, en passant par les futuristes et les recherches des artistes cinétiques.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 83-32-81-83. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Du 4 juillet au 15 octobre.

## Sète

## Robert Combas

Combas vous donne rendez-vous à Sète, chez lui. Il y propose, dans un ancien entrepôt, son hommage à Georges Braque, expose un choix de peintures depuis 1977 au Musée Paul-Valéry, et on le retrouve avec ses copains à l'espace Paul-Boyet.

Musée Paul-Valéry, rue François-Desnoyer, 34200. Tél. : 67-46-20-98. Tous les jours sauf jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 3 juillet au 30 septembre. 20 F.

## Paris

## Les cinémas de Picasso

Les dessins sur calque et la Femme nue allongée exécutés en 1935 pendant le tournage du « Mystère Picasso » de Henri Georges Clouzot n'ont rien perdu de leur force. Ils sont à l'hôtel Salé, avec une centaine de photographies.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre. 26 F.

## A visage découvert

Où il est question, non pas du portrait et de la ressemblance, mais du visage et de son expression, du cri, du masque et du silence... la peinture et la sculpture contemporaines y voisinent avec les arts africains, océaniques, extrême-orientaux. Parmi les pièces, il en est de superbes, rares, inédites. La fondation Cartier ne nous avait pas habitués à telle qualité.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre. 28 F.

## Denise Colomb

Une photographe née avec le siècle, dont on connaît surtout les portraits d'artistes : Picasso, Giacometti, Ernst, Chagall, Miro, De Staël... Sa rétrospective, un aperçu de sa donation à l'État, réunit aussi ses premières photos en Indochine, ses reportages (pêches à l'île de Sein, Antilles) et ses recherches (solarisations, nus).

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 22 août.

## Guérin et Delacroix

Pierre Guérin (1774-1833), peintre d'histoire d'inspiration tragique, a été le maître de Delacroix. Cette exposition, qui réunit une cinquantaine de dessins et peintures du premier, et quelques œuvres de jeunesse du second, le rappelle.

Musée national Eugène Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-04-97. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 22 septembre. 12 F.

## Guimard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des

entrées de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique sur Hector Guimard, le maître de l'Art Nouveau français. On l'on découvre qu'au-delà des questions de « style », son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse faisant fusionner l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-48-48-14. Tous les jours sauf lundi de 9 heures à 18 heures. Jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juillet. 32 F (illet joint musée-exposition : 45 F).

## La Dation Pierre Matisse

Un bel ensemble de bronzes venus de l'atelier paternel, des esquisses pour la chapelle de Vence, deux Miro, plusieurs Dubuffet... Incluse dans le parcours de Matisse, l'exposition de la dation Pierre Matisse, rend hommage au fils cadet d'Henri, galeriste à New York de 1931 à sa mort, en 1989.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique Matisse, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 13 septembre.

## Le Dessin et l'Architecture

L'Académie d'architecture qui passait plus ou moins justement pour être poussiéreuse, a précisément tiré parti de sa poussière pour en exhumier, à l'occasion de ses cent-cinquante ans, une remarquable collection de dessins significatifs de l'ambivalence du maître, entre artiste et technicien. Le pavillon de l'Arse, organisme le plus actif en de la capitale en matière d'architecture, a achevé de dépoussiérer l'ensemble pour en faire une belle et dynamique exposition.

Pavillon de l'Arse, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-76-26-53. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 septembre.

## Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniques médiévales? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des commerçants doués pour le négoce, des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 20 juillet. 40 F.

## Manifeste

« Manifeste » est une exposition pluridisciplinaire proposant une mise en perspective de 30 ans de création (1960-1990) : musique, cinéma, littérature, vidéo, architecture. Mais ce sont les arts plastiques qui se taillent la part du lion : presque tous les espaces du Centre Pompidou sont réquisitionnés pour la présentation d'une partie des réserves du musée national d'art moderne. Le Centre de Création Industrielle profite de l'occasion pour montrer la collection de design qu'elle vient de réunir.

Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

## Mary Ellen Mark

Les vingt-cinq ans d'activité de Mary Ellen Mark, photographe des groupes sociaux et de tous les exclus : malades mentaux, aveugles, personnes âgées, drogués, gitans... Chef de file de la photo documentaire américaine, elle présente également un reportage inédit sur les cirques en Inde. Autres expositions d'été du CNP : la ménagerie du palais (photo animalière) et Agustin-Victor Cassola, photographe mexicain du début du siècle.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 13 octobre. 25 F (entrée du musée).

## Moore à Bagatelle

Henry Moore aimait installer d'énormes sculptures dans la campagne anglaise autour de sa maison de Perry Green. On ne s'étonnera donc pas de voir ses œuvres monumentales créées entre les années soixante et quatre-vingt envahir le parc de Bagatelle. Il s'agit de la première rétrospective parisienne importante consacrée à Moore depuis 1977.

Parc de Bagatelle, bois de Boulogne, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 40-67-57-00. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 octobre. 6 F (entrée du parc).

## Gustav-Adolf Mossa

Peintre méconnu, Gustave Mossa (1883-1971) qui se donna un prénom plus « exotique » - Gustav-Adolf - est l'un des derniers symbolistes. Entre 1904 et 1914, il multiplie les allégories (la vie, l'amour, le sexe, la mort). Sa production faiblira après la première guerre mondiale.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 septembre. 30 F.

## Hello Oticia

Marqué comme nombre de ses compatriotes par l'édification de Brasília au

milieu des années cinquante, Hélio Oticia était un touche-à-tout. Ses peintures, sculptures, ses installations l'avaient imposé comme l'un des chefs de file de l'avant-garde brésilienne. Il était en revanche peu connu de ce côté de l'Atlantique. Un oubli à réparer.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Visites-conférences à 12 heures, samedi à 18 heures, dimanche à 11 heures. Jusqu'au 23 août. 30 F.

## Dominique Perrault

Trente-neuf projets de Dominique Perrault, architecte âgé de trente-neuf ans, propulsé sur le devant de la scène par la Bibliothèque de France (BdF) sont exposés par l'Institut Français d'Architecture (IFA) permettant de découvrir toutes les facettes, transparentes ou non, du travail de ce jeune maître d'œuvre.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

## Séville : le pari andalou

La Maison de l'Architecture présente les

## Galleries

## Erik Dietman

Dietman, un artiste dans le genre plutôt itariens, est parvenu ces temps-ci. En particulier à la galerie Claudine-Papillon en une exposition intitulée « Ronces et arbres, cultures du frère de Dieu ». Soit des sculptures récentes, qui pèsent leur poids de (marbres ou de (bronzes.

Galerie Claudine-Papillon, 59, rue de Turenne, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 40-29-98-80. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 juillet.

## Erotiques

De Vito Acconci à Zush, vingt-huit artistes venus de six pays traitent de l'érotisme et de la sexualité sous toutes ses formes. Peintures, sculptures, performances ne sont que quelques-uns des supports choisis. Vaste programme.

A. B. Galleries, 24, rue Keller, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 juillet.

## John Hilliard

Cet artiste anglais qui se sert toujours

pure se dégage de ces grandes structures géométriques.

Galerie Jacqueline-Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 48-87-75-51. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

## Régions

## Cajarc

## Pierre Soulagès

Onze polyptyques, dont quelques-uns très récents : ce sont les derniers développements de l'œuvre de Pierre Soulagès que le peintre présente. Déséquilibres et dissymétries, variations du noir aux nuances et aux textures changeantes sont ordonnés en œuvres monumentales.

Maison des arts Georges-Pompidou, 46180. Tél. : 65-40-83-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

## Metz

## Chefs-d'œuvre de l'archéologie chinoise

Quelques représentants de l'armée de l'empereur Qin Huangdi sont installés

Parallèlement à la célébration de Jacques Callot, un panorama de la peinture en Lorraine, au dix-septième siècle, est orchestré par Jacques Thuillier. On y découvre Jacques Bellange, Jean le Clerc, Georges Lallemant, Claude Deret, et quinze tableaux du plus grand de tous : Georges La Tour.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-85-30-00. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

## Nantes

## Sir Edward Burne-Jones

Le musée de Nantes vient de faire l'acquisition d'un portrait peint par Burne-Jones, et se trouve désormais le seul musée français, avec celui d'Orsay, à posséder un tableau de l'artiste préraphaélite. Pour fêter l'événement, il propose cent dix de ses dessins, qui proviennent des collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge. Une rareté.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet.

## Nîmes

## Henri Matisse

Du Cateau-Cambrésis à Vence, en passant par Paris, les occasions ne manquent pas de revoir, cet été, certains aspects de l'œuvre de Matisse. A commencer par les sculptures, dont la quasi-totalité est exposée à Nîmes : soixante pièces, ainsi qu'une trentaine de gravures.

Musée des Beaux-Arts, rue Châ-Foucq, 30033. Tél. : 66-78-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures sauf le dimanche et lundi uniquement l'après-midi. Jusqu'au 30 août.

## Noyon

## Jacques Sarazin

Si Jacques Sarazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joui d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions de sculptures monumentales introuvables ailleurs.

Musée du Noyonnais, 7, rue de l'Évêché, 60400. Tél. : 44-09-43-41. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 août. 15 F.

## Tanlay

## Bernard Réquichot

« Je travaille à l'avènement de mes ténés », écrivait Réquichot, artiste déchiré, dont la brève carrière, il est mort à 32 ans, en 1961, est ponctuée d'œuvres arrachées au corps : collages, reliquaires, et mises en boîtes chargées de matières provoquant fascination et répulsion.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-76-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre. 10 F.

## Villeurbanne

## La Collection Christian Stein

D'Anselmo à Zorio, Arte Povera de A à Z, à travers la collection militante de Christian Stein, de Turin. Des œuvres fortes pour marquer la redécouverte du Musée de Villeurbanne, qui a été rénové comme il faut.

Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Doland, 69100. Tél. : 78-03-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre. 20 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette Architecte • Frédéric Edelmann « Photo » : Michel Guerin

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

50 ans de la culture générale contemporaine

Représentations et commentaires

Philippe Roth

Marabout / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade / Éditions de la Pléiade

50 ans de la culture générale contemporaine



صكنا من المرحون

## LA SÉLECTION

## DE LA SEMAINE

Le Monde • Jeudi 2 juillet 1992 37

### DISQUES

#### Classique

##### Chopin

Sonata numéro quatre (1)

##### Prokofiev

Sonates pour piano n° 3, 7 et 8 (2)

André Gavrilov (piano)

Ce jeune pianiste soviétique quitte donc EMI pour Deutsche Grammophon et se risque à un *remake* d'un programme Chopin qui ne lui avait pas valu que des vives! Mieux enregistrée, cette nouvelle interprétation des *Quatre Ballades* et de la *Deuxième Sonate* effraiera, une nouvelle fois, les chopiniens amoureux, sans épater pour autant les tenants du piano transcendant. Gavrilov n'est pas Cziffra. Tempes arbitraires (pourquoi une marche funèbre si lente? Une coda de la *Deuxième Ballade* si cravachée que l'on éprouve quelques difficultés à en suivre la progression dramatique), diction alanguie, brutalités : ces Chopin par Gavrilov sont à oublier, absolument.

Changement à vue lorsque le même pianiste joue Prokofiev. Si Gavrilov n'a pas les fulgurances de Martha Argerich ni d'Horowitz, voire la netteté d'articulation, la distinction admirable de Maurizio Pollini dans la *Septième Sonate*, son interprétation témoigne d'un investissement psychologique stupéfiant qui s'épanouit dans un jeu pianistique dont la perfection ne souffre aucune critique. Et cela vaut pour chacune des trois œuvres qu'il a enregistrées.

Les années passant, on voit avec plaisir que la musique pour piano de Prokofiev trouve, dans la jeune génération, des artistes qui savent attraper le relais des mains des grands Russes - Onilels et Richter, notamment. En témoigne également le récent disque publié par le Français Laurent Cabasso chez Avidis. Voilà un pianiste qui ne prend pas son piano pour un punching-ball et dont la *Septième Sonate* se livre à nous à travers un jeu fluide, poétique tout en étant rigoureusement conduit et énergique lorsqu'il le faut (*lire notre sélection «disques» du 21 mai*).

2 CD Deutsche Grammophon 435 822-2 (1) et 435 439-2 (2).

##### Chostakovitch

Cinquième Symphonie

##### Tchaïkovski

La Lac des cygnes, extraits

Orchestre philharmonique de Leningrad, Arvid Jansons (direction)

Professeur renommé en Russie, où il a formé de nombreux chefs d'orchestre (notamment Maris Jansons, son fils), Arvid Jansons (1914-1984) est inconnu en Europe de l'Ouest. Excepté en Grande-Bretagne où il fut premier chef invité de l'Orchestre Hallé, de Manchester.

Ce disque-témoignage (reprise d'un concert public) vient en *extremis* (gloire aux «pirates» italiens) nous enseigner sur la valeur du chef à l'œuvre. Oui, Arvid Jansons était un chef époustouflant de maîtrise technique, capable de faire sonner son orchestre avec une netteté, une cranté (son *Lac des cygnes* est d'une violence, d'une cambrure!), une sorte de précipitation fatale que nous ne connaissions qu'aux interprétations d'Evgeny Mravinsky ou,

dans un tout autre genre, à celles de Furtwängler. Oui, la France est passée à côté d'un grand maître. Si le son ne répond pas aux normes actuelles de haute-fidélité, il ne tenait pas une interprétation qui fut accueillie triomphalement aux Proms de Londres, en 1971.

1 CD Salsas Int'l gilo INCD 7121. Distribué par Média 7.

A. Lo.

#### Rock

##### Indigo Girls

Rites of Passage

Les Indigo Girls sont agaçantes, guaguan presque. Un peu embarrassantes à force d'effarouchements de vraies demoiselles, de prétention poétique et de métaphores qui s'emmêlent les pinces. Elles sont absolument irrésistibles, également. Amy Ray chante avec la voix que l'on imagine en lisant Emily Dickinson, claire, presque froide et parcourue de courants sismiques. Emily Saliers, la seconde Indigo Girl, est plus terrienne, avec des inflexions country.

*Rites of Passage*, le troisième album du duo, passe d'un folk rock évident (*Three Hits*, *Ghost*) à des expérimentations mélodiques et textuelles plus universitaires (dont une étonnante reprise du *Romeo and Juliet* de Mark Knopfler, pour voix et guitare acoustique, qui ferait presque changer d'avis sur le porte-pub de Philips). Entourées de musiciens solides mais jamais lourds (le batteur Jerry Marotta, la violoniste Lisa Germano), d'amies (les sœurs Roche qui chantent sur deux titres), les Indigo Girls réussissent à tenir les deux bouts de la chaîne entre la séduction et l'introspection.

Epic 471362-2

##### Carmel

Good News

Ce serait une erreur de prendre Carmel McCourt pour une chanteuse de cabaret, une voix pour fins de soirées au modèle de Julie London. Carmel est faite pour la célébration, pour le gospel profane, pour la danse. Beaucoup de gens en conviennent, y compris, cette fois, la principale intéressée. *Good News*, comme son nom l'indique, est une collection de chansons robustes et simples, qui commencent sur un parfum afro-antillais (zafrois quasiment) avec *Java*, passe par une séquence raggauffin assez réjouissante (*Crazy Joe*) jusqu'au gospel de *Good News* (la chanson, avec un joli solo de basse à l'archet). Ceux qui aiment Carmel dans son incarnation de reine de la nuit (comme dans «boîte de nuit», laissons Mozart en dehors de tout ça) se consoleront avec *You're All I Need*, ballade un peu mièvre. Mais ce qui reste de *Good News* (le disque), c'est un ton de défi (*Letter to Margaret*, notice nécrologique anticipée et peu charitable) et de résistance reconfortante.

East West/Carrere 4509-90044-2.

T. S.

#### Rap

##### Gang Starr

Daily Operation

Si Guru, la moitié parlante de Gang Starr, n'était pas l'un des meilleurs rappers du moment, un maître de l'understatement qui parle si doucement qu'on devine la batte de base-ball entre ses mains, *Daily Operation* serait peut-être presque insupportable. Duo originaire de Brooklyn, Gang Starr affiche ses sympathies pour la Nation of Islam, oscille perpétuellement entre la chronique urbaine et l'agit-prop. La clarté de l'élocution de Guru ne laisse pas d'autre choix que d'ingérer des textes qui dérapent souvent dans la paranoïa (il faut bien sûr garder présent à l'esprit que les paranoïaques peuvent être des persécutés) mais sont aussi d'une précision clinique, une dissection de la vie dans le ghetto sur fond d'échantillons jazz minimalistes qui renforcent encore le sentiment d'enfermement qui baigne ce disque.

Cooltempo/EMI ccd1910.



André Gavrilov.

ARTHUR UMBON

##### Arrested Development

3 Years, 5 Months & 2 Days in the Life Of...

Arrested Development est proposé à la curiosité générale sous l'étiquette «rap rural» sans que l'on sache trop à quoi elle correspond. On doute que la tribu photographiée sur la pochette en un cadre agreste pratique régulièrement l'agriculture. On est à peine sûr qu'ils habitent vraiment à la campagne, mais c'est vrai que ce disque de rap-là est parcouru de senteurs qui changent du monoxyle de carbone, de la poudre à canon et des vapeurs de crack qui baignent la majorité de la production du moment.

Ce développement interrompu qui sert de marque déposée au groupe (Speech, un rapper et une collection de chanteuses, stylistes, percussionnistes...) est celui de la culture des Africains déportés en Amérique. L'idée est bien sûr de reprendre le cours des choses d'une manière positive, synchrétique. On observera avec sympathie (le premier sans doute) des disques de rap à intégrer le blues, sous forme d'échantillons, mais aussi dans les textes. Jusqu'ici, cette part de l'héritage afro-américain (celle qui fut le plus systématiquement confisquée par les Blancs) était délaissée par les rappers au profit du jazz. En plus, le disque mélange échantillons et vrais instruments, varie les rythmes, cherche la surprise et le gag, pratique une poésie instantanée, chaleureuse, qui finit par emporter l'adhésion.

Cooltempo/EMI ccd1929.

T. S.

#### Chanson

##### Véronique Sanson

Sans regrets

Il faut s'y habituer. Sans regrets n'est pas d'une approche facile. Il faut au préalable se poser la question de ce que l'on y cherche : Sanson d'hier, Sanson d'aujourd'hui, nouveauté, confort, certitudes? Pour la révolution, disons-le tout net, c'est non. Véronique Sanson ne joue pas les défricheuses. L'écoute s'apparente dès lors à des tentatives, parfois vaines, d'apprivoiser un album enregistré entre la Californie et Memphis, qui, à première vue, ressemble à tant d'autres. Comme dans une enquête policière, il comporte ses évidences occultées : *Rien que de l'eau*, chanson écolo-fluctuante, possède la poigne, le swing cuirvé du meilleur Sanson. La belle introduction au piano et la voix modulée sur fond de violons des *Hommes* sont inimitables. La légèreté de ton de *Jusqu'à la tombée du jour* s'appuie sur la grande maîtrise vocale de Véronique Sanson.

Il y a trop de banalités inutiles :

des chœurs de guitares appliqués à la lettre, des airs passe-partout (*Louise* en anglais, *Une odeur de neige*, faussement dramatique, *Panne de cœur*, parodie sans drôlerie), des synthétiseurs comme il y a dix ans. Mais, vingt ans exactement après la sortie d'*Amoureuse*, en 1972, album simple et cinglant enregistré en deux jours, la musicienne Sanson, qui sait toujours fabriquer de belles mélodies (*Les Voisins*), prouve qu'elle n'est pas encore prête à passer aux oubliettes.

1 CD WEA 9031-77829.

##### Berger/Gall

Double Jeu

Pacifique et lisse comme un océan sans vagues : voici le dernier jeu à deux de France Gall et Michel Berger, dont le *Superficiel* et *léger* a commencé d'envahir les ondes de France et de Navarre. Un bon choix d'ailleurs, puisqu'il s'agit sûrement là du meilleur titre d'un album bâti sur les fondations habituelles du duo (répétition de la phrase-clé, séquences pianantes coupées d'accélération rythmique brusques, accords larges et batterie précise sur une ligne de basses sans faille). On retrouve ici, tout comme dans *Laissez passer les rêves*, qui ouvre ce *Double Jeu* sans nerf, les ingrédients des tubes en série produits par Michel et France.

Bien sûr, Michel Berger (paroles, musiques, claviers, production) a forcé sur la guitare électrique et le rock'n'roll dans le sociologique *Couloirs des Halles*, dans l'affirmatif *Toi sinon personne*, ou encore dans le musicalement musclé *Bats-toi*, par ailleurs insupportable de banalité («*Sur la mer de la*

tranquillité/Des traces de pas d'un homme qui a marché... Bats-toi si tu veux le battre/ Bats-toi si tu veux/ Mais bats-toi pour ça/ Vas-y, vas-y»). Mais la tonalité générale est celle d'une promenade un peu blasée, un peu traînante de deux voix inégales dans l'univers de glissades de Michel Berger, où les bons sentiments occultent les bons musiciens (Jannick Top remarquable à la basse).

1 CD WEA 4509-90069.

V. Mo.

#### Jazz

##### Sidney Bechet

Les originaux

Ce qui est bien avec Sidney Bechet, ce qui est du côté du bien, c'est qu'il échappe partiellement au ressassement qui le porte. Il reste malgré tout dans cette légèreté qui fait de lui un cas dans la musique populaire. Son vibrato, la sonorité au soprano, son expression en font un grand voyageur du jazz. *Les Originaux* rassemblent, de *Petite fleur à Dans les rues d'Antibes*, tous ces airs que l'on sait par cœur, enregistrés à Paris, le plus souvent avec Claude Luter et André Révélothy, pour Vogue, de 1949 à 1956. Par cœur.

1 CD Vogue VG 859-814003.

F. M.

#### Musiques du monde

##### Jorge Velga

O meilleur de Jorge Velga

Il est rare de recommander d'ache-

ter un album pour un titre. Mais qui pourrait rater la résurrection de *Brigitte Bardot*, vision étonnée du charme de notre actrice nationale par un Brésil friand de miracles, qui, en 1961, tombe dans les pommes par salles de cinéma entières quand «*Brigitte*» embrasse sur l'écran. «*BB, BB, pourquoi tout le monde te regarde autant?*», demande Jorge Velga, sur fond de fanfare et de chœurs carnavalesques. «*Serait-ce le nez? Serait-ce le coude? Le pied? Toi qui est belle et qui est femme, dis-moi pourquoi?*» La chanson de Miguel Gustavo, popularisée par le sambiste de Rio, qui reprend étonnement dans cet album des classiques de Noël Rosa, des *sambas de breque*, comptes-rendus de faits divers (un billet de loterie gagnant, une valise perdue, une femme dissipée), était depuis 1969, date de sortie brésilienne de cette compilation, introuvable. L'erreur est réparée, *BB* repart-elle pour un nouveau tour du monde?

1 CD Maracatu 940007 distribué par DAM.

##### Wagner Tiso

Tiso's Brasil

Le pianiste Wagner Tiso est un des meilleurs instrumentistes et compositeurs du Brésil, complice de très nombreux chanteurs qu'il a aidés à s'affirmer, dont Milton Nascimento, pour qui il a composé et arrangé pendant de longues années. Les neuf très beaux titres de cet album-hommage réservent de très amicales surprises : Egberto Gismonti jouant du *sarod* indien, la chanteuse Nana Caymmi ou Milton Nascimento s'envolant dans des chœurs inspirés, le pianiste classique João Carlos Assis Brasil pour un duo. Ce disque est un bel exemple de la variété rythmique et de la richesse des styles, très bigarrés, de la musique instrumentale brésilienne, sur laquelle les barrières de genre n'ont pas pris.

1 CD Caju 3800 distribué par Milan.

##### Anouar Brahmeh

Conte de l'inoubliable amour

Le label allemand dirigé par Manfred Eicher ne dément décidément pas sa réputation de grand aventurier des croisements musicaux, qu'ils soient du domaine du jazz, ou de celui, encore plus vaste, donc plus risqué, des musiques du monde. Le Syrien Anouar Brahmeh joue de l'oud, le Tsigane turc Barabos Erkose de la clarinette, Kudi Erguner, proche des derrières tourneurs de Turquie, de la flûte nay, Lassaad Hosni de la derbouka ou du bendir. L'album s'enroule autour du talent poétique du luth d'Anouar Brahmeh. On le suit délicieusement à travers le subtil ordonnancement de la mélodie, les silences du phrasé musical, à travers tous ces non-dits qui nous entraînent dans des chemins orientaux, dans une poésie de lumière et de battements délicats.

1 CD ECM511958.

V. Mo.

### Los Lobos au moment de la maturité

## Un pont sur le rio Grande

ON A BEAU croire en ce groupe depuis des années, *Kiko* reste un disque choquant par son ambition, son ampleur et, à la fin, sa réussite. L'histoire de Los Lobos a commencé dans les années 70, lorsqu'un groupe de rockers d'origine mexicaine a redécouvert ses racines et s'est mis à jouer une version authentique, débarrassée de ses oripeaux touristiques, de la musique mariachi. Plus tard, Los Lobos ont flirté avec le succès commercial (le temps d'une adaptation dévastatrice de la *Bamba* du rocker chicano Richie Valens) et se sont affirmés au fil des albums (dont les meilleurs, jusqu'à *Kiko*, restent *Will the Wolf Survive* et *By the Light of the Moon*) et des tournées. Le groupe a conquis une place parmi les tenants de ce rock américain qui, de Ry Cooder à James McMurtry, ne cesse de revenir à ses racines pour éviter le surplace.

On ne sait pourquoi *Kiko* vient maintenant. C'est peut-être le fruit des diverses rencontres du groupe (avec Paul Simon, Elvis Costello) qui arrive à maturité. Simplement, gracieusement, Los Lobos mènent à terme la rencontre entre leurs deux cultures, comme

un pont sur le rio Grande. Ils ne s'arrêtent pas au Mexique, appelant, à chaque fois que le besoin s'en fait sentir, une nouvelle source de culture, carabbe (*Kiko*), la chanson, comptine un peu vaudoise au charme instantané ou blues rural (*Two Janes*).

A chaque écoute, on se perd un peu plus avant dans le labyrinthe de *Kiko*. On y retrouve des figures familières, du rock'n'roll gras (*Whiskey Trail*) ou des harmonies de guitare et de guitarron mexicains (*Sainte Behind the Glass*) et aussi des associations inédites. La transfiguration du groupe est totale : finie la faiblesse des compositions, flagrante sur *The Neighbourhood*, leur dernier album : l'absence d'un vrai chanteur ne se fait plus sentir tant, ici, Cesar Rosas et David Hidalgo sont portés par les chansons. On est pris de la même sensation d'espace et de magie qui saisissait à la découverte des premiers albums du Band.

THOMAS SOTINEL

\* Los Lobos : *Kiko*, Slash/Barchay 838 298-2.



## CINÉMA

RÉTROSPECTIVE OZU  
ou Max-LinderTABLEAUX  
D'UN MONDE  
EN SURSIS

TEL qu'il est, le cycle conçu par Jean-Pierre Jackson permet de faire le lien entre les deux pôles de l'œuvre d'Ozu, entre le muet prolifique et énergique et le parlant (à partir de 1936) plus espacé et réfléchi, et mieux connu sous nos latitudes. Ainsi les deux films muets du programme, *Gosses de Tokyo* (1) et *Histoire d'herbes flottantes*, firent l'objet de versions parlantes, réalisées la même année 1959, alors qu'Ozu s'était converti tardivement à la couleur, sous la pression des studios.

Avec le quart de siècle écoulé entre les deux versions de chaque film, c'est le monde qui a changé, et le regard que porte Ozu sur lui. Les deux mêmes insupportables de *Gosses de Tokyo*, qui faisaient la grève de la parole en signe de protestation contre l'attitude ridicule de leur père devant son patron, sont devenus dans *Bonjour!* deux frères malins, qui décident de se taire pour obtenir un poste de télévision comme chez leurs voisins... Sous couvert de comédie et d'humour polisson – dont on oublie souvent de créditer l'auteur de *Voyage à Tokyo* –, le second film avertit de la toute-puissance de la télévision dans la société japonaise moderne, et annonce la disparition à terme d'un certain cinéma familial – celui d'Ozu, en particulier.

*Herbes flottantes*, (version parlante), sous les apparences d'une réelle séduction formelle, met en scène une troupe ambulante qui offre ses dernières représentations en sachant qu'elle est vouée à une disparition prochaine, alors que la version muette inscrivait la troupe dans un univers encore vivant et socialement cohérent, avant la guerre. La censure de l'époque en coupa d'ailleurs six mètres, pour des raisons de détail aujourd'hui incompréhensibles.

La plupart des films d'Ozu relèvent du genre *shomin-geki* (drame populaire), et décrivent avec quelque anxiété un monde en sursis. La famille, toujours menacée d'écroulement intérieur, constitue la métaphore de cette obsession. Pour le cinéaste, demeuré toute sa vie célibataire, mort quelques mois après sa mère qu'il n'avait jamais quittée, la cellule familiale est un faux refuge, prêt à s'effriter – à cause du départ inéluctable d'une fille à marier.

Cette thématique, qui marque la majorité des œuvres de l'après-guerre, n'est d'ailleurs pas le fait du seul Ozu. On a trop souvent fait l'impasse sur le rôle du scénariste attiré de la dernière période, Kogo Noda (2). Il a cosigné tous les scénarios des films d'Ozu depuis *Printemps tardif* (*Banshun*, 1949) et *Été précoce* (*Bakushu*, 1951), justement considérés comme les œuvres d'un nouveau départ d'Ozu après la guerre (qu'il passa en partie comme prisonnier militaire à Singapour) : ce sont en effet deux des plus beaux fleurons de ce cycle. Alors que *Récit d'un propriétaire* (*Nagaya Shinshiroku*, 1947), dont le scénario est cosigné par Tadao Ikeda, décrivait les allers-et-retours d'un garçon errant issu de la défaite, dans une tonalité très différente. Même s'il s'agit des rapports entre ce faux orphelin, une femme qui le recueille chez elle, et son père enfin retrouvé, le film appartient plutôt à un courant populiste de l'après-guerre, consacré aux enfants perdus.

C'est donc *Printemps tardif* qui aborde vraiment le thème des relations subtiles entre le père, incarné par l'immuable Chishu Ryu, figure de proue paternelle de tous les derniers films d'Ozu, et ses enfants. Une fille de vingt-sept ans, Noriko, finit par se résigner au mariage lorsqu'elle apprend que son père aurait l'intention de se remarier, ce qui se révèle faux. Setsuko Hara, héroïne d'Ozu, de Naruse, et parfois du jeune Kurosawa, est une admirable Noriko, incarnant la pudeur et l'effacement propres aux « vraies jeunes filles japonaises ».

Le film, qui annonce le style dépouillé et anti-technique d'Ozu dernière manière, se termine sur le plan célèbre du père demeuré seul, découplant une pomme, et c'est assurément l'un des plus beaux de l'auteur. Considéré au Japon comme « le film le plus japonais jamais réalisé », il fut classé premier de l'année 1949 par les critiques de la grande revue de cinéma *Kinema Jumpo*. Ozu et Noda en reprirent le thème dans *Fin d'automne* (*Akibiyori*) en 1960, à ceci près que la fille est confrontée à sa mère (interprétée par la même Setsuko Hara) et que Chishu Ryu y tient le rôle de l'oncle. Infinites variations familiales...

On retrouve la même thématique dans *Début d'été précoce* (*Bakushu*, 1951, qui suivit les *Seurs Munkata*, 1950, l'une des très rares adaptations littéraires d'Ozu), où le cinéaste déclarait « avoir voulu traiter du cycle de la vie, ou de l'inconstance humaine, plutôt que

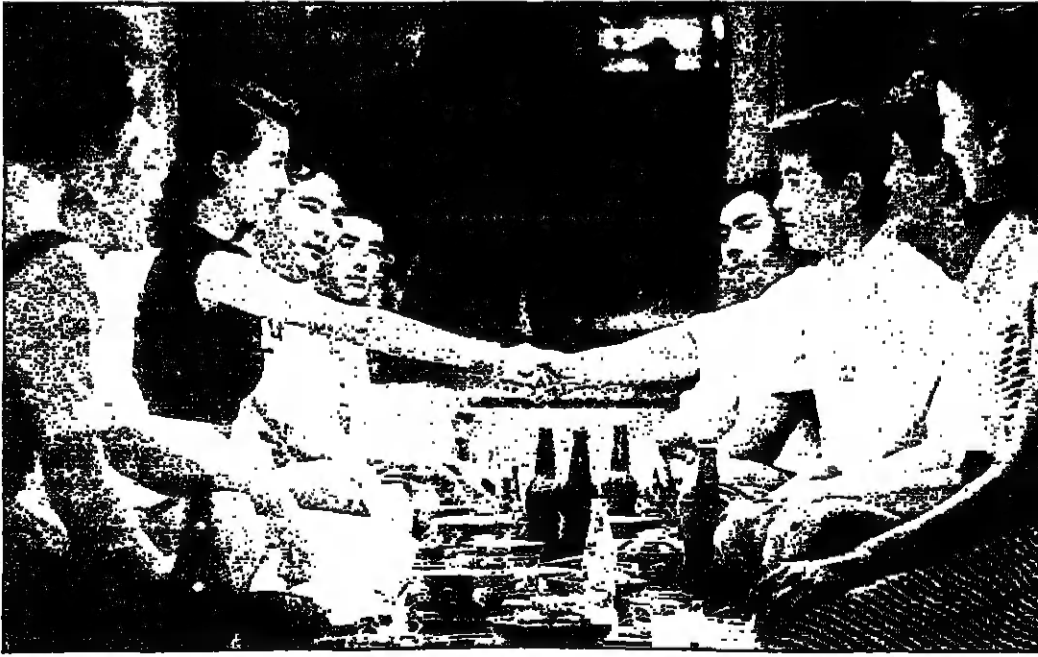
*Vu de Tokyo, Yasujiro Ozu est « le plus japonais des cinéastes japonais ». Vu de Paris ou d'Europe, il devient une sorte d'entité abstraite, « zen », qui ne rend pas justice aux liens profonds, essentiels, qui l'unissent à son pays. Cette image superficielle et vague est due pour une part à la connaissance très partielle que l'on a de son œuvre. Le cycle de quatorze films proposé par le cinéma Max-Linder permet de combler en partie ces lacunes, grâce notamment à la découverte de six inédits.*



« Printemps tardif », 1949.



« Bonjour! », 1959.



« Printemps précoce », 1956.

de l'action elle-même» (3). Une série d'anecdotes compose le portrait d'une famille bourgeoise de Kamakura, fragilisée par le mariage d'un des enfants. Le film glisse vers une forme contemplative, où le récit n'est plus qu'un prétexte à l'observation, à la mise en œuvre du regard du cinéaste. La dramatisation devient primordiale, à une époque où la plupart des films japonais, influencés par les cinémas américain ou soviétique, sont au contraire surdramatisés.

*Voyage à Tokyo* (1953), sans doute son film le mieux connu en Occident, marque le point culminant de cette tendance et est considéré par beaucoup comme l'archétype de son cinéma, quand bien même Ozu affirmait qu'il s'agissait là d'un de ses films « les plus mélodramatiques ». Victime d'ennuis de santé, le cinéaste, désormais reconnu par le public et les critiques japonais, mettra trois ans à terminer son film suivant. Autre inédit de ce cycle, *Printemps précoce* (*Soshun*, 1956) est illuminé par le charme juvénile de Keiko Kishi, déjà célèbre au Japon mais découverte en Europe l'année suivante grâce à *Typhon sur Nagasaki*. Cette fois, le cinéaste assume clairement ses options : « C'est le plus long de mes films d'après-guerre, mais j'ai tenté d'éviter tout élément dramatique, et de ne recueillir que des moments communs de la vie de tous les jours. J'espère qu'en procédant ainsi, les spectateurs ressentiront la tristesse d'une vie semblable (4). »

La brève aventure sentimentale de deux employés de bureau et le retour final du mari au foyer conjugal constituent l'anecdote de base du film, qui se ressent un peu de sa durée (2 h 24, pourtant à peine plus que *Voyage à Tokyo*). On y remarque encore des mouvements de caméra très visibles, comme ces travellings latéraux lors de l'excursion à bicyclette des camarades de bureau. Ce film frais et printanier n'est qu'une agréable transition entre *Voyage à Tokyo* et le fascinant *Crépuscule à Tokyo*.

L'ultime période d'Ozu, celle de la couleur (de *Fleurs d'été*, 1958, au *Goût du saké*, 1962), est donc celle des « remakes », ou plutôt de variations modernes sur quelques thèmes anciens. La période, aussi, de l'installation tranquille dans un univers doux-amer, de la résignation des parents aux aspirations des enfants, et sans doute de la nostalgie d'une société qu'il sent évoluer trop rapidement, à l'encontre de ses habitudes de *vue kaisudoya* (manœuvre) du cinéma japonais d'avant-guerre, où l'on vivait simplement son artisanat.

Dans la compagnie où il travaille depuis des années, la Shochiku, aux studios d'Ofuna proches de Tokyo, Yasujiro Ozu côtoie de jeunes cinéastes en colère qui le regardent d'un œil sévère, et critiquent ouvertement son conservatisme moral et artistique : ils ont nom Oshima, Yoshida, Shinoda, et sont le ferment d'une « nouvelle vague » nipponne qui va tout emporter sur son passage...

A ce moment, si la critique japonaise l'admire et le soutient encore, elle s'étonne elle aussi de ses partis pris techniques, notamment de son obstination à fixer sa caméra au sol. Il répondait, en 1958 : « La raison en est que nous n'avons pas de bonne installation technique. Mon angle de prise de vues est très bas, et nous n'avons aucune caméra qui puisse se déplacer sous un tel angle. Une autre raison est que je ne veux pas que le public soit conscient des mouvements d'appareil. Lorsque je bouge la caméra, il ne faut pas que cela se remarque (4). » Ce qui ne l'empêche pas de faire avancer subrepticement la caméra de son opérateur Yuharu Aitsu (interviewé plus tard par Wim Wenders, dans l'une des séquences les plus émouvantes de *Typhon sur Nagasaki*, réalisé en hommage à Ozu). Découverte des couloirs vides de bureaux étrangement calmes, entre deux portes où passent de jolies secrétaires portant du thé vert aux visiteurs de leur patron. C'est bien la seule « dramatisation » encore notable dans les derniers films d'Ozu.

Lorsqu'il meurt, le 12 décembre 1963, jour de son soixantième anniversaire, le cinéma japonais est en pleine effervescence, tournant les yeux vers Godard,



Yasujiro Ozu.

Truffaut ou Antonioni plutôt que vers Ozu ou Mizoguchi. On ne veut plus rien savoir du vieux maître et de ce qu'il incarne, en cette époque de toutes les révolutions en gestation. Mais on oublie aussi qu'il a maîtrisé le temps cinématographique et le ma (l'espace du temps), et qu'il peut se mesurer à l'éternité.

Bientôt pourtant, les critiques occidentales, Donald Richie en tête, publient des études fouillées. Des cinéastes comme Rivette et surtout Wenders, qui rêve de placer son œuvre dans un « sanctuaire du cinéma », découvrent à la Cinémathèque son univers pur, son écriture unique, que l'on veut à tout prix comparer à celle de Bresson (ce qui est très discuté), et les intellectuels s'enthousiasment, avec quelques années de retard, pour son œuvre, lorsqu'on sort enfin ici *Voyage à Tokyo* en 1978, suivi de *Fin d'automne*, le *Goût du saké*, et *Dernier caprice*.

On n'en finit pas de « découvrir » Yasujiro Ozu, qui, ombre immobile dans sa tombe de Kamakura, sourit peut-être de tout ce branle-bas posthume. Sur sa tombe figure le beau caractère *mu* (vide, ou néant), qui nie toutes les gloires.

MAX TESSIER

(1) Son titre original est *Umarete wa mita keredo* (lit : « Et pourtant, nous sommes nés... »). C'était jusqu'à présent le seul film muet (sonorisé) d'Ozu sorti en France.

(2) Kogo Noda (1893-1968) collabora avec Ozu depuis les tous premiers films (1927) jusqu'en 1935, puis de 1949 à la fin. Il écrivit un livre à son sujet, *Ozu to itsuoka* (Un homme appelé Ozu), qui comporte des informations capitales de première main, et dont certains extraits ont été repris par Donald Richie dans son livre. Il tenait également un journal de bord. Les autres scénaristes importants d'Ozu furent Akira Fushimi (pour le muet) et Tadao Ikeda (jusqu'à *Récit d'un propriétaire*).

(3) Cf. Yasujiro Ozu, in *Anthologie du cinéma* n° 64 (1971).

(4) Cf. Ozu, par Donald Richie (traduction française de Pierre Maillard), Ed. Lettre du blanc, Genève, 1980. Ouvrage essentiel pour la connaissance réelle d'Ozu en France.

Deux mois,  
quatorze films

*Histoire d'herbes flottantes* (1934), version muette d'*Herbes flottantes* (1959) qui figure aussi au programme ; *Récit d'un propriétaire* (1947) ; *Printemps tardif* (1949) ; *Été précoce* (1951) ; *Printemps précoce* (1956) ; et *Bonjour!* (1959), remake en couleurs de *Gosses de Tokyo* (1932) également repris dans ce cycle, n'ont jamais été projetés en France, en dehors de la Cinémathèque. Certes, nous sommes loin de « l'intégrale des parlants » annoncée dans un premier temps par les organisateurs de la rétrospective. Mais bien que ces quatorze films représentent à peine plus d'un quart des cinquante-trois titres tournés par Ozu aux studios de la Shochiku entre 1927 et 1962, ils constituent tout de même la plus importante rétrospective jamais montrée commercialement en France (1).

On regrettera que, pour des raisons de droits trop élevés ou de disparition des négatifs, manquent à l'appel des titres essentiels du muet comme le *Chœur de Tokyo* (1931), *Une femme de Tokyo*, ou *Caprice passager* (1933) ; ou du parlant, comme *Il était un père* (1942), le *Goût du riz au thé vert* (1952) et, surtout, le dernier film en noir et blanc, *Crépuscule à Tokyo* (1957), un des chefs-d'œuvre d'Ozu les plus rarement projetés, et sans doute le plus pessimiste de toute son œuvre.

M. T.

(1) Signalons la sortie parallèle, en collaboration avec la FNAC, d'un coffret à tirage limité à 500 exemplaires, de trois vidéodisques (laser) des films d'Ozu, pour la première fois en France : *Fleurs d'été*, *Herbes flottantes*, *Dernier caprice* (voici, présentation de Claude Jean-Philippe, bio-filmographie établie par Jean-Pierre Jackson, distributeur/éditeur du coffret et des films).

\* Du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre, quatorze films d'Ozu, en alternance : *Dernier caprice*, le *Goût du saké*, *Fin d'automne*, *Été précoce*, *Bonjour!* *Gosses de Tokyo*, les *Seurs Munkata*, *Herbes flottantes*, *Histoire d'herbes flottantes*, *Printemps précoce*, *Printemps tardif*, *Récit d'un propriétaire*, *Fleurs d'été*. Au Max-Linder Panorama, 24, bd Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 48-24-88-88. Copies et sous-titres neufs. Ce cycle complète celui du « Japon fait son cinéma » de l'été dernier, où l'on avait pu découvrir trois inédits d'Ozu, repris ici.

1500-1500